

**MOUVEMENT COMMUNISTE/KOLEKTIVNE PROTI
KAPITALU**

**DYNAMIQUES DU CAPITALISME
D'ÉTAT, DE LA COMPETITION
IMPÉRIALISTE ET DE LA
CONDITION OUVRIÈRE APRES LA
CRISE SANITAIRE**

7

DÉCEMBRE 2021

BROCHURE

3 €

1.5 £

3 US\$

90 CZK

220 Rs

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRÉSENTATION

Ce document sort en même temps en plusieurs langues. Non parce que nous aurions été très efficaces pour la traduction, mais parce qu'il est le fruit d'un travail commun dès le début de sa conception. Travail mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres. Ceci confirme ce que nous avons commencé il y a plusieurs années et qui tend vers l'unification et la centralisation des communistes.

CONTACTS

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Contact : kpk@kapitalu.org

Mouvement Communiste

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

Pour toute correspondance : postmaster@mouvement-communiste.com

Contenu

Un chapitre inédit de la vie du capital.....	2
Une crise exogène « catastrophique » (au sens d'une crise systémique)	5
<i>Helicopter Money, Quantitative Easing</i> , gonflement des budgets et le nouveau paradigme de la politique économique.....	5
Le retour de l'État-plan.....	11
Les structures de gouvernance des pays et des zones géostratégiques homogènes profondément remaniées	14
Bouleversements supranationaux.....	14
Les banques centrales comme acteurs politiques	16
Le « grand retour » du capitalisme d'État.....	18
Capitalisme d'État et planification	19
Contradictions géopolitiques	24
Capitalisme d'État stratégique et relance des politiques impérialistes, instabilité générale	24
Gros plan sur les LIC... et sur les pays forts affaiblis	33
L'état de la classe	35
L'emploi et les conditions de travail	35
Quand les États les plus riches se chargent du marché du travail.	38
Annexes.....	40
Annexe 1 : Banques centrales et monnaies numériques	40
Annexe 2 : Les principaux plans de relance dans le monde.....	42
Les plans de relance sous le signe de la « <i>green economy</i> ».....	42
Synthèse de l'essentiel des principaux plans de relance	43
Annexe 3 : Textes diffusés sur la pandémie	50
Pandémie, États–nations et capital.....	50
COVID-19, vaccins, certification sanitaire et politique prolétarienne.....	53

Un chapitre inédit de la vie du capital

La crise exogène provoquée par la Covid-19 est sans précédent dans l'histoire du capitalisme moderne en période de paix presque mondiale. Nous la qualifions d'exogène dans le sens que son origine n'est pas directement liée au cycle de valorisation du Capital, bien que l'apparition de plus en plus fréquente d'épidémies virales graves soit étroitement corrélée à l'organisation sociale bâtie autour et en fonction du mode de production capitaliste. Autrement dit, si les virus sont présents depuis toujours dans toute société humaine, leur apparition, leur diffusion et leur traitement pour les rendre inoffensifs ou les éliminer quand ils menacent l'espèce humaine, dépendent pour beaucoup des formations sociales spécifiques qui se sont succédé.

« Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes opprimeuses et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent, au moins, de vivre dans la servitude. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. » Karl Marx, Friedrich Engels. *Le Manifeste du Parti Communiste*, 1847.

Face à la pandémie, le mode de production capitaliste (MPC), s'est avéré dans un premier temps incapable d'assurer la santé publique autrement qu'en ayant recours à des moyens qui ne diffèrent en rien de ceux utilisés pour la gestion des crises de cette nature, au Moyen-Âge. Le confinement, les mesures sanitaires élémentaires (lavage des mains, masques, distanciation, etc.), en sont des exemples. Et pourtant, le MPC avait tous les outils pour anticiper la crise sanitaire. Et ceci au moins depuis 2008, où les premières alertes qui pronostiquaient la forte probabilité que des cycles viraux de 3 à 5 ans allaient surgir.

« Les épidémies ont jalonné toute l'histoire de l'humanité. Elles existaient avant le capitalisme et personne ne peut garantir, à moins d'être un charlatan, qu'elles disparaîtront après la destruction des sociétés divisées en classes. Ce qu'on peut envisager, en revanche, c'est que la forme qu'elles prennent sous le capitalisme et plus généralement dans les sociétés fondées sur l'oppression et l'exploitation des êtres humains et la façon de les combattre seront très différentes. Conformément à la préservation de l'espèce et libérées de la dictature de la marchandise et de la valeur. »

Le capital a essuyé ainsi une crise sanitaire qui était prévisible, sans se prémunir³. Les causes étaient pourtant connues⁴ : saut d'espèces, surpopulation, hyperurbanisation, promiscuité dans les transports, pollution atmosphérique, etc. Pour le capital, il faut d'abord produire et ensuite la structure sanitaire doit s'adapter. Le MPC a répondu à la crise sanitaire par l'innovation avec une nouvelle génération de vaccins (à ARN messenger) en dégageant des moyens économiques et industriels colossaux sur un temps très court. Il s'est aussi appuyé sur le numérique (télétravail dans certains secteurs, etc.) pour traverser cette crise, sur les crédits (aux entreprises et aux États⁵), etc. Mais cette

¹ *Le Manifeste*, Partie I « Bourgeois et prolétaires » in :

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm#sect1>

² « *Pandémie, États-nations et Capital* » in : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2003FRvF.pdf>

³ Il suffit de rappeler la saga des stocks de millions de masques détruits et non remplacés, quelques années avant la pandémie, dans la plupart des pays capitalistes avancés car cette gestion était trop coûteuse et le risque estimé trop lointain.

⁴ Pour ce qui est des causes de la Covid-19 et de sa propagation, nous renvoyons le lecteur à notre statement, du mois de mars 2021 : « *Pandémie, États-nations et Capital* » que l'on trouvera en Annexe 3.

⁵ « *Le secteur pharmaceutique est aujourd'hui à la fois une économie ultra-subsventionnée et un système capitaliste ultra-monopolistique. ... Les accords passés entre les États et les firmes pharmaceutiques pour les vaccins contre le Covid l'illustrent bien. Des clauses de confidentialité drastiques y sont incluses. On ne connaît donc pas exactement l'argent public investi, mais les montants, colossaux, passent par plusieurs canaux : financements directs, contributions en nature dans le cadre de partenariats public-privé, crédits d'impôt, préachats. Le remboursement des produits de santé est aussi une garantie de paiement très spécifique au secteur pharmaceutique. Pour les vaccins à ARN messenger (ARNm), de l'argent public a été investi jusqu'à avant la pandémie, pendant trois décennies, suivant le fonctionnement habituel de la recherche médicale. Il est donc*

crise a aussi été révélatrice du côté « barbare » de la civilisation du capital. Les moyens sanitaires immenses qui ont été mobilisés pour lutter contre la pandémie sont utilisés à l'aune du seul impératif de la poursuite de la valorisation. De plus, certains outils de contrôle introduits par les États sont à leur tour exploités pour raffermir l'emprise de l'État sur la société civile. On assiste ainsi à des exercices grandeur nature de militarisation de la société tout entière, preuves générales des éventuelles, probables, guerres en devenir. Cette crise révèle que la civilisation du capital n'est pas adéquate - elle est même nuisible - à l'humanité.

« La séparation de la société entre une mince couche immensément riche et une vaste classe de salariés ne possédant rien, fait que cette société s'asphyxie elle-même dans sa propre richesse alors que la grande majorité de ses membres sont peu ou pas du tout protégés de la misère. Cette situation est chaque jour plus absurde et moins nécessaire. On peut et on doit en finir avec elle. Un ordre social nouveau est possible, au sein duquel les différences de classe d'aujourd'hui auront disparu et où – peut-être après une courte période de transition, peut-être difficile sous bien des aspects, mais en tout cas moralement fort utile – on disposera des moyens de vivre, de profiter de la vie, d'exercer ses facultés physiques et intellectuelles, grâce à l'usage harmonieux et au développement ultérieur des immenses forces productives de la société qui existent déjà, avec l'obligation pour tous de travailler également. ⁶ » Friedrich Engels Introduction de 1891 à « Travail salarié et Capital ».

Sur le plan strictement sanitaire, la réaction à cette pandémie confirme que le système capitaliste et ses rapports sociaux ont historiquement atteint une limite systémique⁷, eu égard au développement humain, au développement de l'être social. En revanche, sur les plans économique et financier, la réaction des pays capitalistes avancés⁸ est à la hauteur de cette crise de valorisation induite par la pandémie : gigantesque. Les mesures prises pour endiguer la propagation du virus (confinement, mesures sanitaires classiques, etc.) ont été accompagnées par des dépenses publiques massives dont l'ampleur dépasse de loin les mesures prises lors de la crise de 2007-2008, qui avait pourtant été la pire crise financière subie par le capitalisme depuis la seconde guerre mondiale et rappelait, dans ses volumes, le plan Marshall de reconstruction de l'appareil industriel et des infrastructures européens à partir de 1947. Comparaison n'étant pas raison, nous verrons plus loin quelques différences importantes entre les conditions d'implantation du plan Marshall et la situation actuelle.

La réaction du Capital s'étale sur deux moments relativement distincts. Une première phase, qui se poursuit jusqu'à l'approche d'une immunité des populations suffisante pour rétablir les conditions ordinaires de l'exploitation et dont l'objectif affiché est de « figer » le rapport social de production. Le rationnel de cette première phase étant d'assurer à tout prix le maintien de la cohésion sociale et la survie du corps productif dans son intégralité, quels qu'en fussent les coûts. En faisant de cette première phase un impératif éminemment politique, les États des pays capitalistes les plus développés ont montré leur capacité à gérer une situation d'exception par la mise en coupe réglée de la société civile toute entière.

Une seconde phase, qui va durer plusieurs années et qui est déjà mise en place à la faveur de l'apparition des vaccins alors que la première n'est pas encore terminée, est marquée par l'élaboration

totalément faux de dire que les firmes ont développé un vaccin en un an. Pfizer a fini de développer le vaccin qu'il a récupéré en signant un accord de collaboration avec BioNTech. À partir de l'an dernier, une nouvelle manne de financements publics a été ajoutée, pour soutenir le développement et la production à travers le préachat de doses de vaccins. L'argument est toujours le même : il faut garantir l'achat des doses à l'avance en espérant que les firmes proposent d'emblée des prix plus intéressants sur de gros volumes - sachant qu'on est dans l'incapacité de juger ces prix puisque l'on n'a pas d'information. On commence aujourd'hui à voir les profits records que cela va générer... S'y ajoute l'octroi de monopoles, notamment les brevets qu'accordent les États. » Gaëlle Krikorian, sociologue, consultante sur les questions de santé, ancienne responsable du programme d'accès aux médicaments de Médecins sans Frontières (MSF) entre 2018 et 2020. (*Alternatives économiques*, juillet 2021)

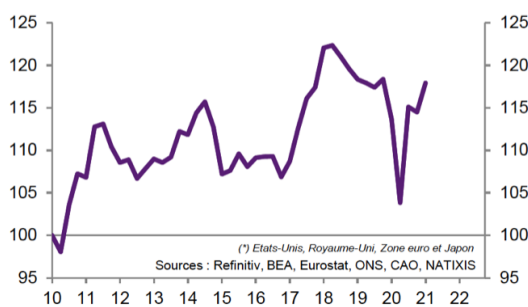
⁶ Dernier paragraphe. In : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1891/04/fe18910430.htm>

⁷ Cela ne signifie pas que le système capitaliste ne se développe plus où serait en décadence. C'est même tout le contraire. Le capitalisme reste un mode de production qui ne connaît pas la stagnation, contrairement à des modes de production qui l'ont précédé. Le mode de production capitaliste a une nouvelle fois fait montre de sa résilience. Il a plié mais n'a pas rompu sous les coups de boutoir de la pandémie.

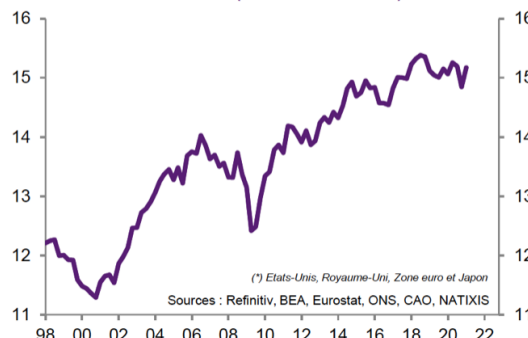
⁸ « Les pays riches ont réagi par d'énormes plans de sauvetage et de relance, alors que pour les nations plus pauvres, ces possibilités sont très limitées et ne feraient qu'alourdir la dette croissante. » Voir : UNCTAD (*United Nations Conference on Trade and Development*) November 2020.

suivie par la mise en œuvre d’ambitieux plans de relance de la valorisation du Capital. Ces plans étatiques nationaux et/ou supranationaux tranchent avec les dispositifs de fixation du rapport social de la première phase, quand les vaccins n’étaient pas disponibles et la pandémie battait son plein. Les dispositifs adoptés, en 2020, ont permis de sauvegarder l’écrasante majorité des capitaux individuels des aires concernées en les finançant afin de les garder à flot sans distinction de profitabilité, de viabilité des activités, etc. ET d’éviter un dérèglement majeur du marché du travail par la distribution de revenus aux salariés et autres travailleurs formellement indépendants ou sans emploi, en volumes suffisants pour éviter des explosions soudaines de colère. L’État est ainsi devenu *de facto* et *pro tempore* le principal employeur d’une grande partie de la force de travail occupée ou pas des pays capitalistes les plus développés. Employeur temporaire capable de dicter aux employeurs permanents des conditions nouvelles d’exploitation et d’organisation du travail (cf. le recours massif au travail à distance ; la définition des emplois nécessaires ; la militarisation des emplois considérés comme vitaux à l’image de ceux de la santé, de la logistique, de la distribution, etc.). Contenir l’instabilité sociale et préserver l’appareil productif, y compris par la multiplication de dépenses improductives de Capital, voilà en une courte définition le programme des dispositifs déployés lors de la première phase. Opération globalement réussie si l’on se réfère aux résultats remportés tant en termes de survie des entreprises que d’évitement d’une excessive instabilité au sein de la société civile du Capital.

Graphique 3a
OCDE* : profits réels après impôts et intérêts, avant dividendes (100 en 2010:1, déflatés par le prix du PIB)



Graphique 5
OCDE* : profits après taxes, intérêts et avant dividendes (en % du PIB valeur)



Profits avant et après taxes, prélèvements, dividendes⁹.

La seconde phase affiche des ambitions encore plus exigeantes. Ici, l’État opère une sélection détaillée des secteurs et des entreprises qui se verront attribuer des capitaux additionnels en fonction d’un plan global de relance de l’accumulation de Capital. L’État se fait tout à la fois banquier, entrepreneur et stratège, capable en plus d’user de ses prérogatives propres pour définir le cadre concurrentiel, les normes industrielles et, s’il le juge utile, les équilibres entre propriétaires des capitaux individuels, privés ou nationalisés vers lesquels il convoie les capitaux additionnels générés par l’endettement souverain. L’objectif de cette phase est explicitement celui d’accroître la productivité du travail social, c’est-à-dire d’augmenter la composition technique du Capital des bénéficiaires des investissements productifs qu’il finance dans les entreprises et dans les infrastructures. Passage indispensable afin de relever le taux d’exploitation, donc, potentiellement, la capacité de créer de la nouvelle valeur et plus précisément des profits pour les récepteurs de cette manne de crédits étatiques. L’essentiel des dépenses publiques de cette seconde phase sera dirigé vers les secteurs des énergies alternatives, qualifiées de « vertes », des télécommunications, de la logistique, la santé, la pharmacie et des travaux publics d’infrastructure. Un rôle de tout premier plan est désormais joué par les banques centrales, ce qu’on verra en détail plus loin. Ainsi, la dette publique des États capitalistes centraux explose, creusant les déficits budgétaires du fait du recours — dans des dimensions sans précédent en temps de paix — par les banquiers centraux et les Ministères du Trésor aux politiques de l’« *Helicopter*

⁹ Les deux tableaux ci-dessous montrent le résultat des aides publiques, des baisses d’impôts, des pressions sur les salaires, du redressement de la productivité et de la réduction des coûts (transports, etc.) sur les profits des entreprises des pays capitalistes avancés. Voir : Natixis, 15/09/2021.

Money» et du «*Quantitative Easing*»¹⁰ (déjà pratiquées massivement quoique dans des proportions moindres après la crise financière de 2007-2008). Ces politiques se résument à une gigantesque création additionnelle de moyens de paiement aussitôt transformés en capitaux porteurs d'intérêt octroyés aux capitaux individuels intégrés dans la programmation étatique de la relance de l'accumulation élargie de Capital.

Une crise exogène « catastrophique » (au sens d'une crise systémique)

Helicopter Money, Quantitative Easing, gonflement des budgets et le nouveau paradigme de la politique économique

Cette crise a un impact considérable sur le fonctionnement du Capital. Des secteurs entiers ont été mis à l'arrêt forcé pour contrer tant bien que mal la propagation du virus. Cette crise exogène débouche sur une crise cyclique classique, avec la destruction massive et concentrée dans le temps de capitaux sous leurs trois formes de fonction (capital commercial, financier et productif) et, par conséquent, au sein de chacune d'elles, de capital variable et de capital constant. Des entreprises industrielles, des banques, des chaînes de supermarchés, des petits commerces, etc. ne survivront pas à la crise. Ceci constitue, comme dans toute crise cyclique, un véritable bain de jouvence pour le Capital dans sa totalité. Mais, relativement à une crise cyclique classique, la résolution de celle associée à la Covid-19 présente également des traits qui lui sont spécifiques. Tout d'abord, les mesures avancées pour contrer la crise sont d'un tout autre ordre de grandeur que celles des crises cycliques classiques récentes (y compris celle de 2007-2008). Elles sont surtout porteuses de transformations importantes dans la gouvernance du Capital dans sa totalité ; transformations de gouvernance que nous étudierons au chapitre 2 « *Les structures de gouvernance des pays et des zones géostratégiques homogènes profondément remaniées* ».

Des dispositifs contra-cycliques tel que l'« *Helicopter Money* » (HM), imaginés avant et après la crise financière de 2007-2008 mais qui étaient restés à l'état embryonnaire, ont été appliqués à grande échelle s'additionnant à celui qui a permis la sortie relativement rapide de la crise fiscale des États nommé « *Quantitative Easing* » (QE). De la sorte, les pays capitalistes centraux ont mis en place un système sans précédent où, littéralement, les banques centrales achètent les marchés¹¹. Au travers des divers mécanismes mis en place pour juguler les effets de la crise, les banques centrales sont en train de devenir des émetteurs de monnaie et plus seulement des régulateurs du taux d'intérêt des prêts. Même quand elles n'émettent pas directement de la monnaie comme dans le cas de la Federal Reserve

¹⁰ Pour mémoire, le QE consiste en le rachat par les banques centrales des titres de la dette souveraine des États en difficulté budgétaire ainsi que des actions et des obligations d'émetteurs publics ou privés aux bilans corrompus car incapables de les placer sur les marchés financiers à des prix « raisonnables ». La banque centrale qui pratique le QE transforme par un tour de passe-passe typique du capital fictif ces titres en déshérence en actifs intégrés à son bilan en les garantissant par ses réserves officielles de change et, surtout, en les monétisant par son accès direct (ou indirect) exclusif à la planche à billets.

« *Le Quantitative Easing est une politique monétaire pure : la banque Centrale achète des obligations et paye en créant de la monnaie. Le Quantitative Easing a un effet sur l'économie si, pour les vendeurs d'obligations, détenir de la monnaie change les comportements par rapport à détenir des obligations. Si monnaie et obligations sont très substituables, le Quantitative Easing n'a pas d'effets, puisqu'il est indifférent pour les agents économiques de détenir de la monnaie ou des obligations ; si monnaie et obligations sont imparfaitement substituables, le Quantitative Easing affecte l'économie d'une part parce que les taux d'intérêt à long terme baissent, d'autre part parce que la monnaie est réinvestie dans d'autres actifs (financiers ou immobiliers).* » Voir Natixis, le 05/03/2021

« *Imprimer des billets et les jeter depuis un hélicoptère dans les rues pour inciter les ménages à dépenser de manière à faire repartir l'activité économique. Voici l'image qu'avait utilisée le monétariste Milton Friedman, dès 1969, pour illustrer la théorie de la "monnaie hélicoptère dans son ouvrage *The optimum quantity of money*» Voir : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/la-monnaie-helicoptere-remede-miracle-face-a-la-crise-du-coronavirus-844043.html>*

« *L'Helicopter Money, mis en place aujourd'hui pour réagir à la crise de la Covid, est l'addition d'une politique budgétaire expansionniste et du Quantitative Easing : des transferts publics aux agents économiques sont financés in fine par la création monétaire, tout se passe donc comme si la Banque Centrale transférait de la monnaie aux agents économiques. L'effet de l'Helicopter Money est la somme des effets de la politique budgétaire expansionniste et du Quantitative Easing : soutien de la demande sans hausse des taux d'intérêt, hausse des prix des actifs si monnaie et obligations ne sont pas parfaitement substituables.* » Voir : « *Quelles différences entre le Quantitative Easing et l'Helicopter Money ?* » Voir : Natixis, le 05/03/2021.

¹¹ Interview de la directrice de la BCE, Christine Lagarde, au FT. Voir : <https://www.ft.com/content/a07f7c44-bbfb-421f-96f9-355bb8dd8b17>

américaine, ce sont néanmoins elles qui, de par leur politique monétaire, déterminent la quantité de liquidité mondiale, l'ensemble des moyens monétaires en circulation. Par leur politique des taux et de bilan, les banques centrales sont donc plus que jamais en première ligne pour définir les grandes orientations de la politique économique au sens large. Ce qui n'était pas le cas jusqu'à la crise des subprimes.

*« Ceci contraint les banques Centrales, pour éviter une crise de la dette publique, une crise de perte de solvabilité des États à acheter de manière irréversible des quantités importantes de dette publique et à maintenir des taux d'intérêt à long terme nettement inférieurs à la croissance potentielle ».*¹²

Dettes publiques et banques centrales						
LA SITUATION DES PRINCIPALES ÉCONOMIES MONDIALES						
La situation en 2020. Données en milliards de dollars						
	USA	Royaume-Uni	Japon	Eurozone	Total des 4 premières économies avancées	Italie (en milliards d'euros)
PIB	20 807,3	2 638,3	4 910,6	12 568,4	40 924,6	1 651,6
Dettes publiques	27 294,3	2 849,9	13 070,8	12 712,0	55 926,9	2 569,3
Détenus par les banques centrales	4 688,9	785,3	4 489,8	3 267,6	13 231,5	547,5*
Dettes/PIB	131,2 %	108,0 %	266,2 %	101,1 %	136,7 %	155,6 %
Détenus par les banques centrales	22,5 %	29,8 %	91,4 %	26,0 %	32,3 %	33,1 %
Dettes/PIB « stérilisée »	108,6 %	78,3 %	174,7 %	75,1 %	104,3 %	122,4 %

(*) Le chiffre comprend également les achats effectués par la BCE, en janvier 2021, dans le cadre du programme PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme* – Programme d'achats d'urgence en cas de pandémie).

Source : estimations du FMI et bilans des banques centrales ; pour l'Italie : Banque d'Italie, Istat et BCE.

Le circuit traditionnel et classique de création monétaire, dans ses grandes lignes, se présente comme suit :

La monnaie (largement scripturale¹³ dans le capitalisme moderne — 91 % dans la zone euro en 2017) est aujourd'hui principalement créée par des banques privées lors de l'émission de crédits. Lorsque la banque octroie un crédit à une entreprise ou à un particulier, elle crée la monnaie nécessaire à ce crédit par un jeu d'écriture dans un livre comptable en échange d'une promesse de remboursement (émission d'un crédit bancaire). Il y a ainsi création monétaire lors de l'octroi d'un crédit, et destruction monétaire lors du remboursement de ce crédit. Pour l'octroi du crédit, la banque privée utilise soit les dépôts existants, soit passe par un processus de création monétaire.

¹² *Ibidem*.

¹³ « L'argent en chiffre enregistré dans les banques dans les comptes courants forme ce qu'on appelle la monnaie scripturale. La possession de monnaie par un titulaire de compte est matérialisée par une écriture en compte. Ces écritures longtemps tenues dans des registres sont maintenant gérées par informatique. Ils forment l'essentiel de la masse monétaire, très loin devant les billets et les pièces (environ 90 % de la masse monétaire) ». Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Monnaie_scripturale

Le jeu d'écriture comptable est le suivant :

inscription de l'augmentation du dépôt du client (qui est, ici, le prêt de la banque à son client) au passif du bilan de la banque, la monnaie sur le compte du client étant due par la banque à son client.

Inscription de la créance à l'actif du bilan de la banque, la monnaie due par le client étant considérée comme un actif de la banque.

Le remboursement d'un crédit à la banque correspond à une démonétisation : la part de monnaie correspondant au prêt initial est détruite, ayant pour effet de diminuer la masse monétaire. La part de monnaie correspondant aux intérêts revient à la banque. On pourrait croire qu'un crédit ne forme qu'une relation contractuelle entre son émetteur et son demandeur. Or, tout crédit est un pari de l'émetteur sur la capacité du demandeur à rembourser dans le futur, quelle que soit la source de ce remboursement : salaire, profits ou rente. L'émetteur ne parie donc pas seulement sur les qualités du demandeur, mais sur la capacité future du rapport social capitaliste à générer de la valeur.

À moindre échelle, la création monétaire est également générée dans le cadre de paiements internationaux. Par exemple, lorsqu'une entreprise reçoit un virement de l'étranger en devise étrangère, la banque qui tient son compte va créditer ce compte en euro par création monétaire, et va acquérir une créance sur le pays étranger en question.

Cette création monétaire est contrôlée et limitée par la politique monétaire de la banque centrale ou par les autorités de supervision bancaire dont la banque émettrice relève.¹⁴

A contrario du mécanisme classique de création monétaire (voir encadré ci-dessus), le mécanisme auquel ont recours les banques centrales, aujourd'hui, est le suivant : les États des pays capitalistes avancés émettent de la dette sur une échelle gigantesque pour soutenir les entreprises et la force de travail nécessaire à la poursuite de l'accumulation¹⁵, à travers divers plans et systèmes (QE, HM, etc.). Il s'agit en fait de processus massifs d'émission de dettes souveraines par les États pour soutenir et préserver l'activité capitaliste. Émissions pilotées et garanties par les banques centrales, rachetées par ces dernières et ensuite transformées en crédits porteurs d'intérêts en fonction de la nature des dépenses budgétaires (investissements productifs ou non) et servant de leviers de croissance à l'accumulation future. Cette dernière est ainsi pilotée par l'exécution de plans définis par les États et des institutions politiques et financières supranationales allant de la dite « *green economy* » à la modernisation des infrastructures, au soutien à l'industrie de la santé, des biotechnologies et autres entreprises pharmaceutiques.

Les moyens monétaires mobilisés par les États capitalistes avancés sont très élevés. Les actifs des banques centrales ont augmenté de quelques 10 500 milliards de dollars¹⁶ depuis le début de la pandémie.

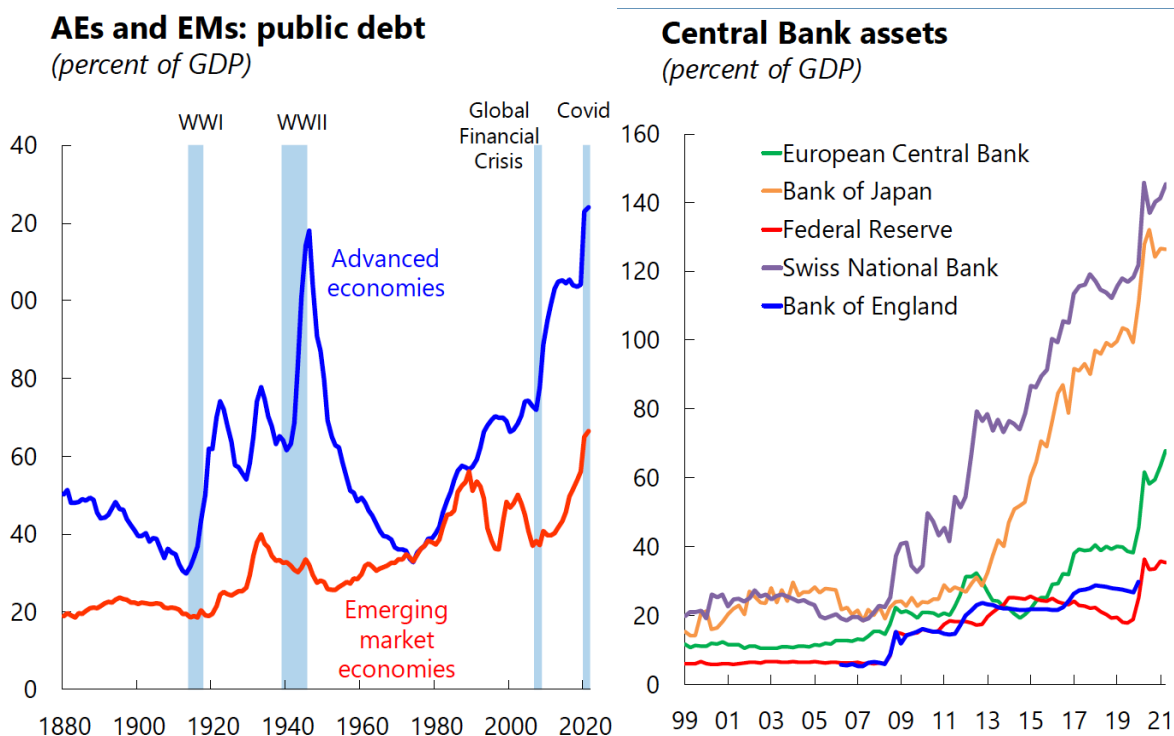
« Selon l'Institute of International Finance (IIF), la dette mondiale totale a progressé à 281 500 Md\$, soit 355,8 % du PIB en 2020 contre 321,4 % en 2019. Témoignant de la sévérité du choc lié à la pandémie de Covid, cette augmentation de 35 % du PIB en 2020 dépasse de loin celle de 25 % observée pendant la crise financière mondiale de 2008 et 2009. Représentant 12 000 Md\$, l'augmentation de la dette publique a été spectaculaire, expliquant plus de 50 % de la flambée de l'ensemble de la dette mondiale. En raison des plans de relance adoptés par les gouvernements dans un contexte d'effondrement des revenus lié à la pandémie, la dette publique rapportée au PIB est passée de 88 % en 2019 à 105 % en 2020. Représentant près de 75 % de l'ensemble des émissions à l'échelle mondiale, les pays développés ont apporté la contribution la plus importante à cette augmentation. Il convient de noter que tous les secteurs (ménages, sociétés non financières, administrations publiques et secteur financier) des économies développées ont été en mesure d'accroître leur endettement en 2020. En comparaison, l'augmentation de la dette dans les EM a été légèrement plus modérée, atteignant 250,6 % du PIB en 2020, contre 220,6 % en 2019. La dette des administrations publiques et des sociétés non

¹⁴ Voir : Wikipédia. https://fr.wikipedia.org/wiki/Création_monétaire

¹⁵ Dans le cadre des mesures visant à stimuler l'économie américaine frappée par la crise économique due à la pandémie, l'ancien président américain Donald Trump proposait de verser aux ménages un chèque de 1 000 \$ (augmenté à 1 400 \$ par le nouveau président Biden) par personne afin de relancer la consommation. Idem début 2020, au Japon, où afin de soutenir les ménages en difficulté financière, le gouvernement du Premier ministre de l'époque, Shinzō Abe, planifie le versement de 300 000 yens, environ 2 500 euros, à dix millions des 58 millions de foyers japonais.

¹⁶ Voir : *Global Monetary Stimulus Tracker*, Jan update 18 January 2021.

financières, qui comprennent les grandes entreprises publiques, a progressé plus fortement que celle du secteur financier et des ménages. Au sein des EM, au terme du choc lié à la Covid de 2020, l'Asie est la région présentant le niveau de dette rapportée au PIB le plus élevé (avec 298 %), suivie de l'Amérique latine (185 %), des EM européens (160 %) et de la zone Afrique + Moyen orient (143 %).¹⁷ »

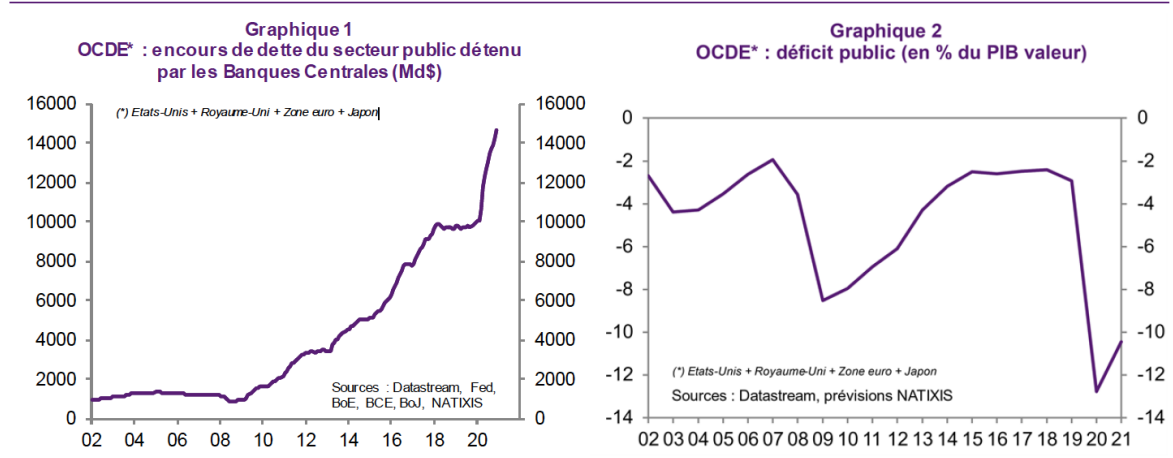


Dette publique des pays capitalistes développés (AEs) et des pays capitalistes dits émergents (EMs). Actifs des principales banques centrales.¹⁸

¹⁷ Estimation du risque lié à la viabilité de la dette des EM. Voir : Natixis, le 30/03/2021.

¹⁸ Voir : IMF « *The Interaction of Fiscal and Monetary Policy. Jackson Hole Symposium.* », August 26, 2021, in: <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/08/27/sp08272021-the-interaction-of-fiscal-and-monetary-policy>

Les Banques Centrales des pays de l'OCDE mènent toutes aujourd'hui une politique **d'achat massif de dette publique (graphique 1)**, qui est associée à la mise en place de **déficits publics très importants (graphique 2)**.



Depuis la crise des subprimes, les Banques Centrales pratiquent le **Quantitative Easing** (l'achat de dettes contre création monétaire, **graphique 3**), mais on parle aussi de la nécessité d'utiliser l'**Helicopter Money**, c'est-à-dire un transfert direct de monnaie aux agents économiques.

Encours de dette du secteur public détenu par les banques centrales. Déficit public en % du PIB¹⁹.

Ainsi, la banque centrale achète les titres de la dette souveraine ou en permet l'émission en apportant ses réserves en garantie de sa propre solvabilité. Or, ses coffres sont remplis de titres de la dette souveraine qui vont agir en garantie des nouveaux titres de la dette souveraine qu'elle acquiert. Une sorte de cercle formellement vertueux fondé sur un cercle réellement vicieux... La banque centrale peut agir ainsi forte de sa capacité à inspirer confiance, ce qui reste *in fine* le fondement de toute opération de crédit. L'État s'endette sachant que la banque centrale lui garantit sa dette et lui rachète la dette. Il devient par ce fait l'État entrepreneur, l'État-plan qu'imaginaient de manière quelque peu « simpliste » les théoriciens marxistes opérâistes, dans les lointaines années 1960. Ce mécanisme, sous cette forme, n'a jamais fonctionné de la sorte auparavant, même après la Seconde Guerre mondiale. À cette époque-là, ce furent les États qui imprimaient directement et sans partage la monnaie. Le dollar américain a été le vecteur unique de la reconstruction, fort de son pouvoir de monnaie internationale conquis à la pointe des baïonnettes.

Aujourd'hui, on peut qualifier cette phase de formidable entreprise de création d'instruments monétaires, de moyens de crédit. Il y a de plus en plus de monnaie disponible dans ses trois fonctions, à savoir unité de compte, moyen d'échange et moyen de paiement. Or, cette masse de moyens monétaires doit impérativement, à plus ou moins long terme, créer les conditions d'une accumulation augmentée de capital. Cette gigantesque quantité de marchandise-argent est censée relancer la machine de la valorisation en garantissant, pendant un temps relativement long, tous les composants des capitaux individuels, des salaires au capital constant, jusqu'aux profits via les commandes publiques. Cependant, le risque bien réel est qu'une portion significative de ces moyens monétaires ne soit pas dépensée de manière productive et s'avère incapable de se transformer en Capital. Lorsque des moyens de crédit ne parviennent pas à se transformer en capital, ils privent leurs détenteurs de la perception d'intérêts et se déprécient sur les marchés financiers, jusqu'à leur annulation pure et simple lors des crises financières. Car, de fait, le mouvement concurrentiel du Capital demeure la lympe et le tamis de la valorisation. Un plan bâti *ex ante* peut certes réduire, s'il est bien conçu, les dangers de faillite. Mais il

¹⁹ Voir : Natixis, le 29/03/2021.

ne peut pas les écarter complètement, ni anticiper les nombreux aléas de toute nature qui pourraient contrarier son exécution et sa finalisation²⁰.

Ce scénario, s'il se matérialisait, plongerait l'ensemble de l'économie capitaliste dans une crise industrielle d'envergure associée à la raréfaction des moyens de paiement, à la dépréciation en cascade des actifs financiers, au krach des places où se négocient les instruments du capital ainsi révélé fictif. Et ce parce que celles-ci sont toutes passées, peu ou prou, sous administration étatique. Les banques centrales achètent directement ou indirectement (par la disponibilité offerte aux opérateurs sur les places financières de moyens de paiement pouvant être empruntés à des taux d'intérêt très bas ou même nuls) des fractions significatives des marchés financiers leur permettant, pour l'heure, de continuer de croître.

Sur le marché des obligations, l'État finance de grands groupes industriels et évite ainsi que leur dette, qu'il garantit désormais, n'agisse comme un fardeau rédhibitoire en ponctionnant trop la plus-value réalisée. Les principaux acteurs des marchés d'actions, les banques et les fonds d'investissement (dont les fonds de pension...) profitent à leur tour de ces liquidités monétaires surabondantes aux prix de marché (intérêt) défiant toute concurrence. Ces institutions financières placent ces moyens de paiement acquis bon marché sur les actions dont les cours montent inévitablement.

Mais si les banques centrales achètent tous les actifs non risqués, c'est-à-dire les dettes publiques qu'elles contrôlent abondamment, que reste-t-il aux investisseurs privés ? Des actifs risqués ou des actifs sûrs mais pas ou peu rémunérateurs (taux d'intérêts négatifs, etc.). Ce qui explique l'engouement d'une frange importante d'investisseurs, à la recherche de profits élevés à très court terme, avec le développement de véhicules financiers à haut risque.

Le rôle nouveau des banques centrales²¹ est une reconnaissance majeure de ce que nous affirmons depuis longtemps, à savoir que les monnaies ne sont plus l'expression d'une matière première particulière (l'or ou l'argent), mais une variable de plus en plus politique et, à l'inverse, elles sont elles-mêmes toujours davantage déterminées par le rapport de force politique entre les classes, par la capacité du capital de l'aire donnée de se valoriser lui-même, ainsi que par le positionnement dans la hiérarchie mondiale du Capital.

²⁰ « *Quel est l'effet de la concurrence des capitaux ? Le prix moyen des marchandises pendant une des périodes de péréquation est tel que ces prix produisent dans chaque sphère le même taux de profit, par exemple 10 %, pour les producteurs de marchandises. Qu'est-ce que cela signifie encore ? Que le prix de chaque marchandise se situe 1/10 au-dessus du coût de production, des dépenses que le capitaliste a faites pour la produire. Formulé généralement, cela veut dire simplement que des capitaux de même grandeur produisent les mêmes profits, que le prix de chaque marchandise est d'un dixième plus élevé que le prix du capital avancé, consommé ou représenté en elle.* » Karl Marx, *Théories sur la plus-value. Tome II*, 1862. Huitième chapitre. 3, Valeur et prix moyen dans l'agriculture. Rente absolue. a) Péréquation du taux de profit dans l'industrie. Éditions sociales. P.22.

« *Sous la pression de la concurrence, tous les capitaux tendent à prendre la composition moyenne, et comme celle-ci est égale ou à peu près à celle du capital social moyen, tous les capitaux, quelle que soit la plus-value qu'ils donnent, tendent à réaliser, dans le prix des marchandises qu'ils produisent, non pas cette plus-value, mais le profit moyen, c'est-à-dire le coût de production.*

D'autre part, on peut dire que chaque fois qu'un profit moyen et par conséquent un taux général du profit prend naissance, de quelque manière que ce résultat soit obtenu, ce profit ne peut être que celui du capital social moyen (la somme des profits étant égale à la somme des plus-values) et que les prix constitués par l'addition de ce profit moyen aux prix de revient ne peuvent être que les valeurs transformées en coûts de production. Cette règle est vraie même si les capitaux de certaines branches de production échappent pour une cause quelconque à la tendance vers l'uniformité de composition, auquel cas le profit moyen est déterminé d'après la partie du capital total qui est comprise dans l'égalisation. Il est clair que le profit moyen ne peut être que le résultat de la répartition de la plus-value totale entre les capitaux des différentes branches de production, proportionnellement à leur importance. Cette plus-value totale représente tout le travail non payé incorporé, au même titre que le travail payé, aux marchandises et à l'argent appartenant aux capitalistes. » Karl Marx, *Le Capital. Livre III* 1867 Le procès d'ensemble de la production capitaliste §2 La transformation du profit en profit moyen in : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_09.htm

²¹ « *On voit donc le rôle massif des politiques monétaires expansionnistes depuis la crise des subprimes pour :*

- rendre solvables les emprunteurs et éviter les crises de la dette ;

- réduire le coût de financement de l'économie ;

- faire monter les prix des actifs et la richesse... Nous sommes donc dans une situation où, aujourd'hui, une action, même faible, et un simple changement dans la communication des banques Centrales peuvent provoquer de violents mouvements des marchés financiers et de fortes variations des perspectives économiques (en faisant craindre par exemple une crise des dettes et la nécessité de réduire l'endettement). » Voir : Natixis, le 07/07/2021.

Les États peuvent s'endetter massivement, en dépit des garde-fous qu'ils avaient institués auparavant (critères de Maastricht, etc.) car ils conservent la confiance des marchés et des opérateurs parties prenantes des marchés. La raison première provient de la crise politique de la classe ouvrière, encore incapable, après des décennies de restauration de l'ordre capitaliste qui ont suivi la défaite du dernier assaut révolutionnaire général des années 1960 et 1970, de se doter des outils d'une contre-offensive globale. L'autorité des États sort aussi extrêmement renforcée par la pandémie après avoir été une nouvelle fois fragilisée, en 2007-2008, par la crise des finances publiques. Le déterminant politique de la monnaie apparaît ainsi au grand jour par la capacité virtuellement illimitée des États forts de battre monnaie et de généraliser de nouveaux moyens de paiement disponibles à des taux écrasés. Dans ces conditions, la dette s'avère être une ressource alors qu'elle est présentée par la vulgate économique bourgeoise comme un fardeau. Le paradigme de cette mystification est inversé et la fonction centrale du crédit dans l'accumulation de capital du capitalisme mûr est désormais évidente. Pour la classe ouvrière, il est essentiel de comprendre que c'est la force politique des États qui leur permet de se doter d'instruments financiers qui leur servent à redresser certaines entreprises de leur choix, jugées nécessaires au bon fonctionnement de leur nouvelle planification. Cette force politique est directement proportionnelle à la faiblesse de la classe ouvrière. En dernière analyse, c'est parce que la classe ouvrière vit une profonde et durable crise politique, aggravée par la pandémie, que les États ont la possibilité de triompher comme ils le font à l'heure actuelle. Des États démontrant une nouvelle fois qu'ils sont la clé de voûte du capitalisme mûr.

« L'État n'est plus (s'il ne l'a jamais été) un simple exécutant du bon vouloir des patrons, "rien qu'un instrument pour l'oppression et la répression de la classe ouvrière". Il devient patron lui-même, parfois en concurrence avec les capitaux individuels privés de son pays. »²²

Le retour de l'État-plan

Les multiples plans de sauvetage et de relance entraînent une profonde transformation formelle du mécanisme d'accumulation du capital dont la manifestation la plus visible de ce changement a trait au mode d'attribution des crédits ainsi qu'aux choix stratégiques impulsés par les États centraux du MPC. Il est question à l'heure actuelle de crédits créés et gérés directement par les États, les banques centrales et les agences du Trésor. Il ne s'agit donc plus du mécanisme traditionnel du crédit fondé sur la sélection des candidats par les instituts prêteurs. Sélection faite en fonction des capacités escomptées de valorisation et encadrée par l'environnement concurrentiel entre entreprises du crédit. Aujourd'hui, dans la première phase de soutien, des masses inouïes de moyens de paiement se dirigent vers tout type d'industrie, y compris vers celles qui n'affichent pas de perspectives suffisantes de valorisation. Le processus classique qui veut que, pour obtenir un crédit, il faille passer par la sphère financière en présentant à l'institut de crédit un plan de développement est chamboulé peut-être durablement. Quoi qu'il en soit, le retour « à la normale » ne se fera pas d'un coup sans douleur.

Si ce nouveau circuit du crédit fondé sur la distribution de moyens de paiement à des taux extrêmement faibles, hors de tout mouvement concurrentiel, devait être maintenu par les États, les premières victimes en seraient les instituts de crédit eux-mêmes. Ils deviendraient incapables de poursuivre la collecte de l'épargne qu'ils emploient pour garantir la multiplication des moyens de paiement destinés aux prêts. Les cercles et les réseaux dominants du capital des pays principaux du MPC en sont parfaitement conscients. C'est pourquoi leur réflexion est, depuis le début de la crise pandémique, orientée vers l'élaboration de politiques macro-économiques de retour à un environnement concurrentiel régulé par les États de concert avec les institutions politiques et financières supranationales de référence.

Les dépenses publiques insérées dans ces plans²³ correspondant à la première et à la seconde phases sont complètement couvertes et garanties par les banques centrales des principaux pays

²² « Revue critique de « l'ABC du communisme » 90 ans plus tard : faillite de l'analyse du capitalisme faite par l'internationale communiste » Lettre de Mouvement communiste, numéro 24, juin 2007,

in : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0724.pdf>

²³ Pour une liste partielle des plans de relance, voir Annexe 2, en fin de document.

capitalistes, comme depuis la crise de 2007-2008 ; la crise de la Covid-19 ne faisant que renforcer cette tendance. Les banques centrales avaient alors protégé le marché des obligations souveraines en rachetant massivement, sur le marché, les émissions de dette des Trésors respectifs et imposé en contrepartie une discipline budgétaire. À l'époque, cette stratégie de dépassement de la crise fiscale des États se voulait momentanée, une étape nécessaire avant un resserrement budgétaire à plus ou moins courte échéance qui aurait ramené les banques centrales à leurs fonctions canoniques. Le fait est, en revanche, que cette stratégie non seulement n'a pas cessé d'être mise en œuvre depuis plus de dix ans mais qu'elle s'est enrichie et amplifiée dès l'explosion de la crise dite de la Covid-19.

Leur capacité d'endettement étant restaurée et assurée par les banques centrales, les États des pays capitalistes avancés ont été en mesure de couvrir par leurs engagements budgétaires la totalité des dépenses en capital d'un nombre imposant d'entreprises, tous secteurs d'activité confondus. À noter que les engagements budgétaires ont garanti aussi le paiement d'une portion significative des salaires, faisant de l'État le seul employeur « de derniers recours ». Le plan de relance de 350 pages élaboré par l'État français est exemplaire. Quelque 80 % des dépenses prévues sont destinées directement, par des recapitalisations directes, ou indirectement, par la distribution de bonus aux clients finaux (exemple, les primes à l'isolation thermique des logements distribuées aux propriétaires immobiliers), aux entreprises grandes ou petites des secteurs privilégiés par le plan. Dans le même ordre d'idées, Renault n'aurait pas survécu à la crise industrielle déclenchée par la pandémie si l'État français ne lui avait pas accordé plusieurs milliards d'euros de prêts à des taux et échéances extrêmement favorables. En échange de cette manne financière, Renault a dû concocter un plan industriel pour les prochaines années de concert avec le prêteur étatique. Ce dernier se charge ainsi en direct et explicitement de la gestion industrielle d'entreprises privées.²⁴

La seconde phase de la gestion de la crise affiche, quant à elle, des caractéristiques spécifiques dont en priorité celle de dessiner les grands traits de la formation économique de demain. Si la première phase de reconstruction des infrastructures et des activités essentielles du plan Marshall s'est étirée pendant plus de cinq ans en raison des destructions massives héritées du conflit armé sur le Vieux Continent, la crise provoquée par la pandémie ne voit pas des pays essentiels du capitalisme mondial ravagés par les bombes²⁵. La tâche des planificateurs d'État de ces temps-ci est incomparablement plus aisée. La première phase de soutien systémique à la valorisation pendant le déferlement de la Covid-19 n'a même pas duré un an. Période après laquelle les États des pays capitalistes avancés se sont attelés à

²⁴ Ce qui induit le risque à plus ou moins court terme de la possibilité d'un affrontement entre l'État et certains secteurs industriels dû au pilotage direct de la restructuration de l'économie par l'État. Les raisons et les modalités des États ne sont pas partout et toujours identiques à celles de ceux qu'ils représentent. Cette dialectique entre Capital individuel spécial, représentant officiel du Capital et les intérêts des autres capitalistes (y compris nationaux) est extrêmement tendu depuis la crise de 2007-2008 et accentuée par l'actuelle.

« Les partenariats public-privé en matière d'investissement, de recherche et de développement ont été essentiels à la réalisation de nombreuses percées et avantages technologiques, mais les intérêts fondamentaux des entreprises et des États ne sont pas naturellement alignés. » Extrait de « Le Monde en 2040 vu par la CIA (French Edition). National Intelligence Council (USA) »

²⁵ « Entre 1948 et 1952, le plan Marshall a permis le transfert des États-Unis vers seize pays européens – hors bloc soviétique – d'un montant de près de 10,5 % du PIB de ces derniers. Aujourd'hui les mesures prises par l'Union européenne face à la crise sanitaire – versements potentiels dans le cadre du plan de relance Next Generation EU (NGEU) et des mesures de soutien d'avril 2020 (SURE, MES et BEI) – représentent des initiatives d'une ampleur similaire, de près de 10,1 % de son PIB. Les niveaux des investissements de long terme permis par le plan Marshall et prévus dans NGEU sont également très proches, autour de 4 % du PIB. En revanche, la composition et l'origine des financements diffèrent fortement. Le plan Marshall est constitué à près de 90% de subventions et de 10% de prêts et est financé de l'extérieur par les États-Unis. Le plan européen a une composition plus mixte avec potentiellement 54% de prêts, 31% de subventions et 15% de garanties dont le financement est assuré au niveau de l'UE. Les deux plans s'inscrivent dans des contextes très distincts. En 1948, les bénéficiaires du plan sortent d'une économie de guerre centralisée et sont confrontés à des problèmes d'instabilité monétaire et de déficits budgétaires et des balances courantes (Bossuat, 2008 ; Crafts, 2011). À ce contexte macro-économique, rendant particulièrement difficiles les financements nécessaires à l'investissement et la reconstruction (Eichengreen et Uzun, 1992), s'ajoutent des risques politiques et sociaux importants, dont la crainte d'un basculement dans le bloc soviétique. NGEU vise, pour sa part, à soutenir les États dont les finances publiques ont été fortement contraintes par la crise sanitaire dans leur reprise économique et leur processus de réforme, ainsi que dans le financement de leurs transitions écologique et numérique. Malgré des contextes différents, les deux plans ont en commun de faire face à une double exigence de stabilisation macro-économique et de renouvellement des équipements et infrastructures en allouant les financements aux pays en difficultés où des investissements sont particulièrement nécessaires. » « Les leçons du plan Marshall pour le plan de relance européen » Banque de France Bloc-notes Eco - Billet n°236 , in : https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/sites/default/files/billet_236_vf.pdf

la modélisation du capitalisme « d'après » avec des formations économiques et sociales en convalescence mais globalement debout.

Au centre de cette modélisation, se trouve l'investissement massif dans la dite « *green economy* » avec ses têtes de chapitre : électrification des véhicules, développement de l'utilisation de l'hydrogène en remplacement des hydrocarbures, énergies éoliennes, énergie solaire, etc. Ce volet des plans de restructuration macro-économiques est crucial car il a été identifié comme l'un des principaux facteurs du redressement de taux de productivité stagnant du fait de l'insuffisance des investissements productifs réalisés par les entreprises après la crise de 2007-2008. Une insuffisance elle-même déterminée en bonne partie par la crise globale du système du crédit.

La raison d'être des investissements dans la « *green economy* » n'est guère le souci de la défense de l'environnement. Le capitalisme, comme et plus encore que les sociétés divisées en classes qui l'ont précédé, a pillé sans retenue les forces productives naturelles. Dès ses débuts, le capitalisme a été extrêmement polluant ; pour s'en convaincre, il suffit de relire le livre d'Engels²⁶ sur la situation des ouvriers en Angleterre. Tout d'abord, les vastes plans d'investissements dans de nouvelles énergies qui vont échoir à des territoires productifs étendus et, souvent, supranationaux induisent des transformations conséquentes des procès et des méthodes de production, créant dans la foulée de nouveaux marchés très importants et rémunérateurs (cf. ceux des mobilités électriques). De nouveaux marchés comparables à ceux associés, en son temps, à l'aventure ferroviaire. Outre cette dimension centrale, la « *green economy* » permettra aux territoires productifs concernés de diversifier les sources d'énergie et de réduire leur dépendance géostratégique des pays producteurs d'hydrocarbures. Le facteur « vert » participe ainsi du découpage du marché mondial en blocs géopolitiques intégrés et hostiles. Les nouveaux marchés de l'environnement, rendus viables et pérennes par des réglementations établies par les États (comme ce fut le cas pour les dispositifs de sécurité exigés après les attentats du 11 septembre 2001), attireront des capitaux frais de la sphère financière. À l'exemple de l'Allemagne des années 2000, où les investissements en énergies vertes ne sont devenus intéressants que parce que l'État et les *Länder* ont augmenté les impôts sur les autres énergies plus polluantes. Les nouvelles normes²⁷ feront porter aux populations le fardeau des coûts additionnels des marchandises « écologiques ». Les prix de marché de l'eau, de l'électricité, de l'immobilier « écolo », des « nouvelles » mobilités, etc. vont grimper. Et les États ne compenseront qu'une partie décroissante de ceux-ci.

À travers ces plans d'investissements massifs, le capitalisme, dans ses pays avancés, n'est pas en train de s'attaquer aux causes fondamentales du réchauffement climatique et de la pollution de la planète. L'accroissement de la population humaine, l'urbanisation généralisée et la production de masse de marchandises qui accompagnent le développement du capital, entraînent une consommation considérable d'énergies fossiles, laquelle, concomitamment à la déforestation et la désertification, est la principale cause du réchauffement climatique et les besoins toujours plus énergivores des territoires productifs. La recherche de profits maximum à courte échéance reste l'impératif majeur du Capital. Une finalité, celle-ci, qui empêche de traiter correctement et radicalement la problématique du climat nécessitant – comme la gestion des pandémies – une organisation totalement différente de l'espace, de la reproduction humaine et de la relation de l'homme à la nature purgée de la recherche du profit et de la dictature de la marchandise.

Des considérations identiques peuvent être faites pour les dépenses publiques dans la santé, la pharmacie et les biotechnologies. Ici encore les perspectives de valorisation sont très prometteuses

²⁶ Friedrich Engels *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845 in :

https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe_18450315.htm

²⁷ « *Les accords internationaux de normalisation soutiennent l'émergence de nouvelles technologies en réduisant l'incertitude du marché et en établissant des normes. L'appartenance aux organismes de normalisation est de plus en plus disputée, en grande partie en raison de l'influence que ces organismes exercent sur les technologies qui entrent sur le marché. Aussi, les producteurs de technologies en tirent profit. Longtemps dominée par les États-Unis et leurs alliés, la Chine s'efforce maintenant de jouer un rôle plus décisif dans l'établissement des normes sur les technologies qui définiront probablement la prochaine décennie et au-delà. Par exemple, les organismes internationaux de normalisation joueront un rôle essentiel dans la détermination des futures normes éthiques en matière de recherche et d'applications biotechnologiques, des normes d'interface pour la communication mondiale et des normes de contrôle de la propriété intellectuelle.* » Extrait de « *Le Monde en 2040 vu par la CIA (French Edition)* ». National Intelligence Council (USA)

amplifiées par le traitement de la pandémie ; des perspectives qui sont encore renforcées par l'adhésion la plus ample des populations touchées par la pandémie²⁸.

Les grands absents de cette imposante restructuration des formations économiques et sociales centrales du capitalisme sont les pays capitalistes les plus pauvres, les LIC (*Low Income Country* –pays à faible revenu). Ils sont la source principale des minerais et des matières premières nécessaires à la réalisation des plans d'investissements des pays capitalistes avancés, mais ne disposent pas des moyens nécessaires à leur propre développement.

Les structures de gouvernance des pays et des zones géostratégiques homogènes profondément remaniées

Bouleversements supranationaux

La pandémie actuelle est en quelque sorte un révélateur de la reconfiguration d'un ordre mondial dont les prémisses remontent à la précédente crise financière de 2007-2008 et qui voit l'émergence de la primauté de nouveaux réseaux extra-institutionnels dominants agglutinés autour des banques centrales des États capitalistes avancés (*Federal Reserve*, BCE, BoJ, BoE, etc.), mais aussi des institutions supra-étatiques telles que le FMI, la Banque mondiale, etc. L'ensemble de ces structures assument désormais en direct un rôle de direction politique dans la lutte contre la crise dans les grands blocs des pays essentiels du MPC y compris au sein des États singuliers, si nécessaire au bon fonctionnement du capital dans son ensemble (cf. Le G7 Finances, du 5 juin 2021, qui a décidé de taxer les entreprises à un taux d'impôt minimal mondial d'au moins 15 %). On assiste ainsi au déploiement « par-dessus » les États individuels, au niveau des blocs, des régions productives et géopolitiques intégrées, de flux financiers colossaux rappelant, toutes proportions gardées, ceux intervenus lors des deux guerres mondiales et des périodes immédiatement suivantes. Ces apports massifs de moyens de paiement concernent en priorité les pays développés, à l'image de l'Italie²⁹ ou de la France³⁰.

Il s'agit d'une phase dans laquelle le politique se distingue de moins en moins de l'économique tout en s'écartant de plus en plus du strict cadre national. Évidemment, le cadre général de l'accumulation de capital ne varie pas. Ce qui varie, c'est l'organisation globale au sein de laquelle celui-ci se perpétue.

« L'économie politique est donc essentiellement une science historique. Elle traite une matière historique, c'est-à-dire constamment changeante ; elle étudie d'abord les lois particulières à chaque degré d'évolution de la production et de l'échange, et ce n'est qu'à la fin de cette étude qu'elle pourra établir les quelques lois tout à fait générales qui sont valables en tout cas pour la production et l'échange. Il va d'ailleurs de soi que les lois valables pour des modes de production et des

²⁸ « *La santé comme industrie génératrice de nouvelle valeur* », Mouvement communiste, brochure n°6, octobre 2020 in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Booklets/BR6%20%20Sant%C3%A9%20FR_Site.pdf et aussi « *Pandémie, États-nations et capital* », Mouvement communiste, op.cit.

²⁹ Le 10 juillet 2020, l'agence Fitch a dégradé la note de l'Italie à BBB-, un cran au-dessus de la catégorie « *junk bonds* ». Si aujourd'hui, l'Italie n'avait pas un marché de la dette souveraine qui est presque entièrement refinancé par la BCE, elle se serait instamment trouvée en défaut de paiement. Bien qu'elle ait une dette équivalente à 165 % de son PIB, que le gouvernement souverainiste ayant précédé celui de Mario Draghi avait décidé de ne pas faire appel à des crédits à taux négatifs (comme ceux du MES), l'Italie continue à émettre de la dette qui est en réalité achetée par la BCE. Sa dette à court terme est financée à des taux importants par rapport aux conditions de marché, d'environ 1,6 % à 1,8 % ; la dette à moyen terme (au taux d'environ 2,5 %) est, elle, achetée par les Italiens et enfin, le refinancement de la dette sur le plus long terme (qui est la partie structurante de la dette d'un pays) est assuré par la BCE (cette dernière intervient également sur les dettes avec des échéances plus rapprochées).

³⁰ D'après Emmanuel Macron, l'État français aurait dépensé entre 500 et 550 milliards d'euros dans les différents plans de soutien (une partie sous forme de garanties, elles-mêmes soutenues par la puissance de l'État et surtout de la BCE, qui achète des titres de la dette de l'État français, et une autre partie réellement payée par l'État français, pour financer le chômage partiel, etc.). Nombre de grandes entreprises (Renault, PSA, Airbus...) sont pratiquement en cessation de paiement par manque de trésorerie pour absorber le choc des mois de confinement. L'État leur accorde directement de l'aide (8 milliards d'euros pour l'aéronautique, l'équivalent pour l'automobile, etc.) soutenue in fine par la BCE.

formes d'échange déterminés gardent leur validité pour toutes les périodes de l'histoire qui ont en commun ces modes de production et ces formes d'échange.³¹ » Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, 1878.

La crise grecque de 2010-2012³² a servi de laboratoire et de terrain d'expérimentation de ces politiques macro-économiques supranationales. Avec la crise sanitaire, l'Union européenne a franchi un pas essentiel de plus dans l'intégration par la mutualisation de la dette et le gonflement de son budget. Un pas qui n'avait pas pu être franchi au moment de la crise des dettes souveraines européennes de 2010. La saga de la formation du nouveau gouvernement italien en pleine crise de la Covid-19, avec le placement à sa tête de Mario Draghi, l'ancien président de la BCE, en est un exemple éclairant. L'Italie, vouée depuis les années 1980 au déclin à la fois industriel, économique, etc., a été à son tour placée sous la tutelle d'un exécutif « voulu par l'Europe » selon la formule consacrée (lire la BCE, les cercles d'influence autour du duo franco-allemand, le FMI avec l'appui significatif du grand « allié », les États-Unis de Joe Biden). Ce qui se passe en Italie rappelle la Troïka qui a dirigé la Grèce pendant la crise de la dette souveraine européenne. Aujourd'hui, la Troïka n'est plus mais ces instances supranationales qui la composaient sont désormais dotées de moyens d'intervention plus sophistiqués, plus intelligents et efficaces. Leur capacité de gouvernance supranationale est entière et sort renforcée de la pandémie.

Les exécutifs « nationaux » sont ainsi redéfinis en intégrant les organismes supranationaux décideurs, les banques centrales et les représentants politiques des pays concernés qui acceptent d'appliquer localement les lignes directrices des plans que ces différents acteurs ont élaborés. Parmi ces derniers, il est évident que la sélection s'opère en fonction tout d'abord de leur proximité avec les centres décisionnels supranationaux et de leur capacité à « faire passer » les politiques des premiers. La gestion interne est ainsi déléguée au système démocratique traditionnel – mâtiné ici ou là par des éléments de démocratie plébiscitaire³³ – ainsi qu'à des corps intermédiaires largement décrédibilisés dont la seule raison d'être consiste dans leur habileté à faire accepter le plan à la société civile.

Le remodelage des centres de pouvoir politique et de décision réels s'opère actuellement de manière plus visible dans l'Occident capitaliste. En Chine et en Russie, les formes de domination de leurs sphères d'influence respectives sont toujours le colonialisme et l'impérialisme (au sens de Lénine) héritées du stalinisme puis du maoïsme.

Quant aux pays les plus pauvres du capitalisme mondial (les LIC), si l'on considère les montants des prêts que leur accorde le FMI, il apparaît que son rôle³⁴ excède aujourd'hui largement son périmètre d'intervention défini à sa création en 1945. Cette mise sous perfusion d'économies intrinsèquement fragiles est assortie d'une dépendance encore accrue vis-à-vis des principaux bailleurs de fonds du FMI, c.-à-d. les économies capitalistes avancées, États-Unis en tête.

³¹ Friedrich Engels *Anti-Dühring* Mr. E. Dühring bouleverse la science, *Economie Politique*, I. *Objet et méthode* in : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611q.htm>

³² Voir : « *La crise fiscale des états à l'heure grecque* » in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1135FRvF.pdf>

³³ Voir : « *Crise du libéralisme politique* » in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

³⁴ « [...] le rôle unique du Fonds monétaire international (FMI), la forte demande de conditionnalité (l'ensemble des conditions exigées par les organisations économiques internationales en échange de prêts aux pays en développement) et d'aide à la restructuration de la dette lui conféreront une place centrale dans le système international, même si la croissance de la dette souveraine en dehors du champ d'action du FMI constituera un défi. De même, les accords et organisations multipartites qui réglementent les systèmes financiers, d'assurance ou techniques mondiaux, tels que les accords de Bâle et l'Internet Engineering Task Force, resteront probablement très demandés. » Extrait de « *Le Monde en 2040 vu par la CIA (French Edition)*. » National Intelligence Council (USA)

« Les recherches du FMI montrent que les pays à faible revenu ont besoin de 450 milliards de dollars sur cinq ans pour lutter contre la pandémie, préserver les réserves et retrouver la voie du rattrapage des niveaux de revenus plus élevés. ... Depuis le début de la pandémie, le FMI a accordé plus de 110 milliards de dollars de financement à 86 pays... Et pas plus tard que le mois dernier, le FMI a reçu un mandat de notre Conseil des gouverneurs pour poursuivre une allocation générale de DTS d'une valeur de 650 milliards de dollars. Si elle est officialisée dans les mois à venir, nous serons en mesure d'injecter 650 milliards de dollars de DTS dans les réserves des pays. Cette nouvelle allocation de DTS renforcera la confiance dans la reprise mondiale, tout comme elle l'a fait lors de la dernière allocation en 2009, pendant la crise financière mondiale. » Voir : « *Keynote Speech by Deputy Managing Director Antoinette M. Sayeh At the U.S. Chamber of Commerce* », IMF, 19 May 2021 in : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/05/19/sp051921-multilat...al-solutions-to-global-challenges-dmd-sayeh?cid=em-COM-123-43101>

Les banques centrales comme acteurs politiques

Les banques centrales sont aujourd'hui beaucoup plus proches des centres de pouvoir politique réels. Elles ont même été admises « officiellement » à la salle d'opérations. Le phénomène de la primauté des nouveaux réseaux extra-institutionnels dominants agglutinés autour des banques centrales s'articule autour de la capacité coordonnée de ces dernières de garantir l'endettement des États capitalistes les plus avancés du MPC. Ce « soutien » est indispensable au réamorçage à grande échelle de la valorisation du capital des formations économiques et sociales respectives, par l'émission de monnaie dont le taux de change est garanti *in fine* par les banques centrales elles-mêmes.

Les banques centrales ont cessé d'être seulement les gardiennes de la parité monétaire de leur devise de référence, en agissant sur les taux d'intérêt des capitaux financiers libellés dans leur monnaie de sorte à éviter toute appréciation ou dépréciation excessive de celle-ci. Elles sont devenues progressivement LA banque tout court dans un territoire donné. Depuis la crise de 2007-2008, elles ont investi directement le marché de la dette publique³⁵. Et depuis mars 2020, dès le début de la pandémie, la BCE rémunère les banques commerciales de la zone euro pour qu'elles prêtent aux capitaux individuels de l'aire³⁶

Elles ont également aspiré dans leurs bilans, en les transformant en actifs, les moyens de crédit qui ne trouvaient plus preneur.

« La réponse des banques centrales à la crise sanitaire a consisté à augmenter fortement l'offre de monnaie pour éviter une restriction de la liquidité et à acheter massivement des titres publics pour permettre un financement volumineux et bon marché des dépenses budgétaires de soutien à l'économie mises en place par les États. »³⁷

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/07/2021
Japon	100	103	132	138
Etats-Unis	20	20	35	36
Zone euro	44	44	65	73
Chine	36	35	32	32

Évolution des bilans des banques centrales en % du PIB

*Par la mise sur rails de différents mécanismes, de concert avec les États respectifs, elles ont participé au renflouement ou au rachat d'entreprises du crédit dites « structurantes » en grande difficulté. Enfin, elles sont désormais les garantes en dernier ressort de l'expansion des moyens de paiement distribués généreusement aux agents économiques afin qu'ils surmontent la crise de valorisation. Elles deviennent les banques de l'État-plan. L'État, piloté plus ou moins directement par les organismes supranationaux auxquels il transfère des portions plus ou moins grandes de « souveraineté », renforce considérablement sa capacité de planification de l'accumulation. Il acquiert le rôle d'entrepreneur numéro un, apte à réamorcer le développement du capital dans son ensemble à la condition principale que « sa » banque centrale absorbe sa dette en rachetant ses titres. Le système de crédit est la colonne vertébrale du capitalisme dans sa phase la plus développée. Pas de crédit, pas d'accumulation de capital. Il est ainsi nécessaire de mobiliser de plus en plus de moyens de paiement pour accroître la masse de bénéfices et, de la sorte, faire face à la tendance irréversible de la réduction

³⁵ « Fin 2020, la Fed détenait plus de 17 % de la dette publique totale des États-Unis ; la BCE 26 % de l'euro zone ; la BoJ plus de 34 % de la dette souveraine japonaise (pourcentage proche de celui de l'Italie) et la BoE plus de 27 % de celle du Royaume-Uni. Ensemble, les banques centrales des quatre principales économies capitalistes mondiales possédaient, fin 2020, près du quart de leurs titres de la dette publique cumulée. Données en milliards de dollars US. » Sources : estimations FMI et bilans des banques centrales.

³⁶ « Depuis mars 2020, l'Eurosystème a accordé des subventions aux banques de la zone euros via ses opérations de refinancement à long terme ciblées (TLTRO). Avec ce programme, les banques peuvent emprunter auprès de l'Eurosystème à un taux de -1 %, conditionnellement à leurs prêts à l'économie réelle. » Payer les banques pour prêter ?, Banque de France, 19 novembre 2021, in : <https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp848.pdf>

³⁷ « Banques centrales Le point d'inflexion ? » La Banque Postale, 20 octobre 2021, in : <https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-economiques/rebond/2021/banques-centrales-point-inflexion.html>

des taux de profit. Sans la mue politique des banques centrales, la gestion de la crise de 2007-2008 et de celle exogène associée à la pandémie aurait été autrement plus compliquée. À ce propos, les communistes ne peuvent pas ignorer l'énormité du chemin parcouru au cours de la dernière décennie.

Parmi les quelques banques centrales qui n'émettent pas de monnaie, figure la Fed. Mais par sa politique harmonisée des taux directeurs d'intérêt, de rachat des titres de la dette fédérale et d'acquisition des moyens de crédit dépréciés, elle crée les conditions pour que le Trésor puisse faire tourner la planche à billets. Il y a une sorte d'inversion interne de commandement. Ce n'est plus le Trésor (et du coup le gouvernement³⁸) qui a la maîtrise ultime de l'émission de monnaie sous toutes ses formes, mais plutôt la banque centrale³⁹. Les banques centrales sont devenues aujourd'hui le lieu privilégié où les choses se décident et se passent, « *the place to be* ». Leur capacité d'influence est incomparablement supérieure à celle qu'elles avaient jusqu'à la crise de 2007-2008. Avant cela, les grandes banques centrales⁴⁰ cantonnaient leur rôle au maniement des leurs taux directeurs⁴¹ afin de maîtriser la masse monétaire⁴².

C'est cette réalité qui suscite les politiques réactionnaires plébiscitaires ou pire qui exigent davantage de « démocratie directe », qui engendre l'idée que les politiques menées par les différents exécutifs de tous bords sont toutes pareilles, que le politique ne décide rien et que les décisions sont prises ailleurs, dans des cabinets occultes, etc. Toutes ces visions renvoient à une idée fautive et surtout réductrice de l'État. Car, bien évidemment, les banques centrales sont une partie constituante de l'État,

³⁸ Politiquement, cela veut dire qu'aujourd'hui, même un président comme l'était D. Trump ne peut pas décider de la politique économique de son pays. Il peut placer n'importe qui comme régisseur du Trésor, mais les moyens dont disposent la banque centrale sont tellement prépondérants (tant que l'on est dans le contexte d'un énorme endettement) à la fois pour gérer la guerre monétaire et pour gérer le déficit budgétaire qu'il n'est pas possible à l'heure actuelle de contrecarrer l'action (centrale pour le capital) de la Fed.

³⁹ Passé l'épisode Trump, aux États-Unis, on assiste à une intégration très poussée entre le Trésor et la Fed qui est une administration « indépendante » sur le papier et le Trésor qui est une articulation du gouvernement fédéral. Or, l'actuelle secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a été la présidente de la Fed jusqu'à février 2018, institution qu'elle avait rejoint en 2004.

La Banque centrale, financièrement indépendante (elle ne reçoit aucun budget du gouvernement ou du Congrès), se finance en partie grâce aux intérêts des emprunts publics auxquels elle souscrit sur les marchés, en partie grâce aux rémunérations pour des prestations qu'elle vend aux banques de dépôt, en partie grâce aux intérêts sur ses opérations sur les taux de change de monnaies étrangères, etc. La particularité qui exprime le mieux l'intégration forte entre la Fed et le département du Trésor, c'est que la Fed reverse la plupart de ces profits à ce dernier.

Dans un billet de Judy Shelton publié dans *The Wall Street Journal*, du 14 octobre 2021, cette dernière revient sur l'intervention de la secrétaire au Trésor Janet Yellen dans le cadre des négociations pour relever le plafond de la dette américaine. Janet Yellen rejette catégoriquement l'idée que le Trésor émette un chèque en blanc de 1 000 milliards de dollar qui serait mis à la disposition de la Fed pour couvrir les factures de l'administration américaine, en qualifiant cette idée de gadget :

« Elle compromet l'indépendance de la Fed, en confondant la politique monétaire et la politique budgétaire. Cette crainte de mélanger la banque centrale et le budget est ironique, étant donné la pollinisation croisée qui existe déjà. Rien qu'au cours des deux dernières années, la Fed a acquis plus de 3 300 milliards de dollars de dette du Trésor - ce qui équivaut à plus de la moitié des déficits combinés du budget fédéral pour 2020 et 2021. De plus, la Fed prend les paiements d'intérêts reçus sur son portefeuille de titres du Trésor et d'autres titres garantis par le gouvernement américain et reverse la grande majorité de ces revenus au Trésor. Les "remises" de la Fed au Trésor ont totalisé 87 milliards de dollars en 2020 - environ 85 % des 102 milliards de dollars de revenus d'intérêts annuels de la Fed. Les remises au Trésor sont encore plus élevées cette année, selon le rapport trimestriel de la Fed de juin 2021, et dépasseront probablement les 100 milliards de dollars. Qu'est-ce là pour un gadget ? (...)

(...) En bref, étant donné que la Fed possède environ un quart de la dette fédérale détenue par le public, sur laquelle le Trésor doit payer des intérêts, et avec la pratique de la Fed d'envoi de fonds hebdomadaires au Trésor, il est clair que la politique monétaire et la politique fiscale sont confondues. »

⁴⁰ « À partir du milieu des années 1980, les banques centrales ont abandonné le contrôle de l'offre de monnaie au profit du contrôle des taux d'intérêt à court terme, par des opérations d'achats-ventes ou de repos à court terme. L'offre de monnaie et les taux d'intérêt à long terme sont alors endogènes. Puis enfin, après la crise des subprimes, les banques centrales sont passées au contrôle des taux d'intérêt nominaux à toutes les maturités, par des achats-ventes de titres à toutes maturités. » Voir Natixis, le 01/10/2021.

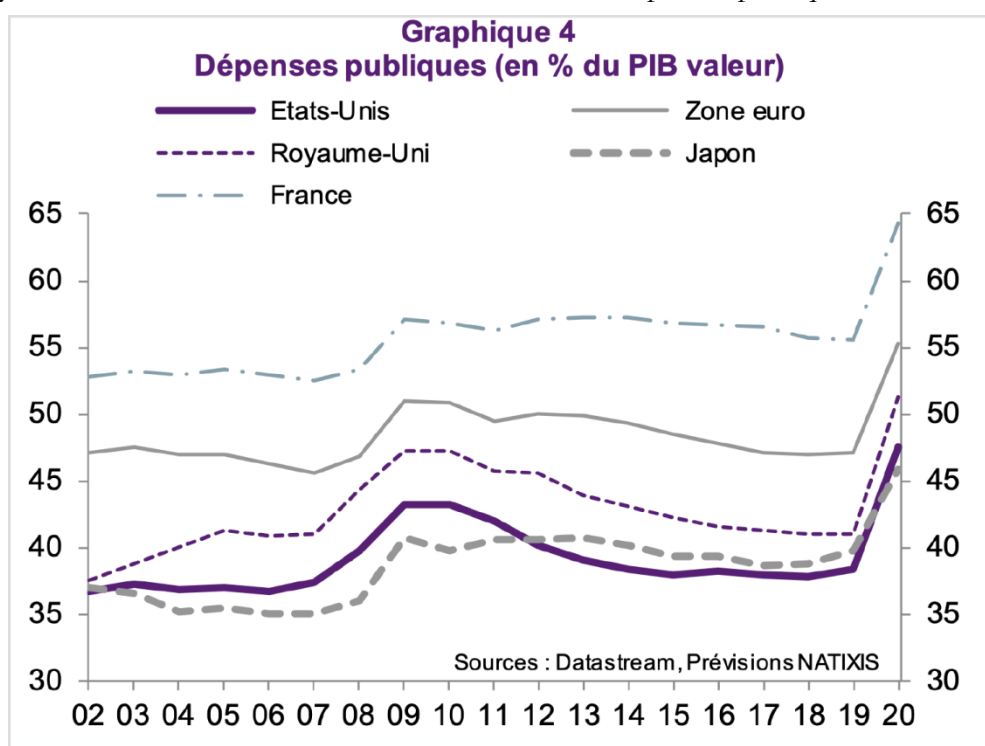
⁴¹ « Les taux directeurs sont les taux d'intérêt à court terme fixés par les banques centrales. Ces dernières les utilisent pour piloter leur politique monétaire et par conséquent contrôler la masse monétaire. » Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_directeur

⁴² « La masse monétaire est une mesure de la quantité de monnaie dans un pays ou une zone économique. Il s'agit de l'ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités, ainsi que l'agrégat de la monnaie fiduciaire (billets & pièces), des dépôts bancaires et des titres de créances négociables, tous susceptibles d'être immédiatement utilisables comme moyen de paiement. » Voir : Banque de France « Le lien entre monnaie et inflation depuis 2008 », le 05/01/2021, in : <https://publications.banque-france.fr/le-lien-entre-monnaie-et-inflation-depuis-2008>

au même titre que les corps intermédiaires qui structurent la société civile du capital, l'administration publique civile et militaire, les services publics, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

Le « grand retour » du capitalisme d'État

Les transformations que nous observons dans la gouvernance du capital global, notamment dans le renforcement du lien intime entre banques centrales et États, affectent bien sûr les États eux-mêmes. Il ne s'agit évidemment pas d'un changement de nature, mais des modifications profondes sur différents plans (économiques, politiques, sociaux) se produisent à la faveur de la pandémie. Nous avons déjà évoqué plus haut une modification relative au cadre général de l'accumulation du capital. Celle de plusieurs secteurs centraux du capital productif est aujourd'hui essentiellement rendue possible et garantie par la dette publique. Les États, dont la dette souveraine nouvellement émise est absorbée en grande partie par les banques centrales, assurent tout à la fois la recapitalisation, les commandes et le financement de la masse salariale de ces firmes ainsi que de leurs filières d'approvisionnement et logistiques. Nous considérons depuis toujours que le capitalisme d'État – c'est-à-dire le capitalisme où l'État joue un rôle direct et prépondérant y compris dans les environnements les plus concurrentiels – est indissociable du développement du MPC et l'est encore davantage pendant la phase mûre du capitalisme. En témoigne le fait que, dans les pays capitalistes développés, plus ou près de la moitié du PIB en moyenne se réfère directement ou indirectement aux dépenses publiques.



Dépenses publiques en % du PIB

Ceci signifie que plusieurs secteurs d'activité ne vivent que parce que l'État est le donneur d'ordre ou bien crée les conditions favorables à la demande comme c'est le cas, par exemple, pour les secteurs automobile, aérien, du BTP ou encore des transports. Notre thèse tranche avec celles défendues depuis des décennies par l'ensemble des courants politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite, qui stigmatisent le « néo-libéralisme ». Une conception idéologique qui sert à blanchir l'État et à l'envisager comme un levier neutre à conquérir pour barrer la route à la « sauvagerie » des banques et des marchés financiers. Une sorte d'outil qu'il fallait arracher aux corrompus et aux politiciens vendus pour le restituer au « peuple souverain ». Pourtant, depuis toujours, l'État est aussi ou avant tout un État-patron, un capital individuel doté de pouvoirs spéciaux qu'ils lui sont conférés par les classes dominantes pour qu'il représente le capital collectif d'une aire donnée. Aire sur laquelle il exerce sa souveraineté sans partage. Pouvoirs spéciaux qui vont de la détention exclusive de la force, de l'émission de monnaie, de l'application des lois à la définition du cadre réglementaire et concurrentiel jusqu'à la protection des frontières. En tant que capital individuel, l'État détient la propriété juridique et

gère des entreprises publiques exactement comme tout holding privé. Ces deux déterminations de l'État, représentant du capital collectif, ET capital individuel, constituent une source permanente de conflit plus ou moins latent au sein des classes dominantes.

De plus, et à la faveur des crises de la dette souveraine et de la pandémie, l'État a renforcé nettement sa capacité de planification de l'économie. Le parti pris de l'État bâtisseur de nouveaux marchés, en sélectionnant les entreprises qui vont y participer et en éliminant indirectement d'autres, se manifeste de la manière la plus claire dans les plans de relance adoptés pendant la crise sanitaire globale sous l'égide des banques centrales et des institutions supranationales de crédit. C'est ainsi qu'on peut établir que cette crise a eu pour résultat principal le renforcement du capitalisme d'État et, par corrélation, des tendances à la démocratie plébiscitaire. Effectivement dirigé par les cercles dominants nationaux et internationaux extra-institutionnels, dans les pays capitalistes développés, l'État s'affirme comme le seul capital individuel capable de maintenir debout la formation économique et sociale. Le renforcement du capitalisme d'État se matérialise, entre autres, par l'administration étatique d'entreprises aux capitaux privés. Ceci se produit généralement quand ces dernières sont en difficulté ou quand leur activité pourrait gêner les équilibres au sein de la formation économique et sociale dont l'État est le garant ultime.

Un exemple lumineux de ce qui vient d'être affirmé est apporté par le secteur de la santé et plus particulièrement par le sous-secteur de la pharmacie et des biotechnologies. Les sociétés qui appartiennent à ce secteur connaissent un essor incroyable de leur profitabilité grâce aux onéreuses dépenses de recherche et développement financées par les États, par les commandes massives de vaccins et par les aides financières pourvues pour l'expansion de leurs capacités de production. On estime, à ce jour, que les groupes producteurs de vaccins contre la Covid-19 ont engrangé de la sorte plus de 110 milliards de dollars différemment répartis. Sans compter que, sur cette lancée, leur capacité d'endettement auprès des marchés financiers a énormément crû avec l'envolée de leurs capitalisations boursières.

L'État garantit également dans les conditions exceptionnelles de la crise sanitaire le rapport entre capital et travail. Pour ce faire, il n'hésite pas à prendre sur son budget la charge de la plus grande partie des salaires des travailleurs occupés tout en renforçant sa maîtrise de l'armée industrielle de réserve par l'octroi d'indemnités de toutes sortes. Pendant le temps de la phase aigüe de la pandémie, la classe ouvrière a été pour ainsi dire employée par l'État. En France comme en Belgique, le chômage partiel financé par l'État a concerné jusqu'à 80 % environ de la force de travail occupée. En quelque sorte employeur en dernier ressort, l'État a congelé le marché du travail afin qu'il retrouve ses dynamiques normales aussitôt sorti de la phase la plus difficile de la pandémie. La classe ouvrière a assisté impuissante à cette démonstration de force de l'État. Et les courants politiques et syndicaux étatistes de droite comme de gauche ont cru y voir une confirmation éclatante de leur ligne de soumission à la puissance de l'État.

Sur le plan politique, le repli sur les États nationaux et leurs blocs supranationaux va donner du grain à moudre à la revendication d'une démocratie plébiscitaire qui dépasserait la démocratie représentative classique pour restituer « le pouvoir au peuple ». Le déplacement progressif des centres réels de décision vers des entités non élues et supranationales stimule par ricochet le repli sur soi, la nostalgie de la Nation, de ses frontières et l'autoconstitution, forcément réactionnaire, du peuple. La démocratie participative, dans ce sens, n'est qu'une variante molle de cette idéologie pernicieuse qui prétend revenir au passé idéalisé de sociétés civiles homogènes, prétendument ethniquement « pures », dont l'État aurait été l'expression fidèle et en tout point souveraine.

Capitalisme d'État et planification

Les transformations évoquées s'accompagnent du rôle croissant et de plus en plus central pour l'accumulation du capital de la planification étatique de l'économie. Planification qui peut, comme dans le cas de l'Union européenne et plus particulièrement de la zone euro, assumer une claire dimension supranationale en fonction d'intérêts stratégiques jugés convergents par les différents pays concernés.

La planification par l'État dans l'économie n'est pas neuve.⁴³ Son analyse et sa compréhension à la lumière des catégories marxistes est au contraire fondamentale pour saisir les modalités d'accumulation de capital notamment dans sa phase de maturité. La place absolument centrale de la planification étatique de l'accumulation se révèle pleinement en cette période de crise exogène. Mais plus généralement, le plan du capital exprimé et éventuellement formalisé par son « comité d'affaires » est une tendance historique qui a trait à l'émergence du prolétariat comme classe distincte puis antagonique dans le mode de production dominant. La planification est ainsi une condition nécessaire (quoique pas suffisante) pour l'affirmation de la démocratie sociale, pour l'intégration stable du mouvement ouvrier réformiste à l'État.

« Le mécanisme du plan capitaliste (son caractère despotique) tend à s'étendre et à se perfectionner au fur et à mesure que le capital augmente, soit parce qu'il doit contrôler une masse croissante de force de travail et donc une force de résistance croissante du côté des travailleurs, soit parce que les moyens de production, en se développant, demandent à leur tour une intégration de la "matière première vivante".⁴⁴ » Raniero Panzieri *Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital*.

Dans la période qui nous intéresse ici, la planification apparaît ainsi comme le cadre qui permet la compatibilité entre l'accroissement des investissements productifs, des frais d'infrastructure liés aux problématiques de l'environnement, avec les contraintes de mise en valeur du capital en conformité à la forme mûre du rapport social dominant fondée entre autres sur la démocratie sociale. Concrètement, le plan (quand il est bien construit, ce qui n'est pas inéluctable) représente le pont entre l'accumulation et ses conditions sociales concrètes de réalisation. Le plan établit une sorte de médiation, de compromis tout intérieur aux rapports sociaux dominants, entre le développement de l'accumulation de capital suivant des lignes de force bien fixées et les rapports sociaux qui la rendent possible.

Mais il faut bien s'entendre sur ces caractéristiques fondamentales du plan du capital. Le plan semble à première vue en contradiction patente avec les instincts primitifs du capitalisme qui poussent tous les capitaux individuels à maximiser la masse des profits dans les délais de réalisation les plus courts. S'il est effectivement appliqué, le plan impose une retenue à tel ou tel capital individuel ou même à la totalité de ceux qui composent un pays ou un ensemble de pays dans la concrétisation de leurs objectifs singuliers de valorisation. On pourrait estimer que le plan s'oppose diamétralement au mouvement concurrentiel du capital dans sa totalité, comme l'a montré l'expérience du capitalisme d'État dans la Russie contre-révolutionnaire de Staline, avec l'épilogue bien connu de la victoire du mouvement concurrentiel sur le plan de l'État central.

Pourtant, cet épisode n'est pas représentatif de la tendance au capitalisme d'État et à l'affirmation croissante de la planification étatique des aires les plus développées du capitalisme. Il n'y a pas de contradictions irréductibles entre planification (au sein de zones géographiques et géostratégiques intégrées) et économie capitaliste développée lorsque le pilotage de la planification laisse place et encadre sans l'étouffer le mouvement concurrentiel du capital. Le « secret révélé » consiste à assurer l'adéquation entre les objectifs de valorisation définis dans le cadre de la planification et les objectifs propres aux capitaux individuels. Dans ce sens, la « *green economy* » est un exemple lumineux.

« Bien loin de s'opposer au mode de fonctionnement du capital, la planification apparaît directement, au niveau de la production directe, comme un aspect essentiel de ce procès de travail dont le développement est conditionné par les progrès du capital. Il est évident qu'il n'y a aucune incompatibilité entre la planification et le capital car en s'emparant du

⁴³ Un exemple historique de planification étatique est bien entendu le plan Marshall. Avant son adoption, il a suscité d'intenses négociations entre les États-Unis et les futurs bénéficiaires européens, mais aussi au sein même de l'administration américaine. Voici les réflexions de Richard Bissel Jr à propos du futur plan Marshall. Bissel était un économiste de Yale, alors président d'une des commissions de l'administration américaine qui devait se prononcer sur le bien-fondé du plan:

« Mais sa conclusion, que le groupe adopta, soutenait l'idée du rapport qu'un programme d'aide extérieure à grande échelle pouvait être approuvé sans que le peuple américain ait pour cela à consentir des sacrifices disproportionnés. C'était là un produit classique de la pensée de "synthèse New Deal", à savoir qu'une planification supranationale et une gestion fiscale scientifique pouvaient se combiner avec les forces du marché pour résoudre un problème économique complexe ayant des racines politiques. »

Extrait de : « *Le Plan Marshall* » de Benn Steil. Les Belles Lettres. Édition électronique 2020.

⁴⁴ *Quaderni Rossi*, No. 4, 1964. Ce texte traduit par nos soins sera publié prochainement.

procès de travail sous sa forme de coopération (et en réalisant ainsi sa « mission historique »), le capital s'approprié, en même temps, le trait fondamental spécifique de ce procès et qui est, justement, la planification.⁴⁵ » Raniero Panzieri Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital.

Une planification efficace permet de limiter l'allocation peu ou pas productive de capitaux. Elle est censée sélectionner les moyens de la relance de l'accumulation des entreprises et des secteurs qui bénéficient de la redistribution des moyens financiers et autres (infrastructures ; cadre réglementaire ; législation ; droit des affaires ; etc.) impulsée par l'État. À travers la planification, ce dernier interprète les intérêts de moyen/long terme du capital de son aire de tutelle et crée les conditions sociales pour qu'ils soient défendus. Ce volet de la planification est évidemment essentiel en dernière analyse car la lutte de classes est le principal facteur qui a vocation à faire échouer le plan.

« Marx détruit l'équivoque selon laquelle le capitalisme est dans l'impossibilité de planifier. Tout au contraire, le système tend à réagir à quelque type de contradiction que ce soit, à toute limitation qui l'empêcherait de se maintenir et de se développer exactement, en accroissant la planification car elle est l'expression fondamentale de la loi de la plus-value. [...].

[...] Le développement du capitalisme dans sa forme récente montre la capacité du système à « s'autolimiter », à reproduire les conditions de sa survie par des interventions conscientes, à planifier, grâce au développement capitaliste des forces productives aussi les limites de ce développement même (par exemple en planifiant une part du chômage) [...]»⁴⁶ » Raniero Panzieri Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital.

Par conséquent, la planification, l'État-plan reste finalement une affaire de rapport de force. La planification peut d'autant mieux correspondre à une régulation rationnelle et dans l'intérêt général de la formation économique donnée qu'elle accompagne en les impulsant les transformations du système productif sans entraver massivement le mouvement concurrentiel du capital dans sa totalité.

L'État-plan intervient et modifie les conditions qui président aux dynamiques propres au capital sans en changer la nature. D'une part, il encourage et parfois organise directement la centralisation des capitaux individuels. D'autre part, par ses investissements et par ses commandes essentiellement, l'État-plan accélère la concentration du capital, donc son accumulation. Le mouvement concurrentiel génère sa propre limite intrinsèque : la concentration et la centralisation du capital⁴⁷ qui à son tour rejaillit sur la compétition entre capitaux individuels en redessinant les contours du capital collectif.

⁴⁵ *Ibidem.*

⁴⁶ *Ibidem.*

⁴⁷ *« Mais, bien que la portée et l'énergie relatives du mouvement centralisateur soient dans une certaine mesure déterminées par la grandeur acquise de la richesse capitaliste et la supériorité de son mécanisme économique, le progrès de la centralisation ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social. C'est ce qui la distingue avant tout de la concentration qui n'est que le corollaire de la reproduction sur une échelle progressive. La centralisation n'exige qu'un changement de distribution des capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social.*

Le capital pourra grossir ici par grandes masses, en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre. Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes.

La centralisation ne fait que suppléer à l'œuvre de l'accumulation en mettant les industriels à même d'étendre l'échelle de leurs opérations. Que ce résultat soit dû à l'accumulation ou à la centralisation, que celle-ci se fasse par le procédé violent de l'annexion – certains capitaux devenant des centres de gravitation si puissants à l'égard d'autres capitaux, qu'ils en détruisent la cohésion individuelle et s'enrichissent de leurs éléments désagrégés – ou que la fusion d'une foule de capitaux soit déjà formée, soit en voie de formation, s'accomplisse par le procédé plus doux des sociétés par actions, etc., – l'effet économique n'en restera pas moins le même. L'échelle étendue des entreprises sera toujours le point de départ d'une organisation plus vaste du travail collectif, d'un développement plus large de ses ressorts matériels, en un mot, de la transformation progressive de procès de production parcellaires et routiniers en procès de production socialement combinés et scientifiquement ordonnés. »

Karl Marx. *Le Capital. Livre premier. Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste. Section 2*, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-2.htm>

Et aussi :

« Mais il est évident que l'accumulation, l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne-spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la centralisation qui en premier lieu ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du capital social. Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne. La centralisation du capital, au moyen des sociétés par actions, y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main. En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les

« *La guerre de la concurrence se fait à coups de bas prix. Le bon marché des produits dépend, caeteris paribus, de la productivité du travail, et celle-ci de l'échelle des entreprises. Les gros capitaux battent donc les petits. Nous avons vu ailleurs que, plus le mode de production capitaliste se développe, et plus augmente le minimum des avances nécessaires pour exploiter une industrie dans ses conditions normales. Les petits capitaux affluent donc aux sphères de production dont la grande industrie ne s'est pas encore emparée, où dont elle ne s'est emparée que d'une manière imparfaite. La concurrence y fait rage en raison directe du chiffre et en raison inverse de la grandeur des capitaux engagés. Elle se termine toujours par la ruine d'un bon nombre de petits capitalistes dont les capitaux périssent en partie et passent en partie entre les mains du vainqueur.*⁴⁸ » Karl Marx. *Le Capital. Livre premier*, 1867.

L'intervention étatique a précisément la faculté de créer un environnement propice à l'augmentation du capital investi alors que ce montant minimal nécessaire n'a de cesse de croître en conséquence du mouvement concurrentiel du capital dans sa totalité. Mouvement qui, à son tour, s'alimente de ET alimente la productivité du travail social.

« *À mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor. De même, le progrès de l'accumulation augmente la matière à centraliser les capitaux individuels - et le développement du mode de production capitaliste crée, avec le besoin social, aussi les facilités techniques de ces vastes entreprises dont la mise en œuvre exige une centralisation préalable du capital. De notre temps la force d'attraction entre les capitaux individuels et la tendance à la centralisation l'emportent donc plus qu'à aucune période antérieure.*⁴⁹ » Karl Marx. *Le Capital. Livre premier*, 1867.

Des capitaux individuels assoiffés de crédit et astreints à accroître leurs volumes de production pour conquérir (ou simplement maintenir) des parts de marché offrent des conditions optimales à une intervention durable de l'État-plan. La maîtrise par les banques centrales et le Trésor du levier du capital porteur d'intérêt ainsi que les commandes publiques et le monopole du cadre réglementaire et concurrentiel légal, font de ce dernier un acteur de tout premier ordre absolument incontournable y compris pour les capitaux individuels les plus solides et indépendants. Par ailleurs, l'État peut également décider de décloisonner un secteur, séparer des divisions d'une entreprise, contrer des projets de fusion, etc., quand cela s'impose pour préserver l'accumulation de capital dans son ensemble en relançant, en maîtrisant le mouvement concurrentiel du capital qui aurait subi un arrêt.

L'action de l'État-plan est particulièrement indispensable pendant deux phases du cycle industriel du capital⁵⁰ : celle où le capital sort à peine d'une crise cyclique et où le capital total dans ses deux formes de fonction productive et commerciale en sort rétréci ET celle où les capitaux productifs et les capitaux commerciaux redémarrent lentement leur accumulation. Dans ces deux phases du cycle industriel, le capital porteur d'intérêt, lui, s'entasse en abondance sans, pour autant, pouvoir se valoriser comme capital dans des bonnes conditions. Dans ces deux phases, explique Karl Marx, ce sont les capitaux industriels et les capitaux commerciaux qui dictent les taux d'intérêt qui restent historiquement bas.

changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable ou occasionnent un décroissement dans la demande relative du travail. Les gros capitaux, improvisés par la centralisation, se reproduisent comme les autres, mais plus vite que les autres, et deviennent ainsi à leur tour de puissants agents de l'accumulation sociale. » Ibidem.

⁴⁸ Karl Marx. *Le Capital. Livre premier*. Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste Section 2, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-2.htm>

⁴⁹ Ibidem.

⁵⁰ « *La vie de l'industrie se transforme ainsi en série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation.* » Karl Marx. *Le Capital. Livre premier* 1867. Chapitre XV : Le développement de la production capitaliste Section VII in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-15-7.htm>

« *Lorsque l'on considère les cycles, dans lesquels se meut l'industrie moderne, - accalmie, reprise des affaires, prospérité, surproduction, krach, dépression, accalmie, etc.* »

Karl Marx. *Le Capital. Livre III* 1867 Chapitre XXII. Le partage du profit. Le taux et le taux « naturel » de l'intérêt in : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_21.htm

« *(...) la production capitaliste traverse des cycles périodiques déterminés. Elle passe successivement par un état de calme, d'animation croissante, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation.* »

Karl Marx. *Salaire, prix et profit*. 1865, Principaux exemples de lutte pour une augmentation ou contre une réduction du salaire. In <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1865/06/km18650626n.htm>

« Nous avons vu qu'il peut se produire une accumulation, une surabondance de capital empruntable et qu'elle a pour caractère d'être en raison inverse de l'accumulation de capital productif. Il en est ainsi dans deux phases du cycle industriel ; d'abord au commencement du cycle, immédiatement après la crise, dans la période de contraction du capital productif et du capital-marchandise ; ensuite, lorsque le relèvement commence, mais que le crédit commercial n'a guère recours encore au crédit des banques. Dans le premier cas, le capital-argent, appliqué antérieurement dans la production et le commerce, s'offre comme capital empruntable ne trouvant pas à s'occuper ; dans le second cas, le capital est occupé davantage, mais à un intérêt très bas, les capitalistes industriels et commerçants imposant leurs conditions au capitaliste d'argent. » Karl Marx. *Le Capital. Livre III*.⁵¹

Dans ces périodes charnières vers un taux d'accumulation satisfaisant, l'État-plan peut réduire les risques d'une dépréciation soudaine et brutale de larges portions de capital porteur d'intérêt en absorbant, comme le font les principales banques centrales depuis la crise de 2008, les actifs financiers dits toxiques dont les marchés respectifs se sont évaporés. Ainsi, l'État-plan a les moyens de véhiculer des portions de capitaux porteurs d'intérêt vers des entreprises et des secteurs identifiés comme viables à plus ou moins long terme en en garantissant la solvabilité. Ce fut le cas à une échelle inégalée avec les garanties de prêts accordées aux capitaux individuels par les États au cours de la première période de la crise sanitaire de la Covid-19.

Mais pour que l'État puisse accompagner les capitaux individuels dans leurs processus de concentration et de centralisation ainsi que dans l'atténuation des crises, l'objectif du plan doit, a fortiori, se matérialiser en nouvelle valeur réalisée par une productivité de travail social accrue. Une planification réussie s'appuie de préférence sur un État-patron fort, bien représenté dans les secteurs qui comptent et structurent la formation économique de référence. Tous les États, notamment à l'époque du capitalisme mûr, ne sont pas simplement des « comités d'affaires » de la bourgeoisie d'un pays. Ils gèrent eux-mêmes des capitaux à propriété étatique (État actionnaire) ou totalement dépendants des commandes étatiques (État partie prenante). Grâce à cette influence acquise, l'État resserre ses liens et les rend durables, organiques, avec les capitaux individuels de son aire.

L'exemple récent du groupe pharmaceutique français Sanofi est éclairant. Ce dernier est une entreprise à capitaux privés. Pourtant, sa dépendance aux commandes étatiques pour le système de santé est grande. Alors que Sanofi tentait de mettre au point un vaccin anti-Covid-19, c'est l'État français, épaulé par l'État allemand, qui a tenté de retarder le plus possible l'introduction d'autres vaccins sur le marché afin que Sanofi parvienne à créer un produit efficace. Après l'échec de la mise au point du vaccin, Sanofi a revu de bout en bout sa stratégie de développement en fondant sa recherche sur des laboratoires de biotechnologie indépendants et en taillant dans sa division de recherche fondamentale. Un choix qui a reçu le feu vert explicite de son grand donneur d'ordre, l'État français⁵². Quand on mentionne la planification étatique et son rôle central, ceci ne signifie aucunement que l'État devient le propriétaire juridique des entreprises concernées par le plan.

Par ses commandes, l'État-plan crée des marchés de nouvelles marchandises ou renforce ceux de certaines d'entre elles. Par ses investissements, l'État-plan modifie la composition organique du capital qui en est la cible, intervient ainsi dans le procès concret de travail et de son organisation. Par l'allocation de ses ressources et de ses commandes, l'État-plan réorganise et pousse à la restructuration la production sociale, sélectionne les secteurs d'activité et impose des modifications de périmètre des entreprises. Par son monopole de la réglementation, de la législation, de la justice, ainsi que par ses prérogatives en matière de commerce extérieur, l'État-plan régit tout à la fois le mouvement concurrentiel du capital de sa formation économique et pilote la centralisation des capitaux individuels qu'il vise.

⁵¹ Karl Marx. *Le Capital. Livre III*. Chapitre XXXI : Capital-argent et capital effectif (II) in : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_30.htm

⁵² Le 3 août 2021, Sanofi annonçait le rachat pour 3,2 milliards de dollars du spécialiste américain de l'ARN messenger, Translate Bio, ce qui confirme son incapacité à développer en interne un vaccin et le changement de sa stratégie d'entreprise. <https://www.lecho.be/entreprises/pharma-biotechnologie/sanofi-mise-plus-que-jamais-sur-l-arn-messenger/10323574>

Ainsi, l'État bénéficie, pour finaliser son plan, d'une position absolument prépondérante dans la sphère financière en usant de ses nombreux leviers – dont celui de la banque centrale comme on l'a détaillé plus haut – pour orienter l'activité des entreprises de crédit⁵³.

*« La pensée marxiste en vient ainsi, en général, à ne pas saisir la caractéristique fondamentale du capitalisme actuel, à ne pas voir donc que le capitalisme récupère l'expression fondamentale de la loi de la plus-value, le plan, en la faisant passer du niveau de l'usine à celui de la société. »*⁵⁴ » Raniero Panzieri *Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital*.

Et encore,

*« Avec la planification généralisée, le capital étend directement la forme fondamentale mystifiée de la loi de la plus-value de l'usine à la société tout entière, et il semble vraiment que toute trace de l'origine et des racines du procès capitaliste disparaisse. L'industrie réintègre le capital financier puis projette au niveau social la forme spécifiquement assumée par l'extorsion de la plus-value : comme développement "neutre" des forces productives, comme rationalité, comme plan. »*⁵⁵ » Raniero Panzieri *Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital*.

C'est pourquoi l'expression « anarchie dans les marchés et planification dans l'entreprise » qui pointe la guerre de tous contre tous, inscrite dans le mouvement concurrentiel du capital, ne doit pas être prise à la lettre, interprétée d'une manière simpliste. L'État-patron est le premier facteur qui complique ce tableau simplifié à l'excès. L'État-patron, l'État donneur d'ordre, l'État qui dispose des armes financières, légales, réglementaires et autres pour conditionner le marché dont il a la tutelle et contenir les effets néfastes d'une concurrence dérégulée sur la formation économique dans son ensemble.

Tout ceci n'est guère surprenant non plus au plan théorique, si l'on garde à l'esprit que le capital a soumis à son rapport social et façonné à sa guise la société. Sa maîtrise totale de la formation économique et sociale est le fondement réel de la planification d'entreprise et de son extension à la société tout entière, réorganisée sur le modèle de l'usine moderne. Ce type de réflexion n'est pas nouveau. Le courant operaïste, en Italie, et Socialisme ou Barbarie, en France, avaient déjà, dans les années 1960, démontré leur grande compréhension du phénomène.

En faisant abstraction de la lutte de classe, les obstacles que l'État rencontre sur son chemin pour réorganiser et restructurer la production sociale de capital sont définis par l'agencement, la corrélation dynamique du plan avec le mouvement concurrentiel du capital. Pas de plan réussi sans concurrence « efficiente » entre capitaux, pas d'accumulation de capital dans les meilleures conditions sans plan réussi. On peut résumer ainsi nos propos.

Contradictions géopolitiques

Capitalisme d'État stratégique et relance des politiques impérialistes, instabilité générale

La pandémie constitue un facteur accélérant des changements profonds dans l'ordre capitaliste mondial amorcés au moins depuis 2007-2008. Cet épisode bouleverse les équilibres dans le monde du capital. Nous écrivions dans notre document de travail « *Crise du libéralisme politique* », en décembre 2018 :

« L'arrêt brutal de la croissance de l'internationalisation des marchés des capitaux et des marchandises, intervenu après la crise financière de 2007-2008 relance la guerre commerciale à coups de mesures protectionnistes, de guerre des changes et de défiscalisations offertes aux entreprises. La concurrence sur les trois terrains cruciaux des droits de douane, des impôts sur les sociétés et des dévaluations dites compétitives, est accentuée par le retard accumulé pendant la reprise des

⁵³ « On sait comment Marx montre l'évolution du système de crédit, qui à ses origines "se faufile comme un modeste auxiliaire de l'accumulation", puis devient bientôt "une arme traditionnelle et terrible dans la lutte concurrentielle... se transforme finalement en un immense mécanisme social de centralisation des capitaux" ». Raniero Panzieri *Plus-value et planification - Notes de lecture en marge du Capital. Quaderni Rossi*, No. 4, 1964.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ *Ibidem*.

investissements productifs qui visaient la hausse de la productivité du travail social. Des investissements qui ont souffert tout à la fois de la déstabilisation des marchés du crédit, de la stagnation des marchés intérieurs, du fait de la dépréciation de la marchandise force de travail et des reports des investissements productifs de capacité ainsi que des soubresauts des marchés extérieurs.

Dans ce contexte très mouvant, l'agencement des territoires productifs, leur emboîtement par-delà les frontières, la définition des régions commerciales intégrées subissent des modifications notables. L'Aléna, l'accord commercial qui réunit les pays d'Amérique du Nord, tremble sous les coups du plan de l'administration Trump pour renationaliser le capitalisme des États-Unis (rapatriement des bénéfices des multinationales étasuniennes, droits de douane pour certaines matières premières, pénalisation des délocalisations). L'Amérique latine souffre de l'arrêt de tout projet d'intégration commerciale régionale dans le sillage de la grave crise industrielle et politique du Brésil, seule véritable puissance du continent, où l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, prévue en janvier 2019, n'inversera pas cette tendance.

L'Union européenne est ébranlée à son tour par le projet britannique de sortie de l'organisation et par la poussée aux délocalisations dans les nouveaux pays membres de l'Union, issus de l'effritement de l'empire russe. Les Proche et Moyen-Orient sont en feu depuis une décennie. En Afrique noire, les crises politiques se succèdent avec les destitutions laborieuses des chefs d'État sud-africain et zimbabwéen. L'Extrême-Orient subit de plein fouet le nouvel expansionnisme chinois qui multiplie les accords commerciaux, qui lance un gigantesque plan d'infrastructures sur toute la longueur de l'ancienne Route de la Soie, qui étend ses investissements directs à l'étranger dans les matières premières jusqu'en Afrique noire et en Amérique latine, qui accélère son réarmement et sa présence militaire en Asie du Sud-Est et qui manie avec de plus en plus d'agressivité ses vassaux les plus liges, à l'image de la Corée du Nord. Sur la défensive, le Japon matérialise son projet de transformation de son armée en armée offensive et d'occupation. Quant à l'aire d'influence de la Russie, elle est aux prises du retour du colonialisme de l'administration Poutine.

Guerres économiques et conflits militaires régionaux s'enchaînent avec un danger croissant de dérapages incontrôlés. La course à la guerre mondiale est engagée même si, sauf « accident » majeur, le processus n'en est réellement qu'à ses débuts. Outre l'adéquation des armées à des conflits étendus, il s'agit surtout de remplir les conditions politiques pour l'acceptation d'une telle perspective par la société civile. C'est une bataille de longue haleine qui est engagée au sein même des classes dominantes et des institutions politiques de leur domination. Pour l'heure, ce combat de plus en plus âpre se fait au sein des institutions démocratiques. Des accélérations extra-institutionnelles, des coups d'État plus ou moins violents, des actions directes de la part des secteurs les plus décidés des factions en présences ne sont cependant guère à exclure. Très schématiquement, l'enjeu est la réforme des modalités de la domination de classe par l'État. Une réforme qui réduit significativement les « droits démocratiques », qui renforce la fonction ouvertement répressive de l'appareil étatique et qui affaiblit considérablement les instances organisées de médiation politique et syndicale, les organes de la démocratie sociale, les véhicules de l'organisation de la société civile dans l'État. En un mot, la critique en actes du libéralisme politique moderne dans sa variante dite sociale (comme l'économie sociale de marché allemande) est lancée et marque des points importants dans plusieurs pays capitalistes mûrs.⁵⁶ »

Force est de constater que trois ans plus tard et Covid-19 aidant, cette analyse reste très pertinente. Les choses se sont en effet clarifiées, précisées et amplifiées.

Le niveau d'intégration, sous l'égide des États et des institutions supranationales, entre la politique monétaire, de crédit, la politique industrielle, commerciale et militaire – capitalisme d'État stratégique – est sans équivalent en temps de paix depuis la fin de la deuxième boucherie mondiale. Ceci conduit au renforcement des politiques impérialistes (guerres, crises monétaires, crises commerciales, etc.), un phénomène qui à plusieurs égards rappelle l'époque de la dite guerre froide. La consolidation ou l'affirmation de plusieurs blocs de pays, dont plusieurs ensembles régionaux, ont fait de la planète un lieu ravagé par les guerres locales, le délitement de nombreuses sociétés civiles, la généralisation des crises politiques du sommet des États avec l'avancement un peu partout de la démocratie plébiscitaire aux dépens de la démocratie libérale classique, en un mot, la déstabilisation de l'ordre mondial autour de la domination des États-Unis et de ses alliés occidentaux. L'instabilité et la fluidité géostratégique des blocs régionaux est le trait commun de la phase.

⁵⁶ Voir : « *Crise du libéralisme politique* », in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

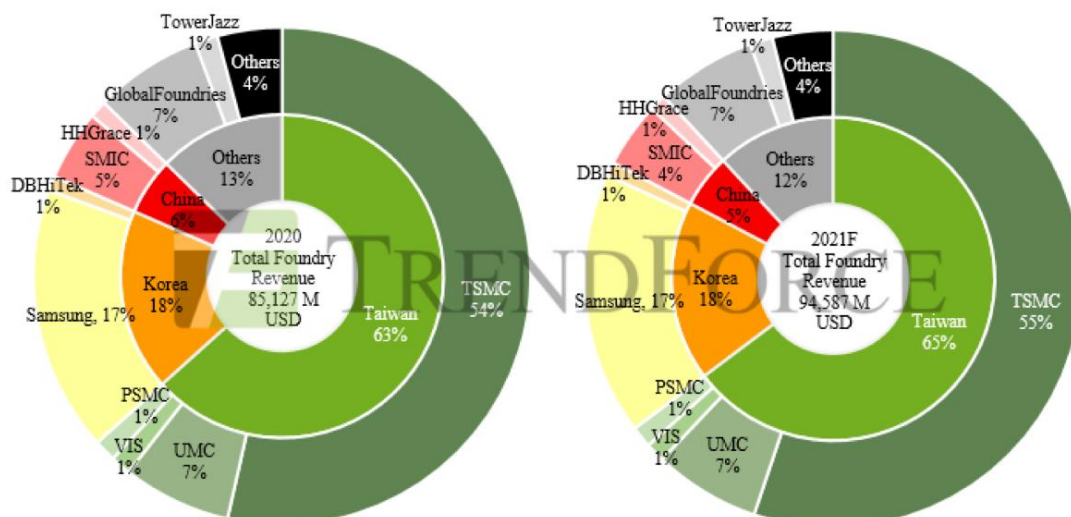
La réunion du sommet de l'OTAN, du 14 juin 2021, à Bruxelles, a méticuleusement énuméré les dangers sous-jacents.

« Nous nous trouvons face à des menaces multiformes, à une compétition systémique de la part de puissances autoritaires qui cherchent à s'affirmer, ainsi qu'à des défis croissants pour la sécurité de nos pays et de nos concitoyens, depuis toutes les directions stratégiques. Les actions agressives de la Russie constituent une menace pour la sécurité euro-atlantique ; le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations demeure une menace persistante pour nous tous. Des acteurs étatiques et non étatiques mettent à mal l'ordre international fondé sur des règles et cherchent à fragiliser la démocratie dans le monde. L'instabilité observée au-delà de nos frontières favorise aussi la migration irrégulière et la traite des êtres humains. L'influence croissante et les politiques internationales de la Chine peuvent présenter des défis, auxquels nous devons répondre ensemble, en tant qu'Alliance. Nous interagissons avec la Chine en vue de défendre les intérêts de l'Alliance en matière de sécurité. Nous sommes de plus en plus souvent confrontés à des menaces cyber et hybrides, et à d'autres menaces asymétriques, parmi lesquelles des campagnes de désinformation, ainsi qu'à l'utilisation malveillante de technologies émergentes et de technologies de rupture toujours plus perfectionnées. Les avancées rapides dans le domaine spatial ont une incidence sur notre sécurité. La prolifération des armes de destruction massive et l'érosion de l'architecture de maîtrise des armements portent également atteinte à notre sécurité collective. Le changement climatique est un multiplicateur de menaces qui a des incidences sur la sécurité de l'Alliance. La responsabilité première de l'Alliance est de protéger et de défendre le territoire et la population de ses pays membres contre une attaque, et nous répondrons à l'ensemble des défis et des menaces qui pèsent sur la sécurité euro-atlantique.⁵⁷ »

Les observateurs ont résumé les risques auxquels l'OTAN doit faire face en priorité avec la formule des « Trois C » : Chine, cyber-attaques et climat. Le retrait des alliés d'Afghanistan, achevé au mois d'août 2021, marque un tournant commencé par la présidence Obama qui, le 17 février 2009, annonça le retrait pour 2011, enterrant la politique expansionniste de son prédécesseur, George W. Bush, en Irak. Donald Trump, qui ouvre officiellement des discussions avec les Talibans, le 7 septembre 2019, et son successeur, Joe Biden, ont poursuivi et finalisé la politique définie par le président Obama. Une politique qui tourne la page de la doctrine militaire américaine des « deux théâtres majeurs de guerre » qui misait sur la capacité des forces armées des États-Unis de s'engager dans deux conflits de taille simultanément. C'est la prise d'acte que le monde est désormais multilatéral et la focalisation de Washington sur la préparation d'un éventuel conflit armé avec la Chine. Conflit qui pourrait exploser en mer de Chine pour le contrôle de Taïwan. Ce pays est de loin le premier producteur mondial de semi-conducteurs, un bien intermédiaire désormais largement présent dans l'industrie du monde entier et qui rentre dans la production de nombreuses marchandises manufacturées et immatérielles. L'occupation de Taïwan donnerait à Pékin un formidable instrument pour mener sa politique impérialiste. Politique impérialiste qui s'est déjà matérialisée récemment par l'annexion pure et simple de Hong Kong, sorte de répétition générale de ce qui attend Taïwan.

⁵⁷ Voir : OTAN « Communiqué du sommet de Bruxelles » in : https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_185000.htm?selectedLocale=fr

Figure 1: Foundry Market Share, 2020-2021



Source: TrendForce, Mar., 2021

CA des fondeurs de silicium par pays et entreprises, 2020-2021

« Notre dépendance à l'égard de la technologie de base est le plus gros problème caché pour nous », a déclaré Xi Jinping en 2016. « Les semi-conducteurs sont essentiels aux ambitions de leadership mondial de la Chine mais les problèmes de la Chine ne sont plus cachés, malgré un soutien politique massif à un secteur en plein essor.⁵⁸ »

La décision de créer le pacte trilatéral AUKUS⁵⁹ entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie s'inscrit parfaitement dans la nouvelle stratégie du Pentagone, en Asie du Sud-Est, et constitue une pièce maîtresse⁶⁰ du renforcement du « Dialogue quadrilatéral pour la sécurité »⁶¹ qui réunit, autour de Washington, ses principaux alliés locaux : Japon, Inde et Australie.

⁵⁸ « *The Weak Links in China's Drive for Semiconductors* » Mathieu Duchatel, directeur du Programme Asie de l'Institut Montaigne - Janvier 2021, in : https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/weak-links-chinas-drive-semiconductors-note_0.pdf

⁵⁹ Voir : <https://en.wikipedia.org/wiki/AUKUS>.

⁶⁰ « Tout d'abord et le plus évident, ce mouvement est une illustration classique de la politique de l'équilibre des pouvoirs/équilibre des menaces à l'œuvre. Bien que la Chine n'ait été mentionnée nulle part dans l'annonce (de constitution d'AUKUS Ndlr), il ne faut pas être un génie pour comprendre que cette initiative a été prise en réponse aux perceptions croissantes d'une menace chinoise croissante. Ces perceptions reposent en partie sur les capacités accrues de la Chine, notamment sa capacité à projeter sa puissance navale en Asie-Pacifique, mais aussi sur ses visées ouvertement révisionnistes dans certains domaines. Equiper l'Australie de sous-marins nucléaires à longue portée et extrêmement silencieux permettra à Canberra de jouer un rôle plus actif dans la région, aux côtés des autres membres du Dialogue quadrilatéral de sécurité (États-Unis, Inde et Japon).

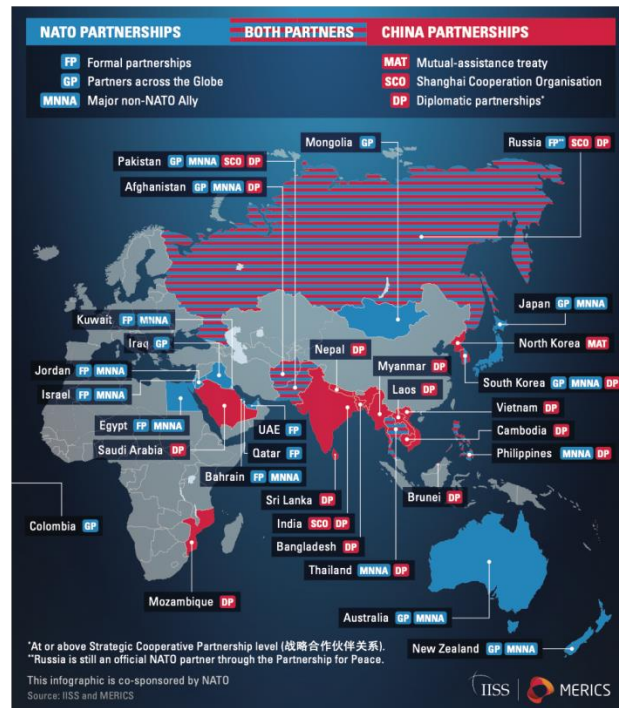
Deuxièmement, bien que ce qui se passe ici soit dans une certaine mesure purement structurel (c'est-à-dire qu'il reflète des changements dans l'équilibre des capacités globales), à d'autres égards, Pékin n'a personne à blâmer sauf lui-même. Jusqu'à récemment, l'opinion australienne était ambivalente quant aux implications de la montée en puissance de la Chine : les chefs d'entreprise espéraient préserver des liens commerciaux lucratifs, et d'éminents stratèges ont averti que s'opposer à la croissance de la puissance chinoise n'était pas dans l'intérêt de l'Australie. Mais la conduite de plus en plus belliqueuse de la Chine – en particulier sa décision injustifiée d'imposer un embargo commercial punitif en réponse à une proposition australienne d'enquête internationale indépendante sur les origines du coronavirus – a déclenché un durcissement constant des attitudes australiennes. La réponse contre-productive de la Chine est un rappel rassurant que les États-Unis ne sont pas la seule grande puissance capable de mauvaises pratiques diplomatiques.

Troisièmement, l'annonce est une étape soigneusement mesurée qui mettra quelques années à se concrétiser. Le nouvel arrangement ne menace pas le régime du Parti communiste chinois en Chine et ne vise pas à enfoncer l'économie chinoise, ce qui serait voué à l'échec. Mais les actions annoncées le 15 septembre complèteront les efforts chinois pour projeter la puissance en mer et contrôler les lignes de communication cruciales. En tant que telles, elles entraveront les futurs efforts chinois pour intimider les pays voisins et les persuader progressivement à adopter des postures plus conformes. En bref, il s'agit d'une mesure conçue pour décourager ou contrecarrer toute future candidature chinoise à l'hégémonie régionale. »

Foreign Policy - 18 septembre 2021 in : <https://foreignpolicy.com/2021/09/18/aukus-australia-united-stat>

⁶¹ Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Quadrilateral_Security_Dialogue

Map 2: NATO's and China's partners in the Indo-Pacific as of November 2020



La Chine un acteur de la sécurité mondiale⁶²

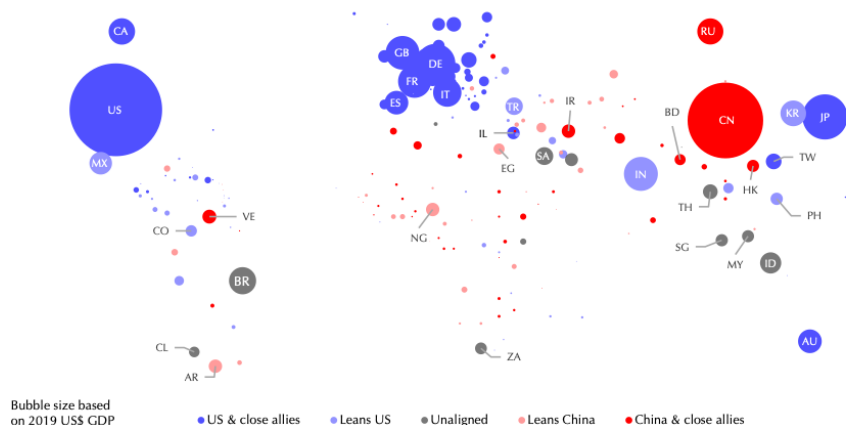
Ce qui retient encore la main de Pékin d'accélérer l'exécution de ses plans impérialistes prenant de court ses ennemis en mer de Chine est, pour l'instant, son rayonnement international encore insuffisant autant sur les plans géopolitique que commercial.

« *La Chine et les pays qui se rangent davantage de son côté que du côté des États-Unis représentent ensemble environ la moitié de la population mondiale. Mais le bloc chinois est beaucoup plus petit économiquement que le bloc américain et beaucoup plus dépendant du bloc rival en tant que source à la fois d'importations et de demande d'exportation,* » confirment les économistes, de chez Capital Economics, dans une note publiée le 17 septembre 2021.

La chaîne impérialiste globale est ravagée et régulièrement remise en discussion par la crise financière chronique des pays LIC, l'aggravation des crises financières récurrentes dans les pays émergents et aussi le décrochage accéléré des pays du premier cercle des pays capitalistes avancés les plus fragiles financièrement, militairement et commercialement, comme l'Italie par exemple. La crise sanitaire a ajouté un élément supplémentaire de polarisation difficile à maîtriser.

⁶² « *China's Rise as a Global Security Actor Implications for NATO* » IISS, December 2020, in : <https://www.iiss.org/blogs/research-paper/2020/12/chinas-rise-as-a-global-security-actor>

Chart 1: Current global alignment towards the US and China



Source: Capital Economics

Alignement des pays sur les USA (en bleu) et la Chine (en rouge)

Des alliances supranationales vont certainement se consolider, mais d'autres vont aussi être reconfigurées comme l'Union européenne avec des subdivisions à deux, trois, quatre vitesses qui semblent se profiler à l'horizon. L'importance des structures supranationales, dotées d'imposants moyens financiers, va augmenter, à l'exemple de l'UE resserrée autour du tandem franco-allemand et adossée à la BCE. Et à l'image aussi du FMI, dont le rôle de grand stabilisateur géostratégique global ressort renforcé.

En cette période de pandémie, contrairement au passé, les prêts accordés⁶³ par ces argentiers internationaux aux LIC ne sont pas conditionnés à des mesures de restructuration, de réformes etc., à l'exemple des derniers prêts accordés à la Grèce. Ces prêts ne sont pas définissables dans le cadre strict de l'interprétation de l'impérialisme donnée par Lénine (investissements nets à l'étranger et pillage des ressources). Ces prêts servent avant tout à maintenir la hiérarchie mondiale des pays capitalistes et à garantir la paix sociale. Ce sont des prêts aux finalités essentiellement politiques. Le FMI joue ainsi un rôle crucial dans le maintien de la chaîne impérialiste en raffermissant l'ordre mondial. En ce sens, l'impérialisme est une politique ou plus précisément un élément crucial du rapport des forces géopolitiques.

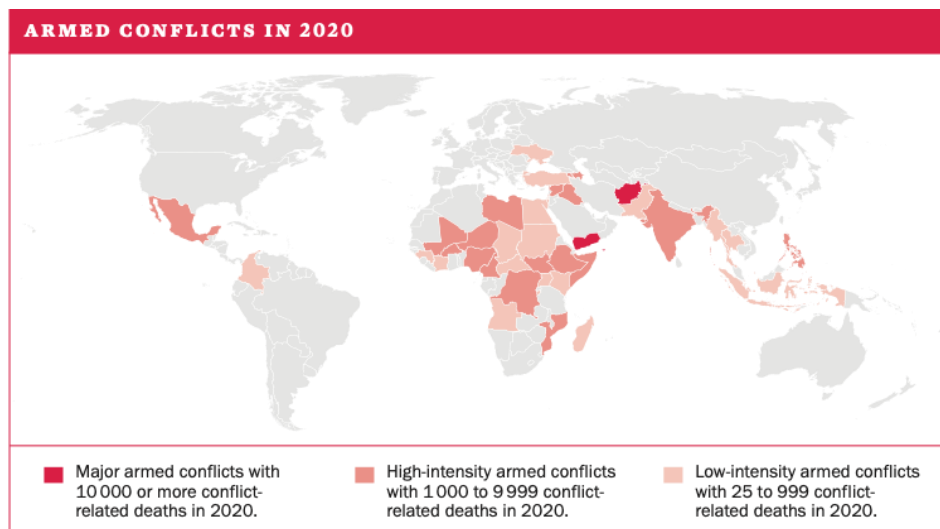
« Nous avons vu des économies avancées, des pays riches, être en mesure de verser 28 % d'équivalent PIB en soutien fiscal et monétaire pour amortir l'impact de la crise sur leurs entreprises et leurs populations. Qu'ont fait les marchés émergents ? 6 %. Que font les pays pauvres ? 2 % d'un PIB beaucoup plus faible. Quel est le résultat ? Une divergence dangereuse qui s'accroît au sein des pays entre des personnes qui s'en sortent mieux que d'autres, comme celles qui ont accès à l'économie numérique. Et très important, la divergence entre les pays. Pourquoi cela devrait-il nous concerner tous ? Parce que si nous continuons sur cette voie, cela se traduira par plus d'insécurité et d'instabilité dans le monde dans lequel nous vivons.⁶⁴ »

Des disparités aussi importantes entre pays se traduisent en guerres commerciales, en guerres monétaires, voire en guerres tout court. Le rapport 2021 du SIPRI, un organisme international indépendant qui étudie les guerres et le commerce d'armes dans le monde, indique dans sa dernière publication que « des conflits armés actifs se sont produits dans au moins 39 États, en 2020 (5 de plus qu'en 2019) : 2 dans les Amériques, 7 en Asie et en Océanie, 3 en Europe, 7 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) et

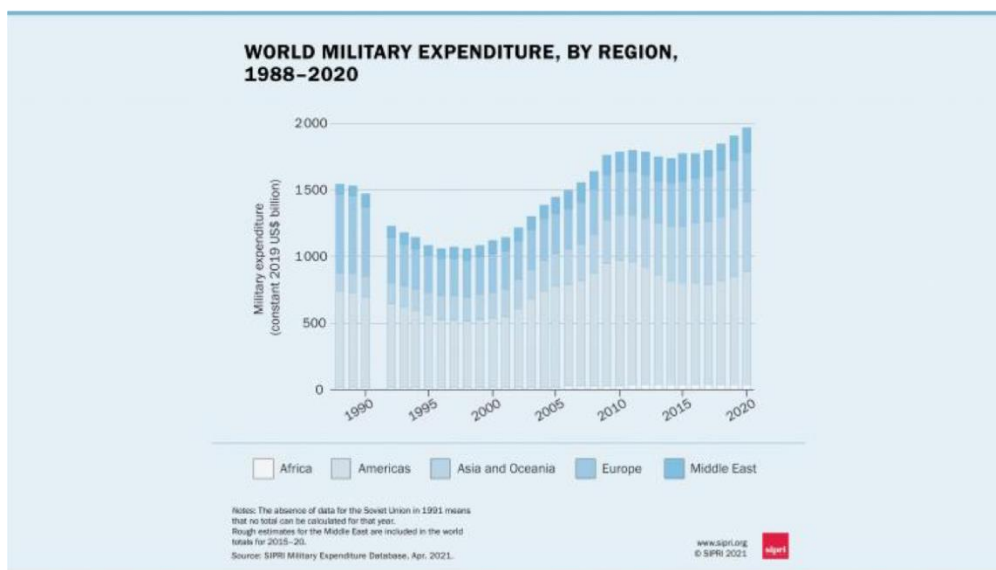
⁶³ Quand le FMI accorde un prêt de 300 millions de dollars à la Birmanie (avant le coup d'État de février 2021) pour lutter contre la Covid-19, il y a de très fortes chances que ce prêt ne soit jamais remboursé et le FMI ne pille pas les ressources birmanes. Le sens du prêt de ces capitaux par le FMI est géopolitique. Cela participe clairement du maintien de l'ordre mondial.

⁶⁴ Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI « Discours à l'Université américaine en Bulgarie », 8 septembre 2021 Voir : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/09/08/sp090921-md-remarks-at-the-american-university-in-bulgaria?cid=em-COM-123-43580>

20 dans la sous-région Afrique sabarienne.⁶⁵ ». L'Afrique est très largement touchée par les guerres ainsi que l'Asie centrale et, de plus en plus, le sud-est asiatique. Il est intéressant de souligner que les conflits en cours se déroulent en grande partie dans ou à proximité des pays les plus pauvres. Il suffit de regarder les évolutions sur la carte qui suit.



Conflits armés en 2020



Dépenses d'armement mondiales 1988-2020

Les dépenses d'armement des États augmentent sans cesse depuis 2001. Les crises financière de 2007-2008 et sanitaire de 2020-2021 n'ont pas inversé la tendance⁶⁶. En particulier, la Chine a accru ses dépenses militaires pour la 26^e année consécutive : « En 2020, les dépenses militaires américaines ont atteint environ 778 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2019. En tant que plus grand dépensier

⁶⁵ Voir : SIPRI Yearbook 2021 « Armaments, Disarmament and International Security » in : https://sipri.org/sites/default/files/2021-06/sipri_yb21_summary_en_v2_0.pdf

⁶⁶ « Les dépenses militaires augmentent au cours de la première année de la pandémie. L'augmentation de 2,6 % des dépenses militaires mondiales est survenue une année où le produit intérieur brut (PIB) mondial a diminué de 4,4 % (projection d'octobre 2020 du Fonds monétaire international), en grande partie en raison des impacts économiques de la pandémie de Covid-19. En conséquence, les dépenses militaires en pourcentage du PIB – la charge militaire – ont atteint une moyenne mondiale de 2,4 % en 2020, contre 2,2 % en 2019. Il s'agit de la plus forte augmentation d'une année sur l'autre de la charge militaire depuis la crise financière et économique mondiale en 2009 ». SIPRI - 26 avril 2021. Voir : <https://www.sipri.org/media/press-release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020>

militaire au monde, les États-Unis représentaient 39 % des dépenses militaires totales en 2020. Il s'agissait de la troisième année consécutive de croissance des dépenses militaires américaines, après sept années de réductions continues⁶⁷. »

Il est probable que ces deux dernières crises accélèrent le cours historique vers la guerre mondiale dans la décennie qui suit. Certains analystes ont synthétisé ces différentes caractéristiques de la situation actuelle en qualifiant le capitalisme d'État comme stratégique⁶⁸ où l'élément de la force militaire revient puissamment au premier plan.

La crise sanitaire, notamment, va relancer des politiques agressives, le « blindage » des blocs fondés sur des convergences tout à la fois commerciales, financières, diplomatiques et militaires et, désormais, « sanitaires ». La dite diplomatie vaccinale est désormais une composante essentielle des politiques impérialistes. Politiques qui affaiblissent ultérieurement le fonctionnement « normal » de la démocratie représentative, parlementaire à la faveur de centres de commandement supranationaux, de blocs, agglutinés autour des institutions financières, des banques centrales, des alliances militaires et des lobbys commerciaux internationaux. Bien entendu, ce cours a été amorcé bien avant la pandémie.

Un front de la conflagration mondiale qui vient et qu'il faut surveiller avec attention, est celui de la compétition monétaire qui s'apprête à devenir une véritable guerre entre devises fortes. La suprématie du billet vert n'est pas encore en danger si l'on s'en tient à l'indicateur privilégié de la composition des réserves officielles des changes des banques centrales. Le dollar représente encore 60 % de ces réserves. L'euro suit très loin avec 20 % tandis que le yen japonais n'est qu'à 6 % et la livre britannique à 5 %⁶⁹.

La Chine, qui ne participe pas au marché monétaire mondial, lui préférant depuis toujours un régime de changes fixé par l'État, étudie sérieusement la création de son propre marché monétaire international par l'introduction de sa monnaie numérique.

« Les responsables européens veulent lancer un euro numérique d'ici 2025. Le 19 avril, la Banque d'Angleterre et le Trésor britannique ont créé un groupe de travail chargé d'étudier cette idée. Aux États-Unis, la Fed étudie également la question. Selon une enquête de la Banque des règlements internationaux, la grande majorité des banques centrales étudient ou expérimentent les CBDC⁷⁰. Elles pourraient être utilisées par des pays représentant un cinquième de la population mondiale d'ici trois ans seulement.⁷¹ » The Economist. 8 Mai 2021.

La création de monnaies numériques par les banques centrales (« *govcoins* ») va devenir un instrument monétaire important, notamment pour les réserves de change. Ces monnaies vont s'ajouter aux devises internationales, un peu comme le sont les DTS⁷² du FMI. Les principales banques centrales vont créer des monnaies numériques qui agiront en vecteurs supplémentaires de rayonnement international de leurs monnaies respectives. Évidemment, l'apparition de ces devises numériques renforcera sensiblement leur capacité d'influence politique. Elles accroîtront la segmentation du marché monétaire mondial suivant les lignes d'influence impérialiste des puissances concernées. De la sorte, elles représenteront de puissants outils en cas de guerres monétaires et commerciales.

L'impérialisme chinois est celui qui a le plus à gagner à ce tournant technologique du marché monétaire car il peut lui permettre de garder le contrôle du change sur sa devise « physique » tout en utilisant le yuan dématérialisé comme instrument de soumission des pays qui dépendent le plus de ses

⁶⁷ « La Chine se distingue comme le seul grand dépensier au monde à ne pas augmenter sa charge militaire en 2020 malgré l'augmentation de ses dépenses militaires, en raison de la croissance positive de son PIB l'année dernière », a déclaré le Dr Nan Tian, chercheur au SIPRI. « La croissance continue des dépenses chinoises est due en partie aux plans de modernisation et d'expansion militaires à long terme du pays, conformément à une volonté affichée de rattraper les autres grandes puissances militaires » Ibidem.

⁶⁸ On qualifie de capitalisme d'État stratégique, l'intégration poussée sous le commandement intégré des banques centrales, des cercles et des organismes supranationaux et extra-institutionnels de bloc, de politiques commerciales, économiques, militaires et sanitaires des États-Nation alliés.

⁶⁹ Voir : « *Currency composition of official foreign exchange reserves* » IMF, 30/09/2021, in : <https://data.imf.org/?sk=E6A5F467-C14B-4AA8-9F6D-5A09EC4E62A4>

⁷⁰ CBDC = *Central Bank Digital Currency*, Monnaie numérique de banque centrale.

⁷¹ Numéro de l'édition américaine article « *Going public* » pp50 et 51.

⁷² DTS => Droit de Tirage Spécial. Les droits de tirage spéciaux consistent en panachages de devises fortes parmi lesquelles le dollar est la devise la plus représentée.

Voir <https://www.imf.org/fr/About/Factsheets/Sheets/2016/08/01/14/51/Special-Drawing-Right-SDR>

investissements à l'étranger, à l'image de ceux qui ont adhéré à l'Initiative dite de la nouvelle route de la soie lancée par Pékin, en 2013⁷³.

Pour sa part, la Russie, amoindrie par l'effondrement, en 1991, de l'Union soviétique colonialiste, a adopté le modèle chinois en y ajoutant un supplément d'agressivité belliqueuse par la multiplication des opérations de déstabilisation à ses frontières occidentales et méridionales.

Enfin, le dernier acteur géostratégique mondial qui se dessine est celui des principaux pays de l'Union européenne. L'idée d'une intégration régionale forte afin de se doter des moyens d'une politique impérialiste globale est fortement impulsée par le président français Emmanuel Macron⁷⁴, rejoint désormais par l'Italie de Mario Draghi et par l'Espagne de Pedro Sánchez. L'Allemagne et son aire d'influence est tentée par cette perspective mais elle doit composer avec ses propres intérêts spécifiques matérialisés par ses solides relations commerciales avec la Chine⁷⁵ et, en moindre mesure, avec la Russie qui lui pourvoit entre 50 et 75 % du gaz naturel dont elle a besoin, d'après Eurostat, l'office de statistiques de l'Union européenne. Berlin doit impérativement accroître ses importations de gaz naturel⁷⁶ pour compenser la fin de l'énergie nucléaire prévue dans le pays, pour 2022, et celle du charbon, pour 2038, qui représentent encore plus de 40 % du mix allemand, contre 20 % pour le gaz.

Le plan d'Emmanuel Macron d'avant la pandémie – la réorganisation de la zone euro en cercles concentriques autour d'un centre franco-allemand élargi à l'Italie, auquel viendraient s'agglutiner le Benelux puis les pays méditerranéens – est aussi l'expression directe de la prépondérance acquise par la BCE et la Commission européenne durant la crise fiscale et encore davantage lors de la crise actuelle. Par un effet d'entraînement, les États du groupe de Visegrád⁷⁷, dont plusieurs membres sont très dépendants de l'économie allemande, voient leur poids relatif diminuer au sein de l'Union européenne.

Pour la Chine, la situation semble un peu plus complexe. Xi est l'homme de la modernisation et de la professionnalisation accrue de l'armée chinoise⁷⁸, de l'intégration de ses forces (dont les commandements ont souvent été engagés dans des rivalités nuisibles à son efficacité), de sa transformation en une armée capable de projection offensive et donc de contester la puissance américaine, en Asie du Sud-Est d'abord, mais ensuite dans l'océan Indien, en Afrique, aux pôles... Il représente les secteurs montants de l'armée (aviation, marine, « force des fusées »). Son programme extérieur prioritaire, dévoilé en 2013, « *Une ceinture, une route* », est un plan typiquement impérialiste (au sens de Lénine) d'investissements et de prêts à l'étranger en échange du pillage des ressources naturelles

⁷³ Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Belt_and_Road_Initiative

⁷⁴ « *L'Europe n'est pas qu'un marché. Implicitement, depuis des décennies, on fait comme si l'Europe était un marché unique. Mais nous n'avons pas pensé en interne l'Europe comme un espace politique fini. [...] L'Europe doit se repenser elle-même politiquement et agir politiquement pour définir des objectifs communs qui ne sont pas simplement une délégation de notre avenir au marché.* »... « *Les États-Unis ne nous respecteront en tant qu'alliés que si nous sommes sérieux avec nous-mêmes, et si nous sommes souverains avec notre propre défense. Je pense donc qu'au contraire, le changement d'administration américaine est une opportunité de continuer de manière totalement pacifiée, tranquille, ce que des alliés entre eux doivent comprendre : nous avons besoin de continuer à bâtir notre autonomie pour nous-mêmes, comme les États-Unis le font pour eux, comme la Chine le fait pour elle.* » « La doctrine Macron : une conversation avec le Président français » *Le Grand Continent*, 16 novembre 2020 in : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/11/16/macron/>

⁷⁵ « *La Chine a encore été, en 2020, le plus important partenaire commercial de l'Allemagne pour les marchandises, avec un volume d'échanges de plus de 212 milliards d'euros. Les crises internationales et les défis mondiaux croissants (y compris Covid-19, changement climatique) accordent une importance particulière à la coopération et à la coordination germano-chinoises. La Chine considère l'Allemagne à la fois économiquement et politiquement comme un partenaire clé en Europe. La coordination régulière de haut niveau des politiques menée à travers un grand nombre de mécanismes de dialogue, ainsi que des relations commerciales dynamiques, d'investissements, une coopération environnementale et une coopération dans les secteurs culturel et scientifique, sont des éléments clés des relations bilatérales.* » Office fédéral allemand des relations extérieures, 14 septembre 2021, in : <https://www.auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/laenderinformationen/china-node/china/228916>

⁷⁶ Le groupe étatique russe Gazprom, l'un des principaux centres de pouvoir de l'exécutif moscovite de Vladimir Poutine, a complété en septembre 2021 le pipeline gazier Nord Stream 2 qui va acheminer la précieuse source d'énergie à l'Allemagne. Ce projet a suscité l'émoi à Washington, « *qui redoute l'augmentation de la dépendance de l'Europe de l'énergie russe* », indique la BBC. Voir : <https://www.bbc.com/news/world-europe-58520563>

⁷⁷ Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_de_Visegrád.

⁷⁸ Ce programme a été énoncé par Xi dès son arrivée à la tête du PCC, en 2013. Voir : <https://www.nytimes.com/2014/05/25/world/asia/chinas-leader-seeking-to-build-its-muscle-pushes-overhaul-of-the-military.html>. Pour en apprendre davantage sur l'évolution de la puissance militaire chinoise, ses objectifs et sa stratégie, voir : <https://inss.ndu.edu/Media/News/Category/12474/china-strategic-perspectives/>

(notamment en Afrique). Si l'on se fie aux premières conclusions publiées, en septembre 2021, d'une enquête d'envergure menée par le laboratoire de recherche AidData du *College of William & Mary* (Virginie, États-Unis), Pékin aurait financé au cours des 18 dernières années des projets d'infrastructures, industriels dans 165 pays LMIC (*Low-to-Middle Income Countries*, pays à revenu faible et intermédiaire - PRFI) du monde pour 843 milliards de dollars. Quelque 42 d'entre eux ont ainsi une exposition débitrice envers la Chine qui dépasse les 10 % de leurs PIB respectifs⁷⁹. L'exécution de l'Initiative chinoise de la Nouvelle route de la soie ainsi que les démarches de Pékin pour s'emparer des matières premières indispensables pour produire les marchandises de la « *green economy* » - dernier levier en date d'accumulation du capital largement financé par la dette publique - s'inscrivent pleinement dans ce cadre. La Chine occupe déjà des positions dominantes sur bon nombre de marchés de ressources minérales utilisées par la « *green economy* », à commencer par celui des terres rares⁸⁰. Il faut ajouter que la nouvelle route de la soie doit permettre d'ouvrir de nouveaux canaux commerciaux et de mettre le pied dans des pays qui l'intéressent sur le plan géostratégique, comme le Pakistan. Ce plan gigantesque a été élaboré et dirigé par la banque centrale chinoise (Banque populaire de Chine, BPC), les quatre principales banques commerciales d'État⁸¹ et autres entreprises d'État parmi les plus influentes au sein du pays, intervenant dans le domaine des infrastructures, de la transformation de matières premières (acier, aluminium), ou encore des batteries électriques. Ainsi, en Chine, le pouvoir ne serait plus comme auparavant l'expression d'un subtil équilibre entre le Parti central et les provinces, mais résulterait des acteurs financiers, commerciaux, industriels énumérés ainsi que des forces militaires dont la montée en puissance complète la stratégie de domination chinoise.

Et, pour la Russie, les véritables centres de pouvoir ne coïncident pas non plus avec l'exécutif tel qu'il existe sur le papier. Ils correspondent plutôt à certaines entreprises structurantes, à la banque centrale qui joue un rôle de premier ordre, ainsi qu'à quelques banques privées liées aux entreprises pétrolières et énergétiques, plus une partie des services secrets, dont Poutine est issu.

Gros plan sur les LIC... et sur les pays forts affaiblis

« La crise prolongée de la Covid-19 menace d'endommager encore le tissu économique déjà fragile des pays les moins avancés (PMA, LIC en anglais Ndlr) et a de fait entraîné une réorganisation des chaînes de valeur mondiales qui désavantage encore plus ces pays ». [...] « Entre octobre 2019 et octobre 2020, les prévisions de croissance économique des PMA ont été fortement révisées à la baisse, passant de 5 à -0,4 %. Cette révision devrait entraîner une réduction de 2,6 % du revenu par habitant dans ces pays en 2020 et une diminution du revenu moyen dans 43 des 47 PMA. Il s'agit du pire résultat économique que ce groupe de pays a enregistré depuis trente ans et d'un recul notable des progrès économiques et sociaux accomplis au cours des dernières années, notamment en matière de pauvreté et sur le plan social. Il s'ensuit que la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030 est une perspective qui s'éloigne. Une récession prolongée pourrait déboucher sur la destruction définitive d'emplois, menacer la survie des entreprises – causant la perte de capacités productives et de connaissances tacites – et peser durablement sur la production potentielle... Le ralentissement mondial devrait également entraîner une forte aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans le monde, qui risque de prédéterminer leur trajectoire et de transformer des formes provisoires de pauvreté en pauvreté chronique. Si l'épidémie de Covid-19 rend les perspectives de croissance économique très moroses dans les pays du monde

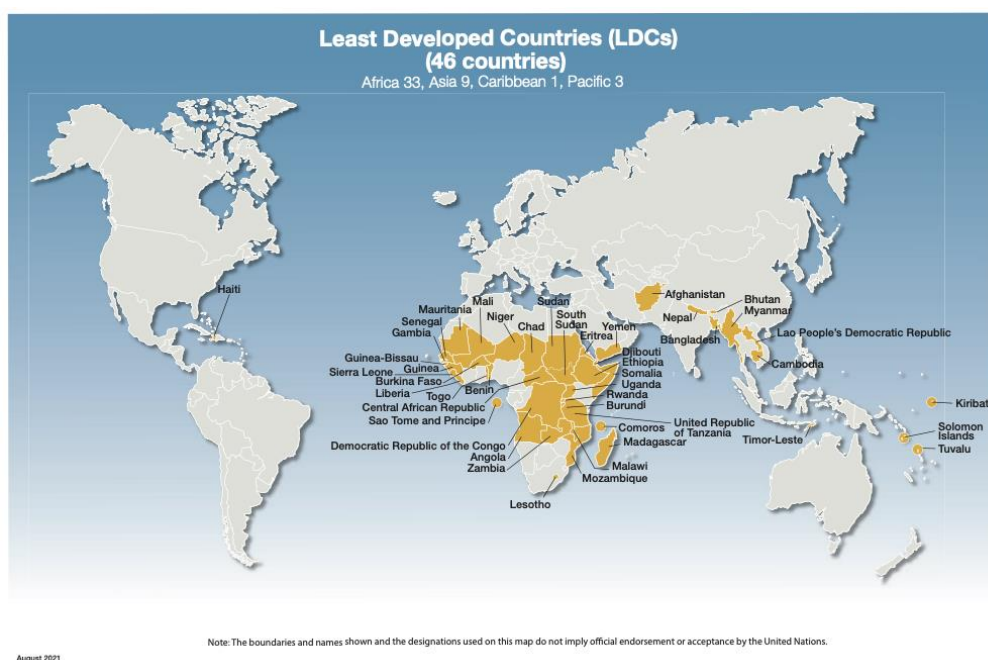
⁷⁹ « Ces dettes sont systématiquement sous-déclarées dans le Système de notification des débiteurs (DRS) de la Banque mondiale car, dans de nombreux cas, les institutions du gouvernement central dans les PRFI ne sont pas les principaux emprunteurs responsables du remboursement. Nous estimons que le gouvernement moyen des PRFI sous-déclare ses obligations de remboursement réelles et potentielles envers la Chine d'un montant équivalent à 5,8 % de son PIB. Collectivement, ces dettes sous-déclarées valent environ 385 milliards de dollars. Cinquièmement, nous constatons que 35 % du portefeuille de projets d'infrastructure de la BRI (Belt and Road Initiative - BRI) a rencontré des problèmes de mise en œuvre majeurs, tels que des scandales de corruption, des violations du droit du travail, des risques environnementaux et des manifestations publiques » Voir : *Banking on the Belt & Road*, Septembre 2021 – in : https://docs.aiddata.org/ad4/pdfs/Banking_on_the_Belt_and_Road__Insights_from_a_new_global_dataset_of_13427_Chinese_development_projects.pdf

⁸⁰ D'après l'Agence géologique des États-Unis, la Chine a produit en 2020, 140 000 tonnes de terres rares par an, contre 38 000, pour les États-Unis et 30 000 pour la Birmanie, satellite chinois. Voir : <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-rare-earths.pdf>

⁸¹ Aussi surnommées « *the Big Four* », *Industrial & Commercial Bank of China*, *China Construction Bank*, *Bank of China* et *Agricultural Bank of China*.

Voir : <https://www.investopedia.com/articles/investing/082015/4-biggest-chinese-banks.asp>

entier, ses répercussions seront encore pires dans les PMA, où la pandémie devrait entraîner une hausse de trois points de pourcentage – de 32,2 à 35,2 % – du taux moyen de pauvreté calculé à partir du seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmentera ainsi de plus de 32 millions dans ces pays, les PMA africains et les PMA insulaires étant les plus touchés.⁸² »



Liste des pays les moins développés

Depuis le début de la crise sanitaire, des institutions supra-étatiques telles la Banque mondiale et le FMI ont mis les pays LIC sous perfusion⁸³. Pour l'heure, ceci permet de garder ces derniers à flot. L'endettement des LIC dépend essentiellement de deux sources : environ 17 % des émissions nouvelles de dettes (celles nécessaires pour endiguer la propagation du virus) proviennent des institutions internationales (Banque mondiale et FMI⁸⁴ principalement). La partie restante est composée d'émissions le plus souvent à très court terme (de 15 jours à un mois) et à des taux d'intérêt élevés à cause du manque de visibilité des investisseurs financiers quant à la capacité de remboursement de ces pays. Il n'est pas rare, en outre, que ces émissions soient libellées en devises étrangères fortes, comme le dollar et l'euro, introduisant un risque supplémentaire relatif aux taux de change.

Ce qui a pour résultat, sans avoir leur monnaie liée structurellement au dollar (comme certains pays asiatiques ou l'Argentine, dans les années 1990), d'être pris au piège de la monnaie internationale dominante. Au moindre accroc, ils sont astreints à engager encore plus de fonds de leurs réserves de change pour couvrir les remboursements de la charge de la dette. Le cercle vicieux d'un endettement hors de contrôle est donc un danger permanent, accru par les conséquences de la pandémie.

⁸² « Rapport 2020 sur les pays les moins avancés » CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), 6 août 2021.

Voir : <https://unctad.org/fr/webflyer/rapport-2020-sur-les-pays-les-moins-avances#:~:text=Le%20Rapport%202020%20sur%20les%20pays%20les%20moins%20avanc%C3%A9s%20de,plus%20pauvres%20de%20la%20plan%C3%A8te.%22>

⁸³ « L'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) la plus élevée de l'histoire (environ 650 milliards de dollars) prend effet aujourd'hui. [...] Les DTS sont distribués aux pays au prorata de leurs quotes-parts relatives au FMI. Cela signifie qu'environ 275 milliards de dollars sont destinés aux pays émergents et aux pays en développement, dont 21 milliards pour les pays à faible revenu, ce qui représente jusqu'à 6 % de leur PIB pour certains d'entre eux. [...] Cette démarche prend la forme de nouveaux financements d'un montant de 117 milliards de dollars en faveur de 85 pays, d'un allègement du service de la dette pour 29 pays à faible revenu » Kristalina Georgieva, 23 août 2021. Voir : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/08/23/pr21248-imf-managing-director-announces-the-us-650-billion-sdr-allocation-comes-into-effect>

⁸⁴ Les financements du FMI et de la Banque Mondiale sont en DTS..

D'après la Banque mondiale, la différence avec les trois crises précédentes de la dette souveraine qui ont certes augmenté leur endettement mais qui ont permis de réaliser des investissements productifs, est que la crise de la dette en cours n'a guère de conséquences positives au plan de l'accumulation de capital. Et ceci car les revenus des dernières émissions sont uniquement consacrés à l'endiguement de l'instabilité sociale induite par la crise sanitaire. Les LIC sortiront de la pandémie plus appauvris et avec une base productive amoindrie. Ils généreront ainsi encore moins de plus-value, ce qui entraînera des dépréciations de leurs devises et de leurs dettes. Voilà pourquoi les pays les plus forts de l'ordre capitaliste mondial ne peuvent pas rester les bras croisés. Il en va de l'accès aux ressources naturelles, de la chaîne mondiale d'approvisionnement et des équilibres géostratégiques. Sans oublier leur volonté d'éviter à tout prix la relance de ce que les défenseurs du système dominant appellent la « *crise migratoire* ». La déstabilisation incontrôlable de ces pays pourrait renforcer l'instabilité globale et, in fine, accélérer la course vers un troisième conflit mondial. D'ores et déjà, comme montré plus haut, plusieurs LIC sont ravagés par des guerres locales où les grandes puissances impérialistes pointent systématiquement leur nez.

Mais la déstabilisation provoquée par la crise sanitaire ne concerne pas uniquement les LIC. Des pays du premier cercle du capitalisme mondial, à l'image de l'Italie⁸⁵, de l'Espagne mais aussi, à terme et dans une moindre mesure, de la France, doivent faire appel à la mise sous perfusion de leur dette souveraine par la BCE qui achète des portions conséquentes de leurs nouvelles émissions de bons du Trésor. Un scénario « à la grecque » n'est pas à exclure, une fois sensiblement diminués les rachats massifs par la BCE de titres de la dette souveraine de ces pays. En particulier, l'Italie affiche la troisième dette publique mondiale la plus élevée avec plus de 2 700 milliards d'euros, début septembre 2021. Une position très différente par rapport à celle de la Grèce, qui ne compte que 2 % du PIB de l'Union européenne et dont la dette publique est de l'ordre de 330 milliards d'euros. Les conséquences d'une crise de la dette qui partirait des LIC, qui se répandrait aux pays émergents et qui finirait par emporter des pays de premier ordre du capitalisme mondial seraient dévastatrices, bien supérieures à la crise fiscale de 2010 qui a été contenue à la seule zone euro.

L'état de la classe

L'emploi et les conditions de travail

Pour la première fois, depuis l'après-guerre, l'espérance de vie a diminué dans les pays développés⁸⁶. Or, la hausse de l'espérance de vie est un pilier central de la démocratie sociale car il s'agit de la capacité de maîtrise des conditions sociales de reproduction du capital (sécurité sociale, soins de santé, etc.). Ce retournement n'est pas le simple résultat de la pandémie mais bien aussi des conséquences des crises fiscales des États successives à la crise financière de 2007-2008.

L'emploi salarié a subi un coup sévère du fait de la pandémie et ne sera pas résorbé de sitôt, comme le souligne le Bureau international du travail (BIT) des Nations Unies :

« On estime que 8,8 pour cent du total des heures de travail ont été perdues en 2020, soit l'équivalent des heures travaillées en un an par 255 millions de travailleurs à plein temps. Cet indicateur synthétique rend compte des différents biais par lesquels la pandémie a touché les marchés du travail. Environ la moitié des pertes d'heures de travail sont dues à la réduction du temps de travail de ceux qui ont gardé leur emploi (qui peut être attribuée soit à un temps de travail plus court, soit à "zéro" heure de travail dans le cadre de dispositifs de chômage technique). L'autre moitié est due à des pertes

⁸⁵ « En données annualisées, la BCE a acheté des titres de la dette souveraine italienne équivalents à environ 10 % du PIB » du pays. 11 septembre 2021. Voir : <https://www.investireoggi.it/economia/cosa-significa-per-litalia-che-la-bce-ridurra-gli-acquisti-di-bond-con-il-pepp-moderatamente/>

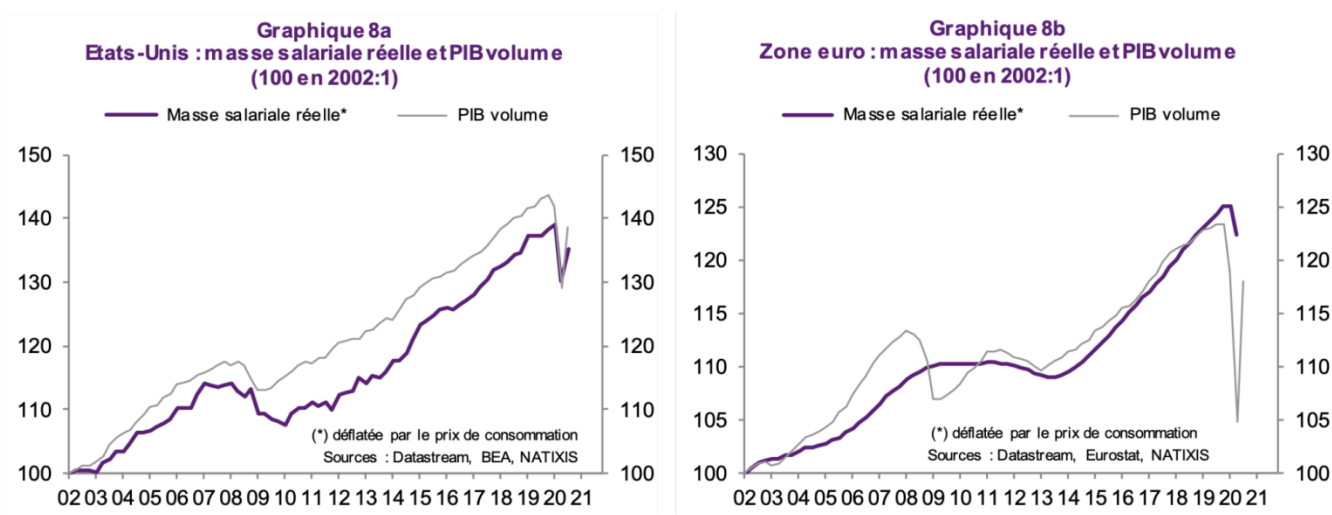
La Banque d'Italie, membre de la BCE et agissant en son nom, détenait, à la mi-août 2021, 23 % de la totalité de la dette souveraine de l'Italie. Voir : https://www.repubblica.it/economia/2021/08/16/news/il_debito_publico_sfiora_2_700_miliardi_crescita_di_9_miliardi_a_giugno-314209648/

⁸⁶ Cette diminution n'est pas uniquement liée à la pandémie. L'obésité, le diabète, etc., bref tout ce qui est lié à une mauvaise alimentation et une mauvaise hygiène de vie, en sont des facteurs importants.

d'emplois pures et simples. Par rapport à 2019, le nombre total d'emplois a chuté de 114 millions en raison de l'entrée de travailleurs dans le chômage ou de leur sortie de la vie active. [...]» Les pertes d'emplois ne seront que partiellement compensées par le rebond de l'accumulation ajoute le BIT : « Si l'on regarde vers l'avenir, la croissance projetée de l'emploi sera insuffisante pour combler les déficits générés par la crise [...] Au niveau mondial, la reprise devrait entraîner la création nette de 100 millions d'emplois en 2021, puis de 80 millions en 2022. Toutefois, l'emploi prévu en 2021 ne sera toujours pas à la hauteur de son niveau d'avant la crise. En outre, il est probable qu'il y aura moins d'emplois que ceux qui auraient été créés en l'absence de pandémie. Si l'on tient compte de cette croissance perdue de l'emploi, le déficit mondial d'emplois induit par la crise devrait s'élever à 75 millions en 2021 et à 23 millions en 2022.⁸⁷ »

En dépit des mesures de chômage « Covid-19 », les revenus du travail salarié connaissent une baisse dans les pays avancés du capital dans des proportions supérieures à celle induite par la crise de 2007-2008. La segmentation du marché du travail a fait un bond en avant supplémentaire avec une proportion croissante de travailleurs pauvres et privés d'emplois stables⁸⁸ (femmes, jeunes et migrants au premier chef) et les autres, de moins en moins nombreux, davantage protégés par les mécanismes de la démocratie sociale⁸⁹.

« Nous savons que la pandémie de Covid-19 a creusé les clivages sociaux et économiques existants, notamment entre les personnes très qualifiées aux revenus élevés et les personnes peu qualifiées aux revenus modestes, entre les générations, entre les hommes et les femmes, ou entre ceux qui occupent des emplois stables et ceux qui subissent la précarité de l'emploi ou le chômage⁹⁰ », résume l'OCDE lors de la présentation de son rapport, de 2021, sur les « Perspectives de l'emploi ».



USA/Europe : Masse salariale réelle et PIB en volume

⁸⁷ « *Emploi et questions sociales dans le monde. Tendances 2021* » OIT, 2 juin 2021, in : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_794491.pdf

⁸⁸ « Pour aggraver les choses, un grand nombre des emplois nouvellement créés devraient être de faible productivité et de mauvaise qualité. Entre 2019 et 2022, le taux de croissance moyen de la productivité du travail devrait tomber au-dessous de celui d'avant la crise pour tous les pays, sauf ceux à revenu élevé. Le manque de possibilités d'emplois productifs sera plus grave dans les pays à faible revenu, en raison de la croissance atone du produit intérieur brut et de la forte augmentation de la population en âge de travailler. Dans ces pays, la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail devrait passer d'un taux déjà modeste de 0,9 pour cent pour la période 2016-2019 à un taux négatif de -1,1 pour cent pour 2019-2022. ... Les travailleurs informels ont également été touchés de façon démesurée par la crise. Environ 2 milliards de travailleurs – soit 60,1 pour cent des personnes employées dans le monde – travaillaient de manière informelle en 2019. Les salariés informels risquaient trois fois plus que leurs homologues formels et 1,6 fois plus que les travailleurs indépendants de perdre leur emploi en raison de la crise. » Ibidem.

⁸⁹ « Les travailleurs les plus qualifiés exercent souvent des professions qui ont été moins touchées par les pertes d'emplois et qui ont bénéficié d'options de travail à distance. La possibilité de travailler à domicile dans des professions plus qualifiées et dans des zones où l'accès à Internet est plus facile a accentué les inégalités entre le Nord et le Sud, entre les ménages de statuts socio-économiques différents et entre zones rurales et zones urbaines. » Ibidem.

⁹⁰ « *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2021 : Affronter la crise du COVID-19 et préparer la reprise* » in : <https://www.oecd.org/perspectives-de-l-emploi/#lire-le-rapport>

La baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation de la pauvreté dans les pays développés est pour l'instant relativement peu importante grâce aux amortisseurs sociaux mis en place par les États capitalistes les plus forts. En revanche, la chute des salaires et la hausse de la pauvreté se sont accélérées considérablement dans les pays plus périphériques du MPC.⁹¹

Selon le FMI⁹², reprenant à son compte les estimations du BIT, on est en présence d'un accroissement du nombre de pauvres dans les LIC pour la première fois depuis trente ans, plus exactement depuis la crise financière dite asiatique de 1998. Et ce alors qu'auparavant la pauvreté avait nettement baissé selon les critères du FMI en parvenant à ne concerner « que » 800 millions de personnes dans le monde. Désormais, en conséquence directe de la pandémie, près de 110 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim s'ajoutent aux 800 millions d'avant 2020. Les mouvements migratoires, retombés à leur niveau de 2013, vont reprendre de plus belle du fait de l'instabilité sociale croissante des pays les plus pauvres.

La crise financière de 2007-2008 suivie par la crise fiscale des États, commencée en 2010, ont poussé bon nombre de capitalistes à ne pas investir dans l'outil de production pour accroître la productivité du travail, en vue de l'augmentation de la masse de marchandises produites. Le principal moyen pour dégager davantage de plus-value du travail humain a été la dépréciation de la force de travail obtenue par les licenciements, la hausse des cadences, les délocalisations et la précarisation. Les plans de relance de l'accumulation de capital que les États mettent en œuvre visent avant tout à dynamiser les investissements en capital fixe. Mais cela laisse peu d'espoir d'une appréciation des salaires.

En effet, car les nouveaux métiers qui seront nécessaires pour remplir les tâches associées à l'introduction des nouvelles technologies ne correspondent pas aux caractéristiques de la force de travail qui a vocation à être remplacée ou exclue des procès de travail. Le rapport d'octobre 2020 du Forum de Davos⁹³, intitulé « Le futur des emplois » avertit que :

« Les employeurs s'attendent à ce que d'ici 2025, les rôles de plus en plus redondants diminueront, passant de 15,4 % de la main-d'œuvre à 9 % (baisse de 6,4 %) et que les professions émergentes passeront de 7,8 % à 13,5 % (croissance de 5,7 %) de l'effectif total des entreprises interrogées. Sur la base de ces chiffres, nous estimons que d'ici 2025, 85 millions d'emplois pourraient être déplacés par une évolution de la division du travail entre humains et machines, tandis que 97 millions de nouveaux rôles pourraient émerger plus adaptés à la nouvelle division du travail entre humains, machines et algorithmes. Les écarts de compétences restent élevés, car les compétences recherchées dans tous les emplois évoluent au cours des cinq prochaines années. Les principaux groupes de compétences que les employeurs considèrent comme de plus en plus importants d'ici 2025 comprennent des groupes tels que la pensée et l'analyse critiques ainsi que la résolution de problèmes, et des compétences en autogestion telles que l'apprentissage actif, la résilience, la tolérance au stress et la flexibilité. En moyenne, les entreprises estiment qu'environ 40 % des travailleurs auront besoin d'une reconversion de six mois ou moins et 94 % des chefs d'entreprise déclarent qu'ils s'attendent à ce que les employés acquièrent de nouvelles compétences sur le tas, une forte augmentation par rapport à 6 % en 2018. »⁹⁴ ».

Ainsi, à terme, l'augmentation de la productivité du travail social au moyen de l'augmentation de la composition technique de capital aura pour résultat la dévalorisation de la force de travail car les marchandises constitutives de sa reproduction seront produites à des coûts inférieurs. Bien entendu, ceci n'est pas spécifique à la période que nous traversons mais il s'agit d'une tendance permanente du MPC.

Et si le prolétariat relève la tête, reste l'outil très politique de la dépréciation monétaire pour annuler les éventuelles hausses de salaires arrachées par les luttes ouvrières. La dévaluation de la

⁹¹ « Par rapport à 2019, on estime que 108 millions de travailleurs supplémentaires sont aujourd'hui extrêmement ou modérément pauvres, ce qui signifie qu'eux-mêmes et les membres de leur famille doivent vivre avec moins de 3,20 dollars américains par jour en termes de parité de pouvoir d'achat. Cinq années de progrès vers l'éradication de la pauvreté au travail ont été annulées, car les taux de pauvreté au travail sont maintenant revenus à ceux de 2015. » « Emploi et questions sociales dans le monde. Tendances 2021 » op.cit.

⁹² Voir : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/COVID19-and-global-inequality-joseph-stiglitz.htm>

⁹³ Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Forum_économique_mondial

⁹⁴ Voir : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Future_of_Jobs_2020.pdf

monnaie⁹⁵ dite compétitive est une arme aux mains de la bourgeoisie pour réduire les « acquis » de la classe ouvrière obtenus lors de ses combats⁹⁶. Ces quelques considérations valent essentiellement pour les pays capitalistes développés. Pour les LIC, on va assister à l'agrandissement du fossé qui les sépare des pays capitalistes développés, comme après une guerre.

Quand les États les plus riches se chargent du marché du travail...

La classe ouvrière a été subventionnée par l'État pendant la pandémie et le sera encore pour longtemps. On a assisté à cette occasion à une sorte de nationalisation des salaires via le chômage partiel (qui a touché près de 80 % de la main d'œuvre en France et ailleurs). Actuellement, cela passe par des plans de relance dont une partie sera distribuée en salaires. L'État sert donc indirectement d'employeur.

Cette crise a permis aux États de réaliser d'importants progrès en matière de contrôle des populations. L'exercice de « domestication de masse » lié à la crise sanitaire, est important. La peur engendrée par la pandémie est un formidable instrument de contrôle social à disposition des États.

Mais, cette crise a aussi été l'occasion de tester en grandeur réelle de « nouvelles » méthodes de travail, comme le télétravail, par exemple. Ce dernier n'a certes pas vocation à devenir la nouvelle organisation du travail généralisée, car d'une part, toutes les fonctions ne sont pas « télé-travaillables⁹⁷ » et d'autre part, il s'agit pour le capital de continuer à maintenir un contrôle efficace de cette masse de travailleurs. Mais il est certain que dorénavant, le télétravail occupera une place accrue dans l'organisation du travail avec à la clé des gains pour les entreprises (moins de rente foncière à payer, moins de frais de déplacement, plus de flexibilité des travailleurs, etc.) mais également du côté de la force de travail (organisation plus « libre » de leur temps de travail, moins de déplacements, etc.).

On peut ainsi commencer à identifier de plus en plus précisément des tendances de l'évolution des rapports de travail, de la transformation de la composition technique et de l'organisation du travail. Si l'on se réfère aux discours de certains présidents (Biden, Macron, Draghi notamment), on commence à entrevoir ce qu'ils veulent faire de la classe ouvrière après la pandémie. L'application des transformations des politiques de chômage en France aujourd'hui en est un bon exemple, tout comme les transformations en cours dans les plans de retraite.

En France, la récente loi sur le chômage peut servir d'indicateur des tendances en cours et nous renseigner sur les réflexions des classes dirigeantes concernant la relation capital/travail. Cette loi répond à trois objectifs principaux :

1. Prendre acte de l'installation d'un chômage de longue durée (qui va fatalement augmenter à cause de la pandémie) et d'une masse importante d'emplois qui vont disparaître car ils ne sont plus en adéquation avec les besoins des entreprises. Ils ne correspondent plus au besoin de la valorisation, (dans le secteur bancaire par exemple).
2. Favoriser une restructuration du marché du travail (moins « intermittente »).
3. Accompagner et encadrer la paupérisation relative résultante.

L'objectif de la réforme est marginalement de faire des économies (on parle d'1,5 milliard d'euros d'économie, alors qu'Air France va recevoir 4 milliards d'euros d'un coup...), mais

⁹⁵ Les économistes bourgeois le reconnaissent à leur manière, voir par exemple :

<https://www.federalreserve.gov/pubs/ifdp/1978/120/ifdp120.pdf>

Ou encore :

http://portal.uc3m.es/portal/page/portal/instituto_figuerola/home/events_news/8summerschool_2013/programme/adr.pdf

⁹⁶ Un exemple remarquable est l'utilisation de la dévaluation de la monnaie lors de la période des luttes en Italie des années 1970. Le banquier central italien, Guido Carli, était à la manœuvre à l'époque (avec le soutien des staliniens, des syndicats et des trotskystes). L'objectif politique (outre le fait de réduire les dépenses de l'État et des entreprises) était de dévitaliser les luttes sur le salaire. Car l'introduction d'un système d'ajustement dit automatique des salaires sur l'inflation, cogéré avec les syndicats, définissait les augmentations nécessaires quand l'inflation était trop forte.

⁹⁷ Voir : OECD, July 2021, « *Measuring telework in the covid-19 pandemic* » in : <https://www.oecd.org/sti/measuring-telework-in-the-covid-19-pandemic-0a76109f-en.htm>

est plutôt d'accompagner un mouvement de restructuration du marché de la force de travail (faire que les chômeurs soient plus actifs dans la recherche d'un emploi).

Ces conditions tendent à montrer que le coût de la main-d'œuvre va être considérablement réduit dans tous les secteurs, car l'État va continuer à développer des systèmes d'aides à l'emploi beaucoup plus généreux à l'égard des entreprises (aides à l'embauche, formations subventionnées, etc.) et parce que tous les secteurs qui sont très gourmands en main-d'œuvre mais peu productifs vont être cassés. Il pourrait émerger une pression ultérieure de la classe ouvrière sans travail sur celle qui aura du travail, une poussée importante à la délocalisation et à l'acceptation d'une plus grande flexibilité et mobilité des travailleurs licenciés.

La crise politique de la classe ouvrière est visible tant sur le plan matériel que sur le plan politique.

Sur le plan matériel, parce qu'elle a subi un assaut en règle rendu possible par la pandémie : les rapports de travail ont été complètement bouleversés par la crise virale, à plusieurs titres, non seulement pour ce qui est de l'organisation du travail, mais aussi en ce qui concerne le rapport général des forces où l'État, comme en France, en Belgique, etc., est devenu de facto l'employeur de 80 % de la main-d'œuvre, pendant quelques mois. C'est une proportion similaire en Italie. Et si l'on considère l'aide publique aux entreprises, c'est probablement la même chose en Allemagne. Aux États-Unis, le mécanisme de contrôle diffère, mais le résultat est le même dans la mesure où la Fed achète les marchés (directement ou indirectement). Idem pour la Chine, pour le Japon, etc. Il s'agit donc d'une offensive contre les rapports concrets de production qui est lancée par les États eux-mêmes, qui font des incursions en profondeur dans les rapports de travail tels qu'ils existent, devenant de fait, explicitement ou implicitement, les employeurs d'une grande partie de la classe ouvrière. En échange, ou du moins d'un même mouvement, les États sont en mesure d'établir des limitations à la circulation, des limitations aux conditions de la reproduction, des limitations sur le procès de travail concret que chaque ouvrier doit exécuter, etc. Ces limitations ne sont pas juste l'expression d'une sorte de nouveau despotisme de l'État, elles trouvent avant tout leur raison d'être dans la pandémie (nous ne parlerons donc pas de « dictature sanitaire »). Mais les États ont largement profité de la situation et se sont emparés très largement des conditions de travail et des conditions de reproduction de la classe. Par exemple, quand l'État dicte les conditions aux entreprises qui veulent fermer des usines ou à celles qui, comme PSA, veulent employer en France des salariés de ses sites polonais. L'État est capable de s'imposer parce qu'il aligne des dizaines de milliards d'euros et que les entreprises sont secouées par cette crise dite exogène.

Sur le plan politique, face à cet État devenu DRH en chef, la classe ouvrière est politiquement inexistante, prise entre son absence d'organisation propre et une gauche d'État censée la représenter mais totalement acquise à cet interventionnisme étatique à tout crin, quand elle n'en demande pas davantage. Et la question à un million de dollars reste : dans quelle mesure la « nationalisation » des salaires ne va pas introduire/approfondir au sein de la classe, encore plus que jamais, cette tendance innée qui consiste à considérer que l'État doit tout prendre en charge (les tendances les plus nationalistes et les plus réactionnaires) ?

Alors, quelles conséquences pour le prolétariat ? Voici deux pistes de réflexion.

- Dans un monde capitaliste organisé par grands blocs régionaux, dans lequel les territoires productifs ont comme échelle le monde, la lutte nationale perd beaucoup de son sens. À mesure que l'exécutif réellement décideur s'éloigne de plus en plus des rapports directs de production, la lutte syndicale classique, cantonnée au périmètre de l'usine, de l'entreprise ou même d'un secteur d'activité, a d'autant moins d'impact sur les rapports de force. La problématique de la connaissance précise des territoires productifs devient le préalable indispensable à toute action de classe afin qu'elle puisse avoir une incidence visible sur la valorisation.
- Les luttes des travailleurs qui deviennent une « variable indépendante », incontrôlable, de la valorisation, représentent la seule véritable arme dont disposent les prolétaires pour se défendre d'une manière conséquente. Ces luttes sont alors tout à la fois défensives (« économiques ») et politiques. La lutte politique indépendante de la classe exploitée a démontré par le passé qu'elle était

capable d'ébranler les rapports sociaux et, partant, de préserver pendant un temps plus ou moins long, en fonction de l'intensité et de la durée des combats ouvriers, les concessions arrachées à l'ennemi de classe. La lutte politique est aussi le seul lien organique concret entre la défense de la condition ouvrière dans ce monde et l'offensive révolutionnaire pour le changer en profondeur, pour bâtir une société sans marchandises, sans États, sans patrons.

Annexes

Annexe 1 : Banques centrales et monnaies numériques

S'il était encore nécessaire de prouver la transformation du rôle des banques centrales et de leur mue explicite en acteur politique de tout premier plan, il suffirait de se référer à leur préparation de l'émission – à relativement court terme, 2 à 4 ans⁹⁸ – de monnaies numériques (CBDC – *Central Bank Digital Currency*). Ce tournant s'explique par les tentatives récurrentes d'acteurs industriels privés (Facebook et ses 2 milliards de clients potentiels avec sa tentative de monnaie numérique Libra⁹⁹, Ant, etc.) et par la diffusion sans précédent des cryptomonnaies – des marchés opaques et ultra-spéculatifs inspirés par le système de Ponzi¹⁰⁰ – de catalyser des masses croissantes d'argent en manque de transformation en capital.

La principale motivation des « *govcoins*¹⁰¹ » est donc la volonté des banques centrales de préserver le monopole de l'émission de l'équivalent général, de l'émission de monnaies.

« *La première fonction de l'or¹⁰² consiste à fournir à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs comme grandeurs de la même dénomination, de qualité égale et comparables sous le rapport de la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs. C'est en vertu de cette fonction que l'or, la marchandise équivalent, devient monnaie.*¹⁰³ » Karl Marx, *Le Capital - Livre premier* 1867 Le développement de la production capitaliste.

La deuxième motivation de la probable émission de CBDC tient de la tendance immanente du mode capitaliste de production à la multiplication des instruments de crédit. Les CBDC seront, comme toute autre monnaie, des moyens de paiement général différé, donc des instruments de crédit. Le grand développement des marchés des taux de change des devises que les CBDC promettent apportera une source additionnelle considérable de capital porteur d'intérêt.

⁹⁸ « *Les responsables européens veulent lancer un euro numérique d'ici 2025. Le 19 avril, la Banque d'Angleterre et le Trésor britannique ont créé un groupe de travail chargé d'étudier cette idée. Aux États-Unis, la Fed étudie également la question. Selon une enquête de la Banque des règlements internationaux, la grande majorité des banques centrales étudient ou expérimentent les CBDC. Elles pourraient être utilisées par des pays représentant un cinquième de la population mondiale d'ici trois ans seulement.* » *The Economist*. 08 mai 2021.

⁹⁹ « *Qu'est-ce qui a provoqué ce changement ? M. Landau pense que c'est "le coup de semonce qu'a représenté Libra". Libra était le premier nom d'une monnaie numérique et d'un réseau de paiements annoncés en juin 2019 par Facebook, qui prévoyait d'émettre des jetons adossés à un panier de devises. "Cela a été un véritable choc pour la plupart des membres de la communauté monétaire internationale", explique M. Landau. Un deuxième moteur a été le déclin de l'utilisation de l'argent liquide. Si l'argent liquide ne peut plus être utilisé pour des transactions, il perd beaucoup de sa puissance, car il doit être un moyen d'échange pour être une réserve de valeur.* » *The Economist*. 08 mai 2021.

et aussi :

« *Facebook a menacé tout cela, avec son énorme réseau d'utilisateurs, ce qui signifie que plus de 2 milliards de personnes pourraient adopter une nouvelle monnaie. Cela rendait Libra instantanément crédible en tant que moyen d'échange. Son réseau aurait été transfrontalier. Et dans son incarnation originale, il aurait introduit une nouvelle unité de compte. Cela soulevait la perspective que les citoyens utilisent des monnaies sur lesquelles les banques centrales n'avaient aucun contrôle. Les autorités de régulation ont dûment résisté à cette idée.* » *The Economist*. 08 mai 2021.

¹⁰⁰ Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Système_de_Ponzi

¹⁰¹ Monnaies numériques gouvernementales.

¹⁰² Aujourd'hui, l'or a été lui-même remplacé par des devises qui représentent la capacité escomptée de valorisation des formations économiques et sociales dont elles émanent.

¹⁰³ Karl Marx *Le Capital Livre I* section : la marchandise et la monnaie Chapitre III : La monnaie ou la circulation des marchandises I. Mesure des valeurs, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-3-1.htm>

« Il est clair, en tout cas, qu'avec le perfectionnement du système de crédit, donc de la production bourgeoise en général, la fonction de l'argent comme moyen de paiement prendra de l'extension aux dépens de sa fonction de moyen d'achat et plus encore comme élément de la thésaurisation.¹⁰⁴ »

« À mesure que le rôle du capital productif d'intérêts et du crédit gagne en importance, le capital semble doubler et même tripler, parce que le même capital ou la même créance apparaît sous plusieurs formes et dans plusieurs mains. La plus grande partie de ce "capital-argent" est purement fictive.¹⁰⁵ » Cette « œuvre du crédit (qui) double, triple, multiplie tout et en fait des chimères », ajoute plus loin Karl Marx.

La troisième motivation en faveur des CBDC est l'accélération, toutes choses égales par ailleurs, de la rotation du capital par la prolifération des paiements instantanés. Dans le système actuel, le temps de paiement est de l'ordre de deux à trois jours et passe par des acteurs bancaires traditionnels (donc faillibles). À cela s'ajouterait la réduction des coûts des transactions grâce à la désintermédiation (pas ou moins d'intermédiaires dans la chaîne des paiements).

« Les "govcoins" pourraient réduire les frais de fonctionnement de l'industrie financière mondiale, qui s'élèvent à plus de 350 dollars par an pour chaque habitant de la planète. Cela pourrait rendre la finance accessible aux 1,7 milliard de personnes qui n'ont pas de compte bancaire. Les monnaies numériques gouvernementales pourraient également élargir la panoplie d'outils des gouvernements en leur permettant d'effectuer des paiements instantanés aux citoyens et de ramener les taux d'intérêt en dessous de zéro. Pour les utilisateurs ordinaires, l'attrait d'un moyen de paiement gratuit, sûr, instantané et universel est évident. » *The Economist*. 08 mai 2021.

À ces explications fondamentales, s'ajoute la crainte, sans cesse soulignée par les représentants des classes dominantes, de la perte de contrôle des gouvernements et des banques centrales sur l'émission de monnaie.

« L'une des motivations des gouvernements et des banques centrales est la peur de perdre le contrôle. Aujourd'hui, les banques centrales exploitent le système bancaire pour amplifier la politique monétaire. Si les paiements, les dépôts et les prêts migrent des banques vers des royaumes numériques privés, les banques centrales auront du mal à gérer le cycle économique et à injecter des fonds dans le système en cas de crise. Les réseaux privés non supervisés pourraient devenir le Far West de la fraude et des abus de la vie privée. » (*The Economist*. 08 mai 2021).

Toujours selon le même numéro de *The Economist*, la perturbation la moins remarquée à la frontière entre la technologie et la finance pourrait s'avérer être la plus profonde : la création de monnaies numériques gouvernementales devrait permettre aux épargnants de déposer des fonds directement auprès d'une banque centrale sans passer par les prêteurs traditionnels, banques commerciales en tête.

« Depuis quelques années, des entrepreneurs ont construit un monde expérimental de "finance décentralisée", dont le bitcoin est la partie la plus célèbre et qui contient une foule de jetons, de bases de données et de conduits qui interagissent à des degrés divers avec la finance traditionnelle. Dans le même temps, les entreprises de "plateformes" financières comptent aujourd'hui plus de 3 milliards de clients qui utilisent des portefeuilles électroniques et des applications de paiement. Aux côtés de PayPal, on trouve d'autres spécialistes comme Ant Group, Grab et Mercado Pago, des entreprises établies comme Visa et des aspirants de la Silicon Valley comme Facebook. Les monnaies numériques gouvernementales ou de la banque centrale constituent l'étape suivante, mais elles présentent une particularité : elles centralisent le pouvoir au sein de l'État plutôt que de le répartir sur les réseaux ou de le confier à des monopoles privés. L'idée qui sous-tend ces monnaies est simple. Au lieu de détenir un compte dans une banque de détail, vous le feriez directement auprès d'une banque centrale par le biais d'une interface ressemblant à des applications telles qu'Alipay ou Venmo. Plutôt que de faire des chèques ou de payer en ligne avec une carte, vous pourriez utiliser le canal bon marché de la banque centrale. Et votre argent serait garanti par la pleine confiance dans l'État, et non par une banque faillible. » *The Economist*. 08 mai 2021.

¹⁰⁴ Karl Marx *Critique de l'économie politique Premier livre : du capital*, première section : le capital en général Chapitre II : La monnaie ou la circulation simple III. La monnaie b) Moyen de paiement, in : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100m.htm>

¹⁰⁵ Karl Marx *Le Capital - Livre III* Le procès d'ensemble de la production capitaliste § 5 : Subdivision du profit en intérêt et profit d'entreprise. Le capital productif d'intérêts. Chapitre XXIX : Les éléments constitutifs du capital de banque, in : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_28.htm

Aussi et accessoirement, la création d'un vaste marché monétaire de CBDC évite le risque de pénurie des billets, en cas d'inflation élevée notamment. Dans le même ordre d'idées, la centralisation entre les mains des principales banques centrales d'un grand nombre de paiements diminuerait les failles de sécurité et de solvabilité des banques commerciales qui dominent actuellement les marchés des devises.

« Idéalement, la monnaie constitue une réserve de valeur fiable, une unité de compte stable et un moyen de paiement efficace. L'argent d'aujourd'hui reçoit un accueil mitigé. Les déposants non assurés peuvent souffrir en cas de faillite des banques, le bitcoin n'est pas largement accepté et les cartes de crédit sont chères. Les monnaies électroniques d'État obtiendraient un score élevé, car elles sont garanties par l'État et utilisent un centre de paiement central et bon marché. » The Economist. 08 mai 2021

Côté banques centrales, elles profiteraient de la montée exponentielle des dépôts des agents économiques qu'elles inscriront à leurs actifs dans le total de leurs bilans. A titre d'exemple, la Reserve fédérale américaine a accru son total de bilan à un rythme annuel de 38 % en moyenne depuis le début de la pandémie. Avec leurs détentions des titres de la dette souveraine, ces dépôts renforceraient leur collatéral en cas de coups durs sur la parité de leurs devises respectives.

L'impact sur la sphère financière qu'engendrerait la généralisation des CBDC serait énorme car les banques commerciales devraient se « réinventer » de fond en comble, avec des répercussions prévisibles sur l'organisation du travail et sur la gestion de la force de travail

« Sans contrainte, les govcoins pourraient rapidement devenir une force dominante dans la finance, en particulier si les effets de réseau rendent difficile pour les gens de s'en retirer. Les govcoins pourraient déstabiliser les banques, car si la plupart des personnes et des entreprises cachent leur argent dans les banques centrales, les prêteurs devront trouver d'autres sources de financement pour garantir leurs prêts. » The Economist. 08 mai 2021.

Enfin, l'essor des CBDC se solderait par un contrôle accru de l'État sur la société civile et un facteur de perturbation géopolitique d'après *The Economist*. Cette dernière considération apparaît pertinente si l'on garde en mémoire que cette période est marquée par la multiplication des guerres monétaires et commerciales.

« Une fois qu'elles auront pris de l'ampleur, les govcoins pourraient devenir un moyen permettant à l'État de contrôler les citoyens : pensez aux amendes électroniques instantanées en cas de mauvais comportement. Ils pourraient également modifier la géopolitique, en fournissant un canal pour les paiements transfrontaliers et des alternatives au dollar, la monnaie de réserve mondiale et le pivot de l'influence américaine. Le règne du billet vert repose en partie sur l'ouverture des marchés de capitaux et des droits de propriété américains, que la Chine ne peut concurrencer. Mais il repose également sur d'anciens systèmes de paiement, des conventions de facturation et une certaine inertie, ce qui le rend propice aux perturbations. Les petits pays craignent qu'au lieu d'utiliser la monnaie locale, les gens passent aux monnaies électroniques étrangères, provoquant ainsi le chaos chez eux. » The Economist. 08 mai 2021.

« Cette métamorphose des banques centrales, qui sont passées du statut d'aristocrates de la finance à celui de ses ouvriers, peut sembler farfelue, mais elle est en cours. Plus de 50 autorités monétaires, représentant l'essentiel du PIB mondial, explorent les monnaies numériques. Les Bahamas ont émis de la monnaie numérique. La Chine a déployé son projet pilote d'e-yuan auprès de plus de 500 000 personnes. L'Union européenne veut un euro virtuel d'ici 2025, la Grande-Bretagne a créé un groupe de travail et l'Amérique, l'hégémonie financière mondiale, met en place un hypothétique e-dollar. » The Economist. 08 mai 2021.

Annexe 2 : Les principaux plans de relance dans le monde

Les plans de relance sous le signe de la « green economy »

Les plans de relance, avec les transformations des conditions de la production qui s'y rattachent, sont en priorité la réponse du Capital à la baisse effective des taux de productivité du travail social. Ils sont de fait au cœur des recompositions géostratégiques en cours, et en constituent un enjeu essentiel.

La « green economy » représente la colonne vertébrale de ces plans avec les dépenses en infrastructures traditionnelles et les investissements productifs en automation et robotisation. L'urgence d'aborder la question du climat et de la production de CO2 ne relève guère d'une soudaine prise de

conscience environnementale de la part du système capitaliste. Elle correspond au contraire à la volonté de réduire des émissions de gaz qui sont à l'origine du réchauffement climatique qui compressent de plus en plus la profitabilité du système capitaliste engendrant des dépenses improductives croissantes pour en contenir les effets négatifs. D'après une intéressante étude rédigée par une équipe de chercheurs de l'*University College* de Londres (UCL) et publiée le 6 septembre 2021,

« D'ici 2100, le PIB mondial pourrait être inférieur de 37 % à ce qu'il serait sans les impacts du réchauffement, compte tenu des effets du changement climatique sur la croissance économique. Sans tenir compte des dommages durables - exclus de la plupart des estimations - le PIB serait inférieur d'environ 6 %, ce qui signifie que les impacts sur la croissance pourraient multiplier par six les coûts économiques du changement climatique. [...] il existe encore une incertitude considérable quant à l'ampleur des dommages climatiques qui continuent d'affecter la croissance à long terme et dans quelle mesure les sociétés peuvent s'adapter pour réduire ces dommages ; selon l'ampleur de l'impact sur la croissance, les coûts économiques du réchauffement de ce siècle pourraient représenter jusqu'à 51 % du PIB mondial.¹⁰⁶ »

Pour donner une idée de l'ordre de grandeur des dépenses improductives consenties par l'État américain ainsi que les indemnités versées par les assureurs associées au dérèglement climatique cédon la parole à Lael Brainard, membre du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine :

« Le coût total des catastrophes météorologiques et climatiques aux États-Unis, au cours des cinq dernières années complètes, dépasse 630 milliards de dollars (ce montant correspond à environ 0,64 % du PIB des États-Unis cumulé des années de 2016 à 2020, soit 101 000 milliards de dollars. À titre de comparaison, les dépenses publiques du pays - fédérales, nationales et locales - ont été de l'ordre de 38 % du PIB dans la période prise en compte Ndlr), ce qui est un record. Au cours de cette période, des inondations massives dans le Midwest ont causé des milliards de dollars de dommages aux fermes, aux maisons et aux entreprises. Le Département d'assurance de la Californie a documenté des problèmes croissants liés à la disponibilité d'une assurance incendie pour les propriétaires, et la législation de l'État a fourni de nouvelles protections aux survivants des incendies de forêt. L'année dernière a été la sixième année consécutive que les États-Unis ont connu au moins dix milliards de dollars de catastrophes météorologiques et climatiques. Et cet été, on estime à lui seul que l'ouragan Ida a causé plus de 30 milliards de dollars de pertes d'assurance.¹⁰⁷ »

Synthèse de l'essentiel des principaux plans de relance

« En volume, les aides d'État représentent des montants considérables : la Commission européenne estime à plus de 3 000 milliards d'euros (Mathieu Collin et al., 2021) les montants d'aides autorisés pour les différents États membres à fin décembre 2020 [...]. Ces montants, mobilisables dans le cadre des régimes d'aides d'État, sont inégalement répartis au sein des membres de l'Union européenne, et profitent principalement à l'Allemagne (plus de 50 %), à l'Italie et à la France (respectivement 14 % et 13 %). [...] Par leur ampleur (en volume), leur large périmètre de bénéficiaires et leurs modalités d'octroi, les aides d'État autorisées par la Commission au titre des mesures temporaires ont de facto joué pour les entreprises comme une forme de mécanisme d'assurance contre le choc économique qu'elles subissaient.¹⁰⁸ »

¹⁰⁶ « Le coût social du dioxyde de carbone sous les rétroactions climat-économie et la variabilité de la température » *Environmental Research Letter*, in : <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac1d0b/pdf>

¹⁰⁷ Intervention à la conférence de la Réserve fédérale de Boston du 7 octobre 2021. <https://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/files/brainard20211007a.pdf> et <https://www.ncdc.noaa.gov/billions/events>

¹⁰⁸ Voir : *Bulletin de la Banque de France*. 283/3, Novembre-Décembre 2021, in : https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-banque-de-france_238-3_aides-d-etat.pdf

3 000 milliards d'euros

le montant total des aides d'État autorisées par la Commission européenne à fin décembre 2020, dans le cadre de la crise Covid-19, pour les États membres de l'Union européenne (UE)

20 %

la part de ces aides orientée vers un secteur donné ou des entreprises de taille spécifique

389 décisions

le nombre de décisions d'aides d'État autorisées par la Commission européenne à fin décembre 2020 pour les États membres de l'UE, dans le contexte de la crise Covid-19

Répartition des aides d'État « Covid-19 » autorisées par la Commission européenne pour les États membres de l'Union européenne entre le 19 mars et le 31 décembre 2020 (en % du montant total)



Note : Les montants autorisés diffèrent de ceux qui sont effectivement versés, et pour lesquels nous ne disposons pas de données exhaustives.

Sources : Commission européenne et calculs des auteurs.

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
USA	4 700	23 % (2020-21)	Budget total mis en place par l'État fédéral, dont 3300 milliards ont déjà été dépensés (sept. 2021).
	répartis comme suit		
	450		<i>American Rescue Plan</i> : en soutien direct aux ménages, pour assurer nourriture, logement, soins aux enfants, etc.
	~240		<i>American Rescue Plan</i> : soutien fiscal aux gouvernements des États, des territoires, des collectivités locales et des tribus, qui est utilisé pour lutter contre la pandémie et accélérer la reprise économique locale
	~1900		<i>CARES Act.</i> inclut le financement des vaccins et des fournitures médicales, étend l'aide au chômage et fournit une nouvelle série d'aides financières d'urgence aux ménages, aux petites entreprises et aux autorités locales.
	~350		<i>Coronavirus State and Local Fiscal Recovery Fund</i> : <ul style="list-style-type: none"> - Réduire la propagation du virus et à maîtriser la pandémie. - Remplacer les pertes de revenus pour les gouvernements étatiques, locaux, territoriaux, etc. et renforcer le soutien aux services publics vitaux et contribuer au maintien des emplois. - Soutenir la stabilisation économique immédiate des ménages et des entreprises - S'attaquer aux problèmes systémiques de santé publique et d'économie qui ont contribué à l'impact inégal de la pandémie.
	~850		<i>Consolidated Appropriations Act, 2021</i>

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
	500		Projet de loi d'allègement Covid-19
Chine	~615	4,8% (2020)	L'ampleur totale de la relance budgétaire générale est estimée à 4,5-5 % du PIB en 2020.
répartis comme suit	320 à 384	2,5 à 3 %	Réduction impôts + assurance sociale des entreprises, etc.
	40	0,3 %	Lutte contre le coronavirus
	130 à 195	1 à 1,5 %	Investissements dans les infrastructures et le système de santé
	37	0,3 %	
			La croissance du crédit est passée de 10,9 % en 2019 à 13,3 % en 2020, totalisant 34 000 milliards de RMB, soit 8 600 milliards de plus qu'en 2019.
Europe	> 2 800	~20 %	
répartis comme suit	750	5,4 %	Dons de relance européenne entre 2021 et 2026
	240	1,7 %	Mécanisme européen de stabilité (MES)
	37	0,3 %	Initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus (destinée à soutenir les travailleurs et les soins de santé)
	1		Garanties pour le Fonds européen d'investissement
	11,5		Relance à partir du budget 2014-2020, mécanisme temporaire de soutien aux systèmes nationaux d'assurance chômage (SURE), basé sur des prêts, doté de 100 milliards d'EUR
	1 850	13,2 %	Programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) de la BCE
	25		BEI => Fonds pan-européen de garantie sur crédit pour les prêts bancaires au secteur des entreprises
France	~220	~9 %	
	71	2,9 %	Subventions pour le chômage partiel + soutien petites entreprises + transferts aux ménages à faibles revenus
	~50	2,1 %	Aide au revenu + soutien secteur automobile + tourisme + l'aérospatiale
	100	4,1 %	Plan de relance réparti entre 2021 et 2022, avec environ 60 milliards d'euros provenant du budget national.

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
Allemagne répartis comme suit	20	0,8 %	Fonds de solidarité + chômage partiel
	250	7,5 %	
	120	3,5 %	Subventions/prêts petites entreprises + accès plus facile au chômage partiel
	130	3,8 %	Réduction temporaire de la TVA, augmentation des allocations familiales, augmentation des subventions aux entreprises et investissements publics
Royaume-Uni	600	17,5 %	Fonds de stabilisation économique dont 400 milliards d'euros en garanties pour le financement des entreprises sur le marché des capitaux, 100 milliards d'euros pour des prises de participation directes et 100 milliards d'euros sous forme de prêt à la KfW
	450 milliards (£)	20,3 % (2020)	Quantitative easing (global)
répartis comme suit	200 (£)		QE annoncé le 19 mars 2020
	100 (£)		QE annoncé le 18 juin 2020
	150 (£)		QE annoncé le 5 novembre 2020
Plus	12,7 (£)	2022	Hors mesures d'urgence => déduction pour amortissement de 130 % (destinée à stimuler l'investissement)
	55 (£)	2021	Financement supplémentaire des services publics
Italie	>135	3 % (2020) et 4,4 % (2021)	
répartis comme suit	25	1,4 %	<i>Cura Italia</i> - augmentation des dépenses de santé, report des paiements des impôts et de la sécurité sociale, augmentation des aides au chômage partiel
	400	22,4 %	<i>Liquidità</i> - système de garantie fourni par la <i>Cassa Depositi e Prestiti</i> (via SACE), 200 milliards de garanties nouveaux prêts aux grandes entreprises et aux PME et 200 milliards de garanties sur les exportations.
	55	3,1 %	<i>Recovery decree</i> - chômage partiel et aide aux travailleurs indépendants, « revenu d'urgence » pour les personnes non couvertes par d'autres prestations et des crédits d'impôt pour les entreprises
	25	1,4 %	<i>August decree</i> - prolongation des mesures de soutien aux revenus + soutien aux collectivités locales

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
	30,6	1,9 %	Dépenses supplémentaires du budget national pour compléter les dépenses financées par le fonds de relance de l'UE.
République Tchèque	~ 10	4,6 %	Ampleur totale des mesures discrétionnaires de relance budgétaire en 2020
Hongrie	~3 000 milliards HUF	5,6 %	Assouplissement quantitatif
	1 550 milliards HUF	3 %	Obligations d'entreprises dans le cadre du programme de financement de la croissance (BGS)
	307 milliards HUF		Obligations hypothécaires
	2940 milliards HUF	5,6 %	Programme « Go ! » de financement de la croissance, => prêts au secteur des PME
Suède	700 milliards de SEK	fin 2021	Enveloppe globale de l'assouplissement quantitatif
	500 milliards de SEK		Injections de liquidités (jusqu'à 4 ans) pour soutenir les entreprises et surtout les PME
Russie	6 400 milliards de roubles	2,9 %	2020-2021
Brésil	~147	8 %	dont plus de la moitié en transferts directs aux ménages (dont 135 milliards de R\$, soit 1,8 % du PIB issus des réserves obligatoires).
	1300 milliards R\$	17 %	Capacité de crédit dont assouplissement des réserves obligatoires, une plus grande flexibilité pour les titres agro-industriels, un plafond plus élevé pour le rachat de titres bancaires par les banques et l'utilisation des réserves obligatoires existantes pour l'achat de dettes d'entreprises.
Canada	335 milliards de \$ canadien	15 %	Allègement fiscal (2020)
	140 milliards de \$ canadien	6 %	Allègement fiscal (2021)
	78 milliards de \$ canadien		Promesse électorale des libéraux (2021)

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
			En septembre 2021, le rythme des achats bruts d'obligations du gouvernement canadien est de 2 milliards de dollars canadiens par semaine. La dernière réduction du rythme, qui était de 3 milliards de dollars canadiens par semaine, a été annoncée lors de la réunion de la Banque du Canada en juillet 2021. UBS pense que lors de la réunion d'octobre 2021, il y aura une autre réduction qui marquera le début de la phase de réinvestissement, c'est-à-dire que l'assouplissement quantitatif sera ramené à zéro.
Inde	360	15,4 % annoncé (2020)	Sur le total du soutien économique annoncé jusqu'à présent (15,4 % du PIB), la relance budgétaire pure et simple ne représente que 2,2 % du PIB pour l'exercice 2021.
	50	2021	dont 17,6 milliards de dollars US (0,6 % du PIB) de relance budgétaire pure et simple
	32	2022	dont 12 milliards sous forme d'OMOs et 20 milliards de dollars US sous forme de G-SAPs (programme d'acquisition de titres d'État).
Indonésie	398 000 milliards Rp	2020-2021	Rachat dette publique par le biais d'un placement privé
	177 000 milliards Rp	2021	Rachat dette publique par le biais d'un placement privé
Japon	73 000 milliards de Yen	13,4 %	37 000 milliards de yens (6,8 %) sont reportés sur l'exercice 2021. Cela suggère que le stimulus en CY2020 était de 36 trillions JPY (6,6 %) et que le reste (6,8 %) est pour CY2021.
	de 6 à 12 milliards de Yen/an		Achats d'actifs à risque : ETFs
	de 90 à 180 milliards de Yen		Achats d'actifs à risque : JREIT
	de 5 000 à 20 000 milliards de Yen		Achats d'actifs à risque : CB + CPs
Corée du Sud	54 990 milliards de (KRW)	2,6 %	Dépenses fiscales finales (2020)
	60 490 milliards de (KRW)	2,3 %	Dépenses fiscales finales (2021)
	20 000 milliards de (KRW)		Fonds de stabilisation du marché obligataire
	10 000 milliards de (KRW)		Fonds de stabilisation du marché des actions

Pays	Dépenses publiques contre la pandémie (en milliards de dollars américains ou en devises nationales)	Rapport au PIB (%)	Destination
			Le 26 mars 2020, la BoK a annoncé un apport illimité de liquidités par le biais d'opérations Repo hebdomadaires pour les trois mois à venir, a élargi les contreparties à 16 institutions financières non bancaires au lieu de 5 actuellement, et a élargi la garantie aux billets SoE.
			Abaissement du taux d'intérêt de la facilité de prêt intermédiaire à 25 points de base contre 50-75 points de base auparavant (c'est-à-dire la facilité de prêt entre la BoK et les banques commerciales basée sur les prêts des banques commerciales aux PME, le montant de cette facilité a été augmenté deux fois de 10 000 milliards de wons supplémentaires en février et en mai).
	50 000 milliards de (KRW)	2,5 %	Un programme spécial d'aide financière comprenant un programme de prêts à faible taux d'intérêt pour les PME d'un montant de 12 000 milliards de wons KRW et un programme spécial de garantie de prêt de 5 500 milliards de wons KRW.
			Le 16 avril, la BoK a lancé une facilité de prêt adossée à des obligations d'entreprise, un repo d'une durée maximale de 6 mois avec des obligations d'entreprise AA- ou supérieures en garantie, le montant total étant plafonné à 10 000 milliards de wons KRW.

Sources : Banques, Brokers.

Annexe 3 : Textes diffusés sur la pandémie

Pandémie, États–nations et capital

1) L'épidémie du Covid-19 apparaît être la deuxième épidémie virale mondiale la plus grave et menaçante de l'histoire connue de l'humanité après celle de la grippe espagnole. Tous les continents sont touchés, c'est une pandémie. La transmissibilité du virus est très élevée, comparable à celle de la première pandémie mondiale de 1918-19 qui avait fauché 30 millions de vies selon l'institut Pasteur¹⁰⁹. Cette dernière avait un taux de mortalité de 3 % environ sur le milliard de personnes atteintes (60 à 70 % de la population totale de la planète à l'époque). En l'absence d'un vaccin ou d'un traitement efficace, le coronavirus va lui-même toucher de 60 à 70 % de la population du globe aux dires des spécialistes¹¹⁰. Toujours d'après eux, son taux de mortalité, en revanche, devrait être de l'ordre de 1 %. Ce qui rapporté aux 7,6 milliards d'êtres humains vivants se solderait quand même par entre 45,6 et 53,2 millions de décès. Autant dire qu'aucun pays en l'état n'est en mesure de gérer avec les moyens disponibles une crise sanitaire de cette ampleur qui, de surcroît, s'aggrave à une vitesse extraordinaire. Première question : pourquoi progresse-t-elle si vite ?

2) La réponse est simple : le cocktail de l'hyper-urbanisation et de l'hyper-centralisation des structures sanitaires. Plus de 55 % de la population mondiale vit en milieu urbain, dont une nette majorité entassée dans des lieux d'habitation surpeuplés et souvent insalubres. La surpopulation en milieu urbain est aussi victime de la dégradation de la qualité de l'air qui fragilise les voies respiratoires en les exposant davantage aux attaques virales¹¹¹. En France, un travailleur sur cinq consacre une heure et demie ou plus à ses déplacements domicile/travail et seuls près de 40 % d'entre eux effectuent leurs trajets quotidiens en moins d'une demi-heure. L'allongement du temps de transport est une tendance lourde qui fait suite à l'éclatement spatial des territoires productifs. Parallèlement, l'offre de la marchandise « santé » suit les traces de tout autre secteur productif de nouvelle valeur : centralisation des capitaux, spécialisation, standardisation, taylorisme qui créent des déserts médicaux à côté de zones avec des établissements sanitaires modernes et mieux équipés¹¹².

3) Comment ça marche ? Prenons l'exemple des structures sanitaires étatiques. L'hôpital touche de l'argent des patients (les tickets modérateurs), de la sécurité sociale, elle-même généralement financée par les cotisations des salariés et des employeurs, ET de l'État (région, département et budget central de la santé). Sa capacité d'accumulation dépend de la capacité de chacune des unités sanitaires de faire des économies sur les prestations aux malades par rapport au prix standardisé, de chacune d'entre elles, fixé par les partenaires sociaux (Sécurité sociale) ET par l'État. Si tel est le cas, le patient est POUR L'HÔPITAL COMME ENTREPRISE (pas pour les personnels hospitaliers évidemment) une matière première à transformer au moindre coût. Prenons le cas des thérapies intensives. Il est désormais avéré que le nombre de thérapies intensives (nombre de lits) est largement insuffisant. Il est aussi évident que la pandémie grippale avait été abondamment anticipée par l'OMS, la CIA etc., depuis dix ans au moins. Pourtant, les États ET les hôpitaux n'avaient rien fait pour préparer les structures sanitaires à ce choc. Pourquoi ?

4) Premièrement, car le coût unitaire des équipements est très élevé (nous l'avons chiffré à environ 100 000 euros). Deuxièmement, parce que chaque journée d'un malade en thérapie intensive coûte en moyenne 1 500 euros, ce qui dans le cas des 15 jours en moyenne d'hospitalisation en raison du Covid-19, donne une facture de plus de 22 500 euros. Ces montants sont parfaitement connus par les organismes payeurs des hôpitaux et ne sont pas compressibles. Ainsi, la concurrence entre établissements des soins ne peut pas jouer. Aucun hôpital ne peut engranger des profits sur les thérapies intensives alors que la mise initiale est élevée et que les coûts de production des soins sont identiques d'un hôpital à l'autre. Différente est en revanche, par exemple, la rentabilité d'établissements spécialisés dans les traitements des tumeurs. Ici, la mise initiale est certes très élevée (plus encore que celle des thérapies intensives) mais la centralisation du capital, la standardisation/spécialisation et les retombées de la R&D peuvent faire la différence de profitabilité d'un établissement à l'autre.

¹⁰⁹ <http://theconversation.com/grippe-espagnole-et-coronavirus-pourquoi-le-contexte-est-tres-different-133836>

¹¹⁰ <https://www.theguardian.com/world/2020/feb/11/coronavirus-expert-warns-infection-could-reach-60-of-worlds-population>

¹¹¹ <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-35178-covid-19.pdf> et http://www.simaonline.it/wpsima/wp-content/uploads/2020/03/COVID19_Position-Paper_Relazione-circa-l'effetto-dell'inquinamento-da-particolato-atmosferico-e-la-diffusione-di-virus-nella-popolazione.pdf

¹¹² https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/carte-coronavirus-quels-sont-les-departements-les-mieux-dotes-en-lits-en-reanimation_3876681.html

5) Le système des soins connaît partout une transformation qui va dans le sens de la rationalisation, lire spécialisation et centralisation par pôles de compétences. Les structures sanitaires les moins efficaces et plus dispendieuses sont fermées. Et ce sont souvent les petites structures locales. Des zones avec des spécialistes bien formés, des équipements de pointe en abondance tendent à côtoyer des territoires sans véritables couvertures sanitaires adéquates. La médecine au temps du capital est elle-même de plus en plus une source de profit pour les établissements qui savent investir et minimiser les coûts de soins des patients, véritable matière première de la marchandise « santé ». De leur côté, les États doivent faire face à des dépenses croissantes de protection sociale dans une période marquée par leur crise fiscale. Ainsi, l'intérêt convergent des capitaux individuels (publics ou privés) engagés dans le secteur reproductif de la santé et des États qui en financent en grande partie leurs activités (commandes publiques ; budget) est de comprimer au maximum les dépenses improductives (l'État) et les investissements improductifs ou pas assez productifs (les structures sanitaires).

6) La recherche de profits en matière de santé par les capitaux individuels qui y sont investis et le transfert progressif aux malades des dépenses improductives de santé opéré par l'État ont porté le système sanitaire – y compris de la plupart des pays capitalistes avancés – à réduire l'offre globale de soins gratuits au bénéfice d'une offre solvable donc payante. La situation que la pandémie crée en est la démonstration. Pas assez de moyens de dépistage, pas de masques en suffisance, pas de ventilateurs d'assistance respiratoire en nombre adéquat, pas de lits de soins intensifs disponibles en quantités et pas assez de personnels de santé, tel est, en courte synthèse, le constat. Cela va changer progressivement au fil du développement de la pandémie car les bourses des États se desserrent, les usines et les laboratoires qui produisent les médicaments et les matériels utiles fonctionnent à plein régime et les chercheurs du monde entier se mettent à la tâche pour découvrir l'antidote au virus. La raison ? Le virus est en passe de dérégler l'ordre productif du capital. Soudainement, les coûts et les dépenses deviennent indispensables. L'argent coule à flots (*helicopter money*¹¹³) pour défendre les entreprises, pour gérer les déséquilibres du marché du travail, pour rattraper le retard de l'offre des soins. Mais toutes ne sont pas des dépenses improductives. Loin s'en faut.

7) La logique de l'accumulation du capital change de cap rapidement. Elle se tourne à grande vitesse vers des nouveaux marchés, extrêmement juteux, créés ou amplifiés à l'extrême par le déferlement viral. Il y a fort à parier par conséquent que la normalité de l'exploitation, des marchés, de la dictature habituelle du capital va reprendre le dessus bien plus vite qu'en 1918 et 1919, aux temps de la grippe espagnole. On peut même légitimement imaginer que le bilan meurtrier du coronavirus ne sera pas celui estimé plus haut par simple opération arithmétique. Et il est fondé d'envisager que le capital retrouvera vite une santé de fer quand les commandes en suspens redémarreront, quand le travail reprendra partout sans anicroches et quand les populations auront fait un pas de plus dans leur dépendance vis-à-vis de l'État et du capital qui auront vaincu le « mal ». Pour l'instant les États endossent les coûts énormes de l'arrêt ou du ralentissement de l'accumulation en faisant tourner la planche à billets avec les banques centrales qui achètent la dette publique additionnelle. D'après des premiers calculs de banques d'affaires, l'endettement supplémentaire des États et de leurs banques centrales devrait dépasser les 3 % du PIB mondial. Les États-Unis seuls ont créé une masse monétaire additionnelle dépassant le 8 % de leur PIB¹¹⁴, le Japon et l'Allemagne de l'ordre de 6 % de leurs PIB respectifs, le Royaume-Uni 4 % et la France 2 % en subventions, crédits sans intérêt, dépenses publiques d'équipements, en rachats de dettes publiques et de dettes d'entreprises par les banques centrales ainsi qu'en liquidités en abondance fournies sans contreparties aux banques.

8) Pour l'heure, la dette publique congèle la crise industrielle (secteurs entiers presque à l'arrêt ; crédit bancaire qui se raréfie ; commerce mondial qui se rétracte davantage) en soutenant les capitaux individuels des principaux pays. À ce stade, deux scénarios possibles peuvent être envisagés : un « *stop & go* » temporaire de l'accumulation car les laboratoires trouvent l'antidote rapidement¹¹⁵. Dans ce cas, l'accumulation va repartir de plus belle avec peu de sociétés importantes touchées sérieusement. Ou bien la pandémie perdure, conduisant à coup sûr à une crise industrielle de grande envergure. Le premier scénario est celui retenu par l'OCDE, le FMI, la Federal Reserve, la BCE, la PBoC (*People's Bank of China*) et tutti quanti. Ceci étant, et même en présence du meilleur scénario pour le capital dans son ensemble, des pays moins développés vont être incapables de lancer la planche à billets sans que le taux de change de leurs devises ne dévisse. Dans les crises, seules les devises qui ont acquis un statut de monnaie internationale, éligible aux réserves officielles des principales banques centrales, peuvent encaisser sans broncher pendant un temps des chocs de cette ampleur en générant une offre surabondante de moyens de paiement.

¹¹³ https://en.wikipedia.org/wiki/Helicopter_money

¹¹⁴ https://www.wsj.com/articles/house-lawmakers-race-to-washington-to-ensure-coronavirus-stimulus-passes-11585318472?mod=hp_lead_pos1

¹¹⁵ Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, espère qu'un vaccin contre le coronavirus sera prêt « avant l'automne » (cf. Sa déclaration du 17 mars). Un laboratoire allemand travaille sur un tel projet. Toutefois, même si tel était le cas, l'industrialisation rallongerait de plusieurs mois la date de sa diffusion effective auprès des structures sanitaires. Et ceci ne concernerait en tout état de cause que les pays capitalistes développés qui seraient servis en priorité.

9) Car ce qui se joue aujourd'hui est, en un sens, beaucoup plus qu'une grande guerre mondiale pour battre l'ennemi invisible commun, selon la description qu'en donnent les organes de communication des classes dominantes. Le premier effet est celui de l'accélération du redécoupage régional des aires productives. Les différents grands blocs productifs (Europe occidentale, Chine et Amérique du Nord) accentuent le renforcement de leurs marchés intérieurs respectifs et restructurent, notamment en en internalisant, rapatriant, plusieurs de leurs filières de production. La lente érosion des échanges de marchandises entre ces blocs ainsi que la baisse nette du coût de la main d'œuvre, y compris dans les citadelles les plus développées du capital, rendent désormais possible de rapatrier des productions qui nécessitent l'emploi de main d'œuvre en grand nombre. Par exemple, une grande partie des médicaments utilisés dans les hôpitaux européens sont importés de Chine ou d'Inde¹¹⁶. L'interdépendance productive poussée à l'extrême a mis en évidence, en Europe, où les frontières se blindent, la fragilité de chaque capital national. La notion d'« intérêt vital pour la nation » que certaines productions revêtaient est élargie à des secteurs comme ceux de la santé et de l'alimentation¹¹⁷.

10) Un raisonnement à part doit être fait pour l'Union européenne. Cette dernière joue une partie cruciale de sa survie comme bloc économique à part entière. La cacophonie des institutions communautaires, la réponse hésitante de la BCE, le chacun pour soi semblent prévaloir au moment où nous écrivons. Les frontières sont rétablies. Le commerce est fortement ralenti entre le Nord et le Sud du continent. La liberté de circulation des personnes est de facto abolie. Les États réquisitionnent les matériels médicaux nécessaires ainsi que les entreprises qui les produisent. Les appels des exécutifs à la réponse unitaire se multiplient mais tombent systématiquement dans le vide. Les liens politiques au sein de l'Union européenne s'effilochent ultérieurement. L'« exemple » du Brexit peut devenir le véritable paradigme avec certains mini blocs encore plus étanches et plus indépendants en matière économique, politique et commerciale (Scandinavie et aire germanique avant tout).

11) Le proto-fascisme a une chance inespérée de se relancer partout dans le monde¹¹⁸. La quête presque hystérique d'un commandant en chef qui tiendrait solidement entre ses mains le gouvernail des pays qui évoluent comme des véritables bateaux ivres face à la contamination de masse ; la critique généralisée des démocraties représentatives jugées « trop lentes et complexes dans leur fonctionnement » pour riposter efficacement au virus ; le soupçon partagé que la maladie ait été « importée » par des étrangers proches ou lointains ; les appels incessants à l'unité nationale couplés à la métaphore guerrière ; la réévaluation du rôle de l'État père protecteur et l'instauration progressive d'une sorte de loi martiale permanente, depuis le lointain 11 septembre 2001, sont autant d'éléments qui nourrissent la tendance dominante à la transformation des démocraties représentatives « classiques » en démocraties plébiscitaires et au renforcement des tendances politiques proto-fascistes qui restent cependant encore minoritaires. Avec la crise de l'« État social », plombé par la crise budgétaire¹¹⁹, le mode de gouvernance passe de moins en moins par la démocratie sociale, par l'expansion des services publics comme régulateur de la lutte de classe. Désormais, la gestion de la société civile est de plus en plus fondée sur l'état d'exception, l'utilisation de toutes sortes de chocs (financiers, géopolitiques, sanitaires, démographiques, etc.) pour renforcer l'emprise et la « verticalisation » de l'État. Il s'agit donc d'une gestion politique par excellence, propédeutique à une militarisation générale fondée sur la crainte et la demande obsédante de protection émanant de sociétés civiles de moins en moins conflictuelles.

12) Les prolétaires sont les premières victimes de la situation. Ils sont frappés tout d'abord dans leur condition matérielle. Ce sont bien eux qui vivent le plus souvent dans des environnements étriés, où la promiscuité est la règle. Une promiscuité qui peut se solder, si le confinement dure longtemps, par la multiplication des violences sur les femmes et les enfants, comme les premiers signaux semblent le confirmer. Ce sont encore les prolétaires qui peuvent plus difficilement s'adonner au télétravail qui ne concerne, dans le meilleur des cas, en France, que 22 % des salariés. Beaucoup d'entre-eux n'ont le droit à aucun dédormage s'ils refusent de se déplacer, comme toujours contraints de choisir entre salaire et santé. Ce sont toujours eux qui s'entassent aux mêmes heures dans les transports en commun pour se rendre ou rentrer du travail. Ce sont eux qui vont subir l'essentiel des contrôles de police prévus dans cette gigantesque opération d'exercice à la guerre bactériologique en cours dans plusieurs pays capitalistes avancés. Et ce sont eux qui ont traditionnellement moins accès aux soins, qui ont davantage de pathologies héritées aussi du travail. Enfin, ce sont eux qui n'ont pas ou peu accès aux informations de qualité sur l'épidémie.

13) Mais le prolétariat est surtout le grand perdant politique. Non constitués en classe pour soi, privés de leurs organisations propres, moins habitués qu'autrefois à se battre pour leurs intérêts, les ouvriers, les prolétaires, sont livrés à la propagande étatiste et nationaliste de l'État fort, protecteur et interclassiste. La pérennisation des dispositifs de contrôle et de militarisation du territoire et du travail hérités du 11 septembre puis des attentats islamistes n'est plus en question. Au

¹¹⁶ « L'Inde importe de la Chine environ 70 % de ses ingrédients et médicaments initiaux, qu'elle conditionne ensuite pour l'exportation vers le reste du monde. À leur tour, les industries américaines produisent 40 % de leurs besoins en médicaments en Inde ». *L'Espresso*, 15 mars 2020.

¹¹⁷ Certaines matières premières agricoles sont depuis longtemps traitées à rang de denrées stratégiques (blé ; riz, sucre, etc.) dans plusieurs pays capitalistes et stockées dans des silos et entrepôts contrôlés par les États. A celles-ci pourraient s'ajouter dans la liste des marchandises stratégiques des produits agro-alimentaires finis (ce qui est déjà le cas pour les rations pour les militaires).

¹¹⁸ Heureusement, jusqu'à présent, les Salvini, Trump, Bolsonaro et autres Johnson n'ont pas réussi à capitaliser sur la crise virale faite à une communication puérile, à laquelle, même nombre de membres de leurs fan-clubs ne pouvaient souscrire. Mais ils reviendront à la charge dès que possible, on peut leur faire confiance.

¹¹⁹ Quelques États, comme la Tchéquie, échappent encore à cette crise ce qui leur laisse des capacités de financement, mais ils restent très dépendants de l'intégration de leur économie dans la chaîne de production mondiale.

contraire, l'arsenal de dispositifs sécuritaires va s'accroître avec des contrôles de police étendus, l'interdiction des rassemblements (justifiée jusqu'ici par manque d'antidotes mais jusqu'à quand sera-t-elle en vigueur ?), la diffusion de caméras en ville et la militarisation des services de soin et plus généralement des services dits publics¹²⁰.

14) La flambée de grèves dans les usines du Nord mais aussi de certaines unités productives du Sud qui ont imposé en Italie la fermeture des usines pour cause de danger viral ainsi que la révolte des prisonniers dans une quarantaine de prisons pour obtenir des remises de peine et le traitement approprié des détenus, malades chroniques ou graves, pour qu'ils soient moins exposés à la contamination sont les seuls signes d'autonomie que la classe a déjà envoyé à l'ennemi de classe. Des tentatives pour l'instant isolées de réappropriation collective des marchandises dans des supermarchés du sud de l'Italie apparaissent. En France, des actions similaires, de moindre intensité pour l'instant, ont lieu alors que la désertion individuelle du travail prend de l'ampleur. Espérons que d'autres actes d'insubordination, de préférence collective organisée, suivront.

15) Les épidémies ont jalonné toute l'histoire de l'humanité. Elles existaient avant le capitalisme et personne ne peut garantir, à moins d'être un charlatan, qu'elles disparaîtront après la destruction des sociétés divisées en classes. Ce qu'on peut envisager, en revanche, c'est que la forme qu'elles prennent sous le capitalisme et plus généralement dans les sociétés fondées sur l'oppression et l'exploitation des êtres humains¹²¹ et la façon de les combattre seront très différentes. Conformément à la préservation de l'espèce et libérées de la dictature de la marchandise et de la valeur.

Bruxelles, Paris, Prague, 15 août 2020

COVID-19, vaccins, certification sanitaire et politique prolétarienne

La situation de la classe ouvrière mondiale n'a fait qu'empirer depuis le déclenchement de la pandémie de la Covid-19. Les exécutifs des pays avancés ont mis en place des politiques d'urgence visant, dans un premier temps, à éviter l'effilochement non contrôlé du rapport social capitaliste, la dislocation de la société civile et, surtout, une trop longue paralysie du procès social de production. Les premiers plans mis en œuvre ont fait de l'État le garant ultime du système capitaliste. Par ses actions coordonnées, il a assuré la solvabilité des entreprises, la congélation du marché du travail par la prise en charge directe d'une portion importante des salaires et enfin la soutenabilité de sa propre dette par l'activation, sans précédent en temps de paix, de la garantie fournie par les banques centrales respectives. En s'appuyant sur la disponibilité croissante de vaccins dans les pays capitalistes centraux qui rend effective la possibilité d'atteindre à plus ou moins court terme une immunité collective suffisante, depuis l'été 2020, les États capitalistes du premier cercle ont progressivement organisé la sortie de cette phase tampon et démarré non sans heurts une restructuration majeure des formations économiques et sociales qu'ils représentent. Le « *la santé d'abord* » de la première période a cédé ainsi la place au « *l'économie d'abord* » de la phase actuelle, y compris au prix d'un supplément significatif de contaminations et de décès. Le processus de restructuration s'étalera sur plusieurs années et vise la relance de l'accumulation élargie du capital soutenue par la dette publique, elle-même « couverte » par les achats massifs de ses titres par les banques centrales correspondantes. Le prolétariat des centres pulsants du capitalisme mondial est silencieux et ses rares luttes défensives affichent une grande faiblesse. À côté de cela, les agitations et rébellions interclassistes placées sous le signe de la réaction et de revendication politique de la démocratie plébiscitaire fleurissent de manière comparable à celles des Gilets jaunes¹²².

1) Dans les pays du deuxième et du troisième cercle du mode de production capitaliste, les dits émergents et, avant tout, les pays les plus pauvres de l'extrême périphérie, ces réponses n'ont guère été adoptées par manque de moyens. Seules les institutions internationales de l'ordre capitaliste mondial (essentiellement le FMI et la Banque mondiale) gardent tout juste à flot une partie non négligeable d'entre eux au moyen de prêts à fonds perdus délivrés au compte-gouttes. Dans plusieurs de ces pays, la pandémie laisse des traces profondes et génère une instabilité sociale et politique croissante et durable. Instabilité sociale et politique qui dans certains pays de cette catégorie ont précédé le déclenchement de la crise sanitaire et a été alimentée par cette dernière. Les exemples sont nombreux, de la Colombie au Liban, de l'Algérie à l'Iran, de la Tunisie à Cuba, de la Thaïlande au Liban et à la Birmanie pour n'en citer qu'une poignée. Ces mouvements certes politiquement confus sont l'expression visible de la polarisation accélérée des classes dans un contexte où le prolétariat n'assure pas son hégémonie sur elles, car lui-même est sur la défensive et, par conséquent, ne parvient pas à inscrire le combat pour ses propres intérêts dans le cadre de la lutte politique de classe. Ils

¹²⁰ En France, par exemple, l'État et les patrons utilisent la crise pour durcir les conditions d'exploitation. L'exécutif prépare le terrain avec ses déclarations répétées sur le pays en état de « guerre ». Et demain il y a aura la « bataille de la reconstruction » (lire de la relance de l'accumulation du capital), ce qui signifie des sacrifices supplémentaires pour les exploités. D'ores et déjà, les employeurs peuvent imposer les dates de six jours de congés payés pour réduire le recours au chômage partiel. Après le confinement, la durée maximale hebdomadaire du travail passera de 48 à 60h. Il a fort à parier que ce n'est pas fini.

¹²¹ <https://theconversation.com/les-epidemies-sont-inevitables-apprenons-a-les-anticiper-133888>

¹²² Voir : « GILETS JAUNES : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat » in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1812FR%20vF.pdf>.

soudent la révolte contre l'aggravation des conditions de vie et de travail des plus pauvres avec celle contre les politiques de leurs États face au déferlement de la pandémie.

- 2) Dans ce contexte si brièvement synthétisé, s'insère le débat sur la vaccination et sur les méthodes de surveillance sanitaire que les États mettent en œuvre. Alors que dans les pays à la périphérie du mode de production capitaliste, la revendication d'un accès large aux vaccins fraie sa route, comme en Tunisie et à Cuba, dans les pays les plus forts du capitalisme des secteurs de population aux intérêts et aux origines de classe disparates affichent collectivement le refus de la vaccination et/ou des certifications sanitaires de vaccination. Les arguments avancés pour rejeter la vaccination ont un trait commun : la mise en discussion non pas de l'utilisation capitaliste de la science mais de la science elle-même. La méthode expérimentale, la recherche asymptotique d'une analyse vérifiable du réel, l'intégration maîtrisée des risques associés à cette recherche, sont rejetées en bloc. Tantôt on prétend que les vaccins sont encore dans une phase expérimentale (mais lesquels ne le sont pas ?), tantôt on crie à la grande manipulation génétique opérée par les « *Big Pharma* », tantôt on décrète tout simplement que le virus est un « rhume » de forte intensité. Contre ces considérations, il suffit de rappeler que depuis que la vaccination dans les pays capitalistes les plus développées a connu son essor, la quasi-totalité des hospitalisations pour Covid-19 ne concerne que les non vaccinés. L'absence de toute analyse matérialiste critique de la pandémie et de ses reflets sur l'accumulation n'aide certes pas à comprendre que le capitalisme a besoin jusqu'à un certain point (celui défini par les besoins propres à l'accumulation) d'une force de travail nombreuse, active et dotée d'une santé suffisante pour que les rapports sociaux actuels se perpétuent.
- 3) Différent est en partie (et seulement en partie) le raisonnement sur les certifications sanitaires et leurs usages par l'État et le capital. En mars 2020, nous écrivions : « *Désormais, la gestion de la société civile est de plus en plus fondée sur l'état d'exception, l'utilisation de toutes sortes de chocs (financiers, géopolitiques, sanitaires, démographiques, etc.) pour renforcer l'emprise et la « verticalisation » de l'État. Il s'agit donc d'une gestion politique par excellence, propédeutique à une militarisation générale fondée sur la crainte et la demande obsédante de protection émanant de sociétés civiles de moins en moins conflictuelles* »¹²³. Et aussi : « *les ouvriers, les prolétaires, sont livrés à la propagande étatiste et nationaliste de l'État fort, protecteur et interclassiste. La pérennisation des dispositifs de contrôle et de militarisation du territoire et du travail hérités du 11 septembre puis des attentats islamistes n'est plus en question. Au contraire, l'arsenal de dispositifs sécuritaires va s'accroître avec des contrôles de police étendus, l'interdiction des rassemblements (justifiée jusqu'ici par manque d'antidotes mais jusqu'à quand sera-t-elle en vigueur ?), la diffusion de caméras en ville et la militarisation des services de soin et plus généralement des services dits publics* »¹²⁴. Il est donc évident que même la certification sanitaire est utilisée comme élément disciplinant. La menace de licenciement ou de non-rétribution des salariés non vaccinés est bien réelle et sert aux patrons et à l'État-patron pour renforcer le commandement sur la force de travail. En revanche, il ne faut pas oublier que travailler sur la chaîne ou dans un « *open space* » à côté d'un camarade qui ne veut pas se vacciner accroît le danger y compris pour ceux qui sont vaccinés de devenir à leur tour et à leur corps défendant des diffuseurs de virus. La prise en compte de la volonté de la plupart des salariés de se protéger avec le seul instrument qui s'est révélé efficace contre la pandémie est tout aussi importante pour les partisans de la cause ouvrière.
- 4) Quant à la supposée « dictature sanitaire » qui découlerait de la certification vaccinale, c'est tout simplement un argument qui sert à prolonger la pandémie qui frappe en premier les plus pauvres¹²⁵. Les tenants de la thèse de la « dictature sanitaire » en raison de l'obligation redoutée de l'exhibition de la certification vaccinale dans les lieux fermés, dans les transports et dans les entreprises oublient que la certification vaccinale est bien moins « intrusive » que le port contraint de papiers d'identité, de la carte de Sécurité sociale ou tout autre titre qui disent beaucoup plus de nous qu'un QR code associé à un nom. Sans parler du contrôle social en profondeur exercé par le monde des réseaux sociaux et de l'Internet, par la diffusion des caméras dans les villes, par les téléphones portables jusqu'aux nouveaux titres de transport traçables, les cartes de crédit, etc. Une politique prolétarienne sur les modalités de contrôle de la certification sanitaire doit la dissocier du contrôle d'identité, véritable outil majeur de commandement social par l'État qui étrangement ne suscite pas la moindre protestation. Dans le même ordre d'idées, soutenir les combats pour l'accès à la vaccination la plus large (sans-papiers et migrants avant tout), internationale (seulement 2 % de la population des pays les

¹²³Voir : « *Pandémie, États–nations et capital* » in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2003FRvF.pdf>.

¹²⁴ *Ibidem*.

¹²⁵ D'après le rapport 2021 du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, quelque 118 millions de personnes supplémentaires, relativement à 2019, pourraient avoir été confrontées à la famine, en 2020, en raison des conséquences économiques de la pandémie, pour un total estimé entre 768 et 811 millions d'êtres humains. (https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000130141/download/?_ga=2.110152965.164159811.1628341041-1018212117.1628341041)

plus pauvres a eu accès au vaccin¹²⁶) et rapide et la mise en sécurité sanitaire des lieux de travail, leur mise en conformité aux critères les plus stricts de préservation de la santé des travailleurs, des moyens de transport collectifs, des lieux de rassemblement etc. est un devoir pour les communistes¹²⁷.

- 5) L'association du refus de la certification vaccinale et de la défense de la « liberté » est enfin une erreur conceptuelle capitale qui pousse ceux qui la défendent dans les bras de l'extrême-droite. Sans oublier qu'en pratique ceci signifie revendiquer le droit à contaminer autrui. La « guéguerre » entre pauvres vaccinés et non vaccinés est devenue un facteur ultérieur de division au sein de la classe dont profitent les classes dominantes. Une division qui a cependant un fondement bien réel. Comme l'explique Karl Marx dans son texte *Sur la question juive*, écrit en 1843, « *l'État est l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme* » sous le capitalisme. Et l'être humain n'existe pour le capital et ses défenseurs que comme citoyen isolé dont les « droits » sont médiatisés par l'État. Ce dernier définit la liberté comme essentiellement individuelle et dont les contours sont tracés par celle des autres citoyens isolés. « *La liberté est donc le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont marquées par la loi, de même que la limite de deux champs est déterminée par un piquet. Il s'agit de la liberté de l'homme considéré comme monade isolée, repliée sur elle-même*¹²⁸ » (*ibidem*). C'est la base même de la méfiance et de l'opposition potentielle de l'être humain envers son prochain. « *Le droit de l'homme, la liberté, ne repose pas sur les relations de l'homme avec l'homme mais plutôt sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. C'est le droit de cette séparation, le droit de l'individu limité à lui-même* » (*idem*). La vision du communisme moderne est toute autre : « *Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou un grand atelier. Il existe en vérité des communistes qui en prennent à leur aise et qui nient et veulent supprimer la liberté personnelle qui, à leur avis, barre la route à l'harmonie ; mais nous, nous n'avons pas envie d'acheter l'égalité au prix de la liberté. Nous sommes convaincus, et nous essaierons de le prouver dans nos numéros suivants, que dans aucune société la liberté personnelle ne peut être plus grande que dans celle qui se fonde sur la communauté*¹²⁹ ». Karl Schapper¹³⁰, *Kommunistische Zeitschrift* n°1¹³¹, septembre 1847.
- 6) L'ennemi de classe cite sans cesse la nécessité de s'appuyer sur la communauté pour pousser certaines populations à se vacciner. Mais la communauté dont les classes dominantes parlent est la leur, pas celle de l'individu social qui s'affranchit de la soumission à la marchandise, à l'argent et à l'État. La communauté dont se revendiquent les communistes en revanche est celle de « *l'individualité fondée sur le développement universel des individus et la subordination de leur productivité collective, sociale, en tant que celle-ci est leur pouvoir social* » Karl Marx *Grundrisse* 1¹³². La communauté délivrée de toute dépendance de l'individu isolé d'autres individus encadre alors l'essor d'une nouvelle individualité qui tourne décidément le dos au citoyen isolé et à ses « libertés » exclusives, discriminantes. « *Le développement supérieur de l'individualité ne s'obtient qu'au prix d'un processus historique où les individus sont sacrifiés* ». Karl Marx *Théories de la plus-value*, 1862-1863¹³³. Et encore : « *L'émancipation politique est la réduction de l'homme, d'une part, au membre de la société bourgeoise, à l'individu égoïste et indépendant, d'autre part, au citoyen, à la personne morale. Ce n'est que lorsque l'homme individuel réel aura repris possession du citoyen abstrait, lorsqu'en tant qu'homme individuel dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, il sera devenu un être*

¹²⁶ « *La vaccination se déroule selon les lignes nationales. Alors que plus de 50 % de la population dans de nombreux pays avancés a été vaccinée, le taux de vaccination dans le reste du monde est à la traîne et une couverture substantielle n'est attendue que dans quelques mois* ». L'étude établit qu'« *une distribution de vaccins aux individus à risque dans chaque pays après qu'une part substantielle de la population dans les pays excédentaires ait été vaccinée* » pourrait « *sauver de 400 à 800 000 vies entre juin et décembre 2021, grâce au partage précoce des excédents de vaccins entre les pays* ». Mehdi Benatiya Andaloussi et Antonio Spilimbergo, *How many lives could be saved through the early sharing of vaccines globally?* juillet 2021 in https://cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=16372

¹²⁷ Nous suggérons, à ce propos, la lecture d'un court texte en italien et anglais de Donatella Di Cesare, professeure de philosophie à l'Université de Rome qui répond aux thèses complotistes de ses pairs italiens Massimo Cacciari (proche du Parti démocrate) et Giorgio Agamben (idéologue de référence de certains secteurs de l'ultragauche). Voir : https://espresso.repubblica.it/opinioni/2021/07/27/news/di_cesare_risponde_a_cacciari_e_agamben_sul_green_pass-311928702/ ou <https://medium.com/contrahistorical/dear-agamben-dear-cacciari-fadc2e512f09>

¹²⁸ In : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001c.htm>

¹²⁹ Ici, la signification du concept de communauté ne doit pas être confondue avec celle des représentants des classes dominantes pour lesquels la communauté est synonyme de société du capital où exploités et exploités cohabitent pour le bien de la valorisation. En 1847, la perspective d'une révolution en permanence dirigée par le prolétariat aboutissant à la « *république rouge* » par le dépassement de la révolution démocratique était bien réelle. Les communistes de l'époque travaillaient pour cela. Leur référence à la communauté s'inscrit pleinement dans ce cadre.

¹³⁰ Karl Schapper (Weinbach, 1812- Londres, 1870) était membre de la Ligue des Communistes. Il fit partie lors de la scission de la Ligue, de la tendance de Willich, chef de la fraction opposée à Marx-Engels, mais il renoua avec eux en 1856. En 1865, Schapper sera membre du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (I^o Internationale).

¹³¹ Karl Marx *Œuvres Tome IV, Politique* 1 Pléiade p 993.

¹³² Karl Marx *Manuscrits de 1857-1858, dits « Grundrisse »* Editions Sociales Pp 93-94

¹³³ Karl Marx *Théories de la plus-value*, Tome 1 in *Sociologie critique* Petite Bibliothèque Payot n°662 p 314.

générique, ce n'est que lorsque l'homme aura reconnu ses 'forces propres' comme forces sociales et les aura organisées comme telles, et que par conséquent, il ne séparera plus de lui la force sociale sous l'aspect du pouvoir politique — c'est alors seulement que sera réalisée l'émancipation humaine ». Karl Marx *Sur la question juive*, 1843¹³⁴.

- 7) Ainsi, intervenir dans la dispute toute interne à la société du capital entre la liberté des vaccinés et celle des non-vaccinés sort complètement du terrain de classe sur lequel campent invariablement les communistes. Si la classe ouvrière était en mesure d'exprimer son autonomie politique, elle ferait sienne la tâche de protéger ses membres de la pandémie en rejetant le contrôle étatique, en adoptant et en appliquant d'elle-même toutes les mesures qui s'imposent. Exactement comme elle a su le faire en d'autres circonstances et époques pour défendre une vie collective décente dans les quartiers populaires en chassant les dealers vendeurs de mort, les marchands de sommeil et différentes figures de commandement déployées par l'État. Mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi il faut sans relâche critiquer les « raisons » des « antivax » et des « rebelles » à la certification vaccinale quand cette rébellion se transforme en un « droit » inné du « sujet sans limites », de l'individu isolé qui n'a cure de la santé de ses semblables. Le « sujet sans limites » qui par ailleurs est toujours prêt à se soumettre d'autant plus au premier « homme fort » qui passe, à se lancer tête baissée dans la revendication d'une démocratie plébiscitaire, étape forcée vers toutes sortes de régimes autoritaires et fascistes. La peur qui est aussi le meilleur ami de la réaction, des complotistes en tout genre et des involutions autoritaires. Une peur, celle des effets des vaccins, qui tenaille aussi certains prolétaires, conséquence directe du repli prolongé des luttes de classes et de la perte de confiance en l'initiative autonome collective – et, par conséquent, l'incapacité d'imposer une politique sanitaire de la classe ouvrière séparée de celle de l'État. Les récentes fortunes des manifestations « antivax » et anti-certification vaccinale se fondent sur la peur panique, un sentiment qui est l'exact opposé de celui qui anime le prolétariat révolutionnaire : l'espoir raisonné en un avenir différent, meilleur. Ces manifestations au nom de la « liberté » sont totalement indifférentes à la « question sociale » et trouvent dans la petite bourgeoisie traditionnelle (restaurateurs, cafetiers, petits patrons et artisans, autoentrepreneurs) les bataillons les plus aguerris, mais aussi, malheureusement, dans certains secteurs du prolétariat y compris ceux de la santé. Une petite bourgeoisie menacée par le développement du capital qui n'hésite pas à exercer la pire oppression sur les prolétaires qu'elle emploie. Au même titre que les manifestations des Gilets jaunes et assimilés, ces actions doivent être traitées pour ce qu'elles sont : l'avant-garde du proto-fascisme, les tentatives de constitution d'un bloc social réactionnaire prêt à affronter le prolétariat quand celui-ci prendra le chemin de la révolution sociale.

Bruxelles, Paris, Prague, 15 août 2021

¹³⁴ Karl Marx *Sur la question juive* in *Sociologie critique* Petite Bibliothèque Payot n°662 Pp 368-369.

LISTE DES PUBLICATIONS

SÉRIE COURANTE

N°1	L'autonomie ouvrière frappe en Chine	Février 2011	2 €
N°2	Tunisie : restructuration à chaud de l'Etat après une tentative d'insurrection démocratique incomplète	Juin 2011	2 €
N°3	Egypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique	Octobre 2011	2 €
N°4	Belgique : Crise institutionnelle sur fond de crise fiscale : un avenir tchécoslovaque ou yougoslave ?	Novembre 2011	2 €
N°5	L'autonomie ouvrière frappe en Inde : la grève de Maruti Suzuki à Manesar (juin, septembre, octobre 2011)	Mai 2012	3 €
N°6	La santé comme industrie génératrice de nouvelle valeur. La transformation de l'hôpital vers un modèle industriel moderne.	Octobre 2020	2 €
N°7	Dynamiques du capitalisme d'État, de la compétition impérialiste et de la condition ouvrière après la crise sanitaire	Décembre 2021	3 €

HORS SÉRIE

N°1	Daniel Bénard (1942-2010)	Juin 2011	4 €
N°2	Tchécoslovaquie Novembre 1989 : le prolétariat enchaîné au velours tricolore	Juin 2011	2 €
N°3	Mai-Juin 1968 : une occasion manquée pour l'autonomie ouvrière	Mai 2018	5 €

« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »

Karl MARX,
Salaire prix et profit, 1865